



CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

COMPTE RENDU INTÉGRAL
AVEC
COMPTE RENDU ANALYTIQUE TRADUIT
DES INTERVENTIONS

INTEGRAAL VERSLAG
MET
VERTAALD BEKNOPT VERSLAG
VAN DE TOESPRAKEN

SÉANCE PLÉNIÈRE

PLENUMVERGADERING

mardi

15-07-2003

Soir

dinsdag

15-07-2003

Avond

cdH	centre démocrate Humaniste
CD&V	Christen-Democratisch en Vlaams
ECOLO	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
FN	Front National
MR	Mouvement réformateur
PS	Parti socialiste
sp.a-spirit	Socialistische Partij Anders en Spirit
VLAAMS BLOK	Vlaams Blok
VLD	Vlaamse Liberalen en Democraten

Abréviations dans la numérotation des publications :		Afkortingen bij de nummering van de publicaties :	
DOC 51 0000/000	Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 51 0000/000	Parlementair document van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version Provisoire du Compte Rendu Intégral (sur papier vert)	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (op groen papier)
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (sur papier blanc, avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (op wit papier, bevat ook de bijlagen)
CRABV	Compte Rendu Analytique (sur papier bleu)	CRABV	Beknopt Verslag (op blauw papier)
PLEN	Séance plénière (couverture blanche)	PLEN	Plenum (witte kaft)
COM	Réunion de commission (couverture beige)	COM	Commissievergadering (beige kaft)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants	Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
Commandes :	Bestellingen :
Place de la Nation 2	Natieplein 2
1008 Bruxelles	1008 Brussel
Tél. : 02/ 549 81 60	Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74	Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be	www.deKamer.be
e-mail : publications@laChambre.be	e-mail : publicaties@deKamer.be

SOMMAIRE

Discussion de la déclaration du gouvernement 1
(continuation)

Orateurs: **Jean-Jacques Viseur, Guy Verhofstadt**, premier ministre, **Geert Lambert, Bart Laeremans, Serge Van Overtveldt, Raymond Langendries**, président du groupe cdH, **Geert Bourgeois, Els Van Weert, Colette Burgeon, Maggie De Block, Pierre-Yves Jeholet, Hagen Goyvaerts, Daniel Féret, Gérard Gobert, Alfons Borginon, Gerolf Annemans, Greet van Gool, Frieda Van Themsche, Bert Anciaux**, ministre de la Mobilité et de l'Economie sociale, **Bart Tommelein**

INHOUD

Bespreking van de verklaring van de regering 1
(voortzetting)

Sprekers: **Jean-Jacques Viseur, Guy Verhofstadt**, eerste minister, **Geert Lambert, Bart Laeremans, Serge Van Overtveldt, Raymond Langendries**, voorzitter van de cdH-fractie, **Geert Bourgeois, Els Van Weert, Colette Burgeon, Maggie De Block, Pierre-Yves Jeholet, Hagen Goyvaerts, Daniel Féret, Gérard Gobert, Alfons Borginon, Gerolf Annemans, Greet van Gool, Frieda Van Themsche, Bert Anciaux**, minister van Mobiliteit en Sociale Economie, **Bart Tommelein**

SEANCE PLENIERE

du

MARDI 15 JUILLET 2003

Soir

PLENUMVERGADERING

van

DINSDAG 15 JULI 2003

Avond

La séance est ouverte à 19.50 heures par M. Herman De Croo, président.
De vergadering wordt geopend om 19.50 uur door de heer Herman De Croo, voorzitter.

Membre du gouvernement fédéral présent lors de l'ouverture de la séance:
Tegenwoordig bij de opening van de vergadering is het lid van de federale regering:
Guy Verhofstadt.

01 Discussion de la déclaration du gouvernement (continuation)
01 Bespreking van de verklaring van de regering (voortzetting)

Le **président**: Chers collègues, nous reprenons nos travaux. Plusieurs orateurs restent inscrits. Je peux difficilement régler une discussion par rubrique, étant donné la diversité des sujets. Dès lors, je suggère aux orateurs de signaler la rubrique sur laquelle ils interviennent.

De sprekers kunnen zelf stipuleren op welke themata van de regeringsverklaring zij wensen in te gaan. Ik stel voor als volgt te werk te gaan.

Je commencerai par donner la parole à M. Viseur.

Daarna is het woord aan de heer Lambert die naar eigen zeggen niet veel tijd nodig zal hebben.

01.01 Jean-Jacques Viseur (cdH): Monsieur le président, monsieur le premier ministre, monsieur le ministre, chers collègues, la constatation assez simple que l'on peut tirer des dernières élections législatives, c'est que les socialistes et les libéraux les ont remportées, c'est une évidence.

Selon moi, leurs programmes étaient parfaitement en miroir puisqu'ils étaient exactement contradictoires. Aux uns, les libéraux ont promis une nouvelle réforme fiscale; aux autres, les socialistes ont promis un renforcement important de la protection sociale. En clair, pour les uns, moins de recettes pour l'Etat et pour les autres, plus de dépenses pour les mêmes pouvoirs publics.

Les objections des esprits chagrins qui s'inquiétaient de ce paradoxe et qui rappelaient qu'il est difficile de faire plus avec moins ont été balayées. On a invoqué la réduction de la dette, la croissance économique, les budgets précédents. Tout, selon vous, concourait à une étrange équation que je peux baptiser de "théorème violet", à savoir que moins égale plus!

Il vous appartient donc naturellement de gouverner ensemble et de tenter une synthèse entre vos programmes et vos priorités, ce qui impose un grand écart tant ces programmes sont opposés. Par ailleurs, il n'est pas agréable d'avouer, alors même que les isolements viennent d'être démontés, que l'après-élection ne ressemblera en rien aux promesses imprudentes lancées durant la campagne électorale.

Avec votre inimitable sens de la communication, monsieur le premier ministre – que ie devrais plutôt qualifier de "sens du boniment" -. vous

01.01 Jean-Jacques Viseur (cdH): Het programma van de socialisten was dat van de liberalen in spiegelbeeld: ze wonnen de voorbije verkiezingen door enerzijds een versterking van de sociale bescherming te beloven en anderzijds een nieuwe belastinghervorming in het vooruitzicht te stellen. Dat komt neer op minder inkomsten en meer uitgaven.

Na de verkiezingsbeloften, mijnheer de eerste minister, komt u nu onzacht in het echte leven terecht. Zoals de krekel in de fabel, moet u een dansje gaan opvoeren. Het wordt een wals in driekwartsmaat: eerst moeten de gedane beloften in het vergeetboek raken als gevolg van het plots opduiken van een vreemd en onverwacht element: de slechte conjunctuur.

De tweede maat is die van het vergeten. Wat is er gebeurd met tal van beloften die de PS uitdrukkelijk had gemaakt? Waar zijn de sociale

avez abordé la phase délicate du retour aux réalités et vous baptisez cette démarche "l'engagement définitif dans la voie du renouveau en brisant les tabous et les préjugés".

Je dirai que, comme la cigale de la fable, vous avez chanté durant toute la campagne. Il vous faut maintenant danser! Pour cela, vous procédez, comme dans toute bonne valse, à ce que j'appellerais "les trois mouvements de la valse violette".

Le premier temps de la valse, le premier tabou brisé, a été de faire oublier une partie des promesses par la survenance d'un événement étrange, totalement imprévisible, qu'aucune conjecture, qu'aucune prévision ne permettait d'imaginer, à savoir que nous vivons une situation économique qui n'est pas brillante et que la conjoncture n'est pas bonne.

Au lendemain du 18 mai, vous avez découvert ou feint de découvrir que la situation économico-budgétaire n'était pas aussi rose que celle décrite dans vos programmes électoraux. Même si le feuillet concernant le cadre budgétaire est lacunaire, il permet en tout cas de justifier que l'on s'éloigne des imprudentes promesses électorales.

Le deuxième temps de la valse, c'est le temps de l'oubli. On brise ce préjugé évidemment dépassé qui amène l'électeur moyen à croire que les engagements électoraux seront tenus.

Ainsi, je vais prendre les promesses très fermes faites du côté socialiste. D'abord, une très longue liste de priorités sociales qu'une étrange amnésie a fait disparaître du programme du gouvernement. Je retiens simplement trois éléments de cette liste. La semaine des quatre jours et les 35 heures par semaine, on n'en parle plus! Le mécanisme général et non partiel de liaison des pensions à l'évolution du bien-être, ce sera pour plus tard! L'assurance-autonomie fédérale pour tous, pas un mot dans la déclaration gouvernementale!

Par ailleurs, j'ai eu le tort de lire les propositions fiscales des groupes socialistes dont certaines étaient très séduisantes et d'autres un peu plus périlleuses.

J'ai eu le tort de les lire et de croire qu'elles pouvaient déboucher sur quelque chose.

Ainsi, un financement alternatif massif de la sécurité sociale était prévu au départ d'une fiscalité plus juste sur les revenus des capitaux et sur les plus-values financières. Il y avait l'introduction d'un prélèvement sur le rendement des plus gros patrimoines, après l'établissement d'un cadastre de ceux-ci. Il y avait une fiscalité plus favorable aux revenus du travail et au budget des ménages. Il y avait l'introduction de la CSG et l'on en donnait même une définition, à savoir une cotisation de très faible pourcentage et progressive sur une assiette élargie, permettant de tenir compte de la réelle capacité contributive de chacun. Il y avait une taxe CO² sur la consommation d'énergie non renouvelable, en faveur de l'emploi. Et puis, il y avait une taxe sur les transactions financières transitant par la Belgique, de type taxe Tobbin ou Span.

Que reste-t-il de ces promesses électorales ou, en tout cas, de ces estimations fiscales tout à fait intéressantes et qui rentrent bien dans une logique moderne de la fiscalité ?

Quand je lis le programme gouvernemental, je n'en vois plus la moindre trace. J'espère au moins que le parlement pourra faire, sous cette législature et si possible au début, ce que nous n'avons pas réussi à

prioriteiten zoals de 35-urenweek, de belastingsvoorstellen zoals een "Tobin-tax" of de inhouding op de opbrengst van de grootste vermogens? Wat blijft er over van de wil om de Copernicushervorming bij te sturen aangezien een groei van de primaire uitgaven met 1,2 % het u onmogelijk maakt dit doel te bereiken?

faire sous la législature précédente, à savoir de rencontrer la taxe Tobbin ou la taxe Span parce que je crois qu'après avoir été si près du but et ne plus en parler pendant quatre ans, ce ne serait vraiment pas possible.

Il n'y avait pas que le côté fiscal. Il y avait aussi la volonté de réorienter la réforme Copernic, notamment dans les aspects salariaux mais, hélas, ce n'est pas avec une croissance de 1,2% des dépenses primaires que l'on pourra atteindre cet objectif. Jamais, je le rappelle, même pendant les années les plus dures de la réduction de la dette, l'Etat n'est parvenu à descendre en dessous de 2% en croissance des dépenses primaires.

01.02 **Guy Verhofstadt**, premier ministre: Je vais vous procurer les chiffres des dix dernières années ! Ce que vous dites est totalement inexact ! Pour les quatre dernières années, les dépenses primaires s'élevaient à 1,29%. Et précédemment, il y a même eu des années avec des dépenses primaires de moins de 1%. Ce que vous dites est totalement inexact !.

01.03 **Jean-Jacques Viseur** (cdH): Nous ne parlons pas des mêmes chiffres. Moi je parle des dépenses courantes. Ce pourcentage de 1,2% concerne-t-il les dépenses réelles ou les dépenses courantes? En dépenses courantes, on a toujours dépassé ce pourcentage. Rien que l'index l'a largement dépassé.

01.04 **Guy Verhofstadt**, premier ministre: Je parle de dépenses réelles et non de dépenses nominales, c'est évident !

01.05 **Jean-Jacques Viseur** (cdH): En tout cas, votre déclaration n'est pas claire. C'est au moins un point rassurant, je note que vous indiquez une croissance de 1,2% en dépenses réelles.

Le quatrième point, c'est l'engagement de donner à la SNCB les moyens d'assumer son plan d'investissement et ses missions de service public, en prévoyant un refinancement de l'entreprise, suffisant pour couvrir le plan d'investissement 2001-2012 et la réalisation des missions de service public, mais aussi de garantir à la SNCB des crédits suffisants pour permettre la construction et l'exploitation du RER dans les délais prévus. Je n'ai pas vu trace du RER dans la déclaration gouvernementale.

Je dirais qu'avec son cœur à l'ouvrage, le MR n'est pas en reste. Lui qui promettait principalement une nouvelle couche de réforme de l'impôt des personnes physiques et qui, dans son programme, parlait de ramener le taux d'imposition à trois taux: 25, 35 et 45, en fixant le taux supérieur maximum à 45%.

En ce qui concerne l'impôt des sociétés, le même programme indiquait comme priorité absolue de supprimer la contribution complémentaire de crise, poursuivre la diminution du taux principal par le passage du taux de 33% à 30%, augmenter le plafond exonéré de la réserve d'investissement.

Plus encore, pour ceux qui en douteraient, il était question de mener une nouvelle opération de réduction généralisée, et non pas ciblée, des cotisations sociales des entreprises. L'horeca devait être particulièrement gâté: il fallait instaurer une déductibilité des frais de restaurant exposés dans le cadre d'activités professionnelles de 75.

01.02 Eerste minister **Guy Verhofstadt**: Dat is totaal onjuist. Gedurende de laatste vier jaar bedroegen de primaire uitgaven 1,29%.

01.03 **Jean-Jacques Viseur** (cdH): We hebben het niet over dezelfde cijfers. Dit percentage werd steeds overschreden voor wat de lopende uitgaven betreft. U bedoelt dus een groei van 1,2% in termen van reële uitgaven.

01.05 **Jean-Jacques Viseur** (cdH): Ten slotte verbond de regering zich ertoe de NMBS de middelen te verschaffen om haar investeringsplan uit te voeren en haar opdracht van openbare dienstverlening op zich te nemen, door te voorzien in een toereikende herfinanciering van de onderneming. Ook die belofte werd niet nagekomen.

De MR bleef evenmin achter en beloofde een nieuwe fase in de hervorming van de personen- en de vennootschapsbelasting.

Hetzelfde geldt voor de horecasector en het sociaal statuut van de zelfstandigen.

Het resultaat heeft meer weg van een infarct dan van een hart dat normaal werkt.

De derde maat van de wals bestaat in een catalogus van nieuwe beloftes met de bedoeling de kiezer in spanning te houden tot in juni 2004. Dit is in feite niets anders

voire 100% et instaurer d'autres incitants fiscaux. Quant au statut des indépendants, il fallait l'aligner sur celui des salariés et ce sans déplaçonnement des cotisations sociales, ce qui est évidemment impossible. Mais c'est ce qui était écrit noir sur blanc dans le programme.

Donc, en ce qui concerne le "cœur à l'ouvrage", le résultat s'apparente davantage à un infarctus qu'à un cœur qui fonctionne normalement. Nous aurions dû comprendre que ces promesses étaient un ramassis de préjugés et de tabous. Pas étonnant qu'il ait fallu six semaines pour briser menu cette audacieuse et ferme logique d'engagements!

Troisième temps de la valse, celui d'un catalogue de nouvelles promesses dont le but est manifestement de tenir l'électeur en haleine au-delà de juin 2004. Les textes qui nous sont présentés depuis quelques jours ne sont rien d'autre qu'un nouveau programme électoral, l'addition de nouvelles promesses sociales d'une part, fiscales d'autre part. Ainsi, on ne fera plus la chasse aux chômeurs d'après l'article 80 – enfin! – mais ce sera temporairement et on continuera à les exclure de toute allocation s'ils ne suivent pas scrupuleusement le parcours du parfait chômeur. En attendant, depuis 2001, il y a, en moyenne, chaque jour 100 chômeurs de plus qui ne parviennent pas à accéder à un emploi malgré des efforts. Hier, grâce à votre déclaration, j'ai appris que les libéraux considéraient que les chômeurs qui ne trouvaient pas d'emploi étaient des gens qui fraudaient. Il faut quand même convenir que 534.000 demandeurs d'emploi, cela fait beaucoup de fraudeurs d'un coup. Vous avez eu le courage de dire que c'était un préjugé que vous abandonniez. Mais si c'est pour obliger les chômeurs à un parcours qui les amène à l'exclusion, je pense que cela ne change pas grand-chose.

Quant aux travailleurs indépendants qui méritent effectivement une pension à part entière et une couverture des petits risques concernant les soins de santé, ils devront cotiser davantage, ce qui est contraire aux promesses formulées, alors qu'il ne faut pas être grand clerc pour savoir que la couverture des petits risques qui était indispensable, comme l'avait démontré une commission sous la précédente législature, appelait à cette modification. Reste alors la fameuse création de 200.000 emplois. A cet égard, une étude récente de la Banque nationale a précisé qu'une réduction ciblée des cotisations sociales équivalant à 5% du total de celles-ci pourrait créer environ 20.000 emplois nouveaux. La réduction de 800 millions d'euros représente donc environ 3%, soit 12.000 emplois nouveaux. Le reste, indépendamment des remplacements naturels et en dehors des 134.000 ou 137.000 emplois qui se créeront spontanément, sera fort affecté tant par la mauvaise conjoncture que par la suppression d'emplois dans les entreprises publiques.

Donc, notre scepticisme est grand à l'égard de ce programme et je voudrais énoncer les raisons qui le nourrissent. D'abord, la promesse d'un cadre budgétaire rigoureux n'a pas été tenue. Le texte de la déclaration de politique gouvernementale ne comprend quasiment pas de données budgétaires. Le chapitre qui présente le cadre budgétaire fait moins d'une page. C'est donc une déception si on s'en réfère au premier ministre déclarant qu'il ferait pratiquement quatre exercices budgétaires à la suite et ajoutant qu'il voulait être sûr que le cadre financier soit sain pour éviter les surprises.

La deuxième raison de notre scepticisme est le silence de la déclaration au sujet de la situation actuelle du déficit public. On peut douter de la crédibilité du cadre budgétaire parce que la déclaration gouvernementale est muette sur la situation budgétaire de l'année en cours. La description précise de la situation de départ est pourtant un

dan een nieuw
verkiezingsprogramma.

De jacht op werklozen wordt niet voortgezet. Zij worden uitgesloten als zij niet nauwgezet de weg van de perfecte werkloze bewandelen.

De zelfstandigen zullen meer moeten bijdragen om een volwaardig pensioen en een dekking van de kleine risico's te verkrijgen.

Ten slotte zijn er de befaamde 200.000 nieuwe banen.

Om diverse redenen staan wij erg sceptisch tegenover uw programma.

Vooreerst werd de belofte in verband met een strikt budgettair raamwerk niet nagekomen; uw verklaring bevat inderdaad nagenoeg geen cijfergegevens.

Bovendien rept uw verklaring met geen woord over de huidige situatie op het stuk van de overheidsschuld. Moet het probleem van de overheidsfinanciën niet dringend worden aangepakt, gelet op het gevaar dat de toenemende werkloosheid zwaar dreigt door te wegen op de evolutie van de overheidsontvangsten, temeer daar de begroting 2003 van de sociale zekerheid met een tekort zal kampen?

Voorts gaat het budgettair raamwerk uit van de hypothese dat er opnieuw zal aangeknoopt worden met een economische groei, waarvan u verwacht dat die vanaf 2005 fors zou aantrekken. Zodoende neemt u het risico dat de groeiprognozes de komende jaren naar beneden toe zullen moeten worden herzien.

Bovendien wordt van deelgebied II meer gevraagd dan het aankan; de gewestelijke en gemeenschapsbesturen kunnen de gevraagde inspanningen onmogelijk waarmaken. Ik vrees dat de federale Staat Vlaanderen zal moeten vragen om in het algemeen belang een begrotingsoverschot te realiseren, waardoor Vlaanderen in

élément crucial de toute simulation budgétaire digne de ce nom. Pendant les négociations, le premier ministre avait reconnu que la mise en œuvre du budget 2003 allait poser un problème.

Le déficit budgétaire était alors estimé à 0,8% du PIB et les négociateurs s'étaient prononcés pour une réduction à 0,4%. Il y a urgence à redresser la situation des finances publiques, étant donné la menace que fait peser actuellement la montée du chômage sur l'évolution des recettes publiques. La question est d'autant plus importante que le budget 2003 de la sécurité sociale s'inscrira en déficit pour la première fois depuis sept ans. Sans mesures correctrices, il devrait atteindre 870 millions d'euros. Or, il n'est pas prévu d'accroître structurellement le financement alternatif de la sécurité sociale. C'est ici que la CSG aurait trouvé sa place.

Par ailleurs, les engagements normaux qui pèsent sur l'équilibre financier de la sécurité sociale, dont la réduction des charges sociales, le relèvement de la norme de croissance réelle des dépenses en soins de santé et la poursuite de l'harmonisation du statut social des ouvriers, des employés et des indépendants vont augmenter naturellement ce déficit de la sécurité sociale et peser sur les recettes et l'équilibre budgétaire de l'entité 1.

Le cadre budgétaire repose sur l'hypothèse d'une reprise de la croissance qui est estimée comme forte à partir de 2005. Vous tablez sur une croissance de 1,8% en 2004 et puis vous vous ralliez aux prévisions du Bureau du plan pour les années ultérieures, alors même que celles-ci - 2,8% en 2005; 2,6% en 2006 et 2,1% en 2007 - sont ambitieuses par rapport au contexte économique des trois dernières années. Je rappelle que la croissance a été de 0,8% en 2001, de 0,7% en 2002 et de moins de 1% cette année.

En retenant ces hypothèses, le gouvernement prend une fois de plus le risque de devoir revoir à la baisse ses prévisions de croissance durant les prochaines années. A cet égard, l'exemple du budget 2003 doit faire réfléchir. Lorsqu'il a été élaboré, l'hypothèse de croissance était de 2,1% et elle paraissait raisonnable. Elle a rapidement été revue à 1,5% et, aujourd'hui, on en est à moins de 1% et la Belgique renoue avec le déficit budgétaire.

Un élément n'a pas été assez souligné dans les discussions à propos de la déclaration gouvernementale: l'entité 2 est appelée à contribuer bien au-delà de ses capacités. La difficulté pour l'entité 1 de remplir ses engagements vous a amené à inviter régions et communautés à contribuer à l'équilibre des finances publiques. Il faut reconnaître que l'accueil a été tout sauf enthousiaste et j'ai le sentiment que l'effort demandé est hors d'atteinte pour les pouvoirs régionaux et communautaires.

Mais il y a pire. Et je m'adresse ici particulièrement aux francophones qui se targuent de n'être plus demandeurs aujourd'hui d'une négociation institutionnelle avec la Flandre car ils ne sont plus en position de faiblesse face à elle. Le problème, c'est que ce n'est plus eux qui sont demandeurs mais bien l'Etat fédéral. Pour assurer l'équilibre budgétaire, l'Etat fédéral va demander à l'entité 2 et donc essentiellement, sinon exclusivement à la Flandre, de réaliser dans l'intérêt général un surplus budgétaire. Dans ce contexte, je ne doute pas que la Flandre va poser comme condition à l'accomplissement de cet effort budgétaire, de nouvelles avancées de la réforme de l'Etat en sa faveur.

Le catalogue de mesures énoncées dans la déclaration budgétaire est fait sans beaucoup de modalités d'exécution et de chiffrage.

ruil voor dat evenwicht de krijtlijnen zal kunnen trekken van een nieuwe Staatshervorming.

Uw verklaring bevat ten slotte een waaier aan onbecijferde maatregelen waaraan geen uitvoeringsmodaliteiten zijn gekoppeld. Zowel wat betreft de verbintenis om bijkomende middelen uit te trekken voor Justitie, de nadere regelen in verband met het spijzen van het zilverfonds, als de regularisering van in het buitenland belegd kapitaal, is het vaagheid troef. Voorts hangen een groot aantal maatregelen af van het welslagen van rondetafelconferenties of onderhandelingen tussen de sociale partners.

Een aantal vragen blijft onbeantwoord.

Wat met de maatregelen tot aanpassing van de begroting in het kader van de begrotingscontrole? En met de keuze en de planning van de maatregelen aan de uitgavenzijde?

Hoe zien de maatregelen aan de inkomstzijde eruit? Wat met de beloofde evaluatie van de budgettaire neutraliteit van de hervorming van de vennootschapsbelasting?

U houdt van paars, maar uw regering doet me denken aan het paarse viooltje van Toulouse, met zijn cleistogame en stervende bloemen die nooit ontkiemen.

Bovendien zou enig wantrouwen ten aanzien van paars niet misstaan: het is immers ook de kleur van de halve rouw, die alle mensen die u in het ootje heeft genomen binnenkort zullen dragen.

Om die redenen zijn we, ondanks enige welwillendheid, zeer sceptisch.

Nombreuses sont les mesures qui ne sont pas chiffrées et dont le calendrier d'entrée en vigueur n'est pas précisé.

A titre d'exemples, on peut citer le flou qui entoure l'engagement pourtant bien indispensable d'octroyer des moyens nouveaux à la Justice, le flou qui entoure l'engagement d'un plan pluriannuel de liaison au bien-être de certaines allocations sociales, le flou qui entoure les modalités d'alimentation du Fonds de vieillissement, le flou qui entoure les modalités de l'opération de régularisation des capitaux détenus à l'étranger et le flou qui entoure le regroupement dans un cadre budgétaire neutre des différents incitants fiscaux qui visent à promouvoir l'acquisition et la construction d'immeubles.

Par ailleurs, un nombre important de mesures apparaissent conditionnées à la réussite de tables rondes ou de négociations avec les partenaires sociaux. Ces tables rondes seront d'autant plus difficiles à mener que le gouvernement ne s'engagera pas sur les montants financiers qu'il est appelé à apporter pour soutenir l'effort des partenaires sociaux.

Il reste alors quelques points d'interrogation.

Qu'en est-il des mesures d'ajustement à prendre dans le cadre du contrôle budgétaire afin de ramener le déficit public de 0,8 à 0,4% du PIB en 2003? Votre gouvernement va devoir réaliser plus d'un milliard d'euros d'économies. Cela n'est pas démesuré mais cela n'est pas simple à faire.

Quid de l'arbitrage et du calendrier d'exécution des mesures proposées du côté des dépenses dans l'accord gouvernemental? En matière de recettes, la déclaration apparaît floue quant aux modalités des mesures prévues: l'augmentation des accises prévue sur le tabac et les produits pétroliers. Il en est de même pour le return attendu du point de vue des recettes publiques de l'opération de régularisation des capitaux détenus à l'étranger. Aucun objectif chiffré n'est évoqué en matière de lutte contre la fraude fiscale et de la meilleure perception de l'impôt. Quant aux efforts financiers qui seront demandés aux entités fédérées, ils risquent de menacer plus encore qu'actuellement leur équilibre budgétaire.

Je dirais aussi que du point de vue des finances publiques, le futur gouvernement a fait l'impasse sur l'engagement d'évaluer la neutralité budgétaire de la réforme de l'impôt des sociétés mise en œuvre sous la précédente législature. J'étais et je suis toujours très favorable à cette réforme car je pense que dans une économie ouverte et exposée à la concurrence fiscale, elle est indispensable. Néanmoins, il n'y aura pas de neutralité. Et ne pas prévoir le coût de la réforme, c'est renoncer à la vérité budgétaire.

Enfin, on peut mettre en doute l'engagement de la coalition de créer ces 200.000 emplois nouveaux. Je rappelle que la conjoncture économique prête plutôt à la destruction d'emplois. C'est ce que nous avons connu ces deux dernières années, en tout cas la dernière année. Il faut donc repartir d'une situation qui est plus basse, alors même qu'un certain nombre d'emplois dans les entreprises publiques ne seront pas remplacés.

Monsieur le premier ministre, vous aimez manifestement la couleur violette mais votre gouvernement me fait penser à la violette de Toulouse, dont vous savez que les fleurs cléistogames ne s'ouvrent jamais car elles sont totalement stériles et ne débouchent jamais sur une fleur épanouie. Vous devriez d'ailleurs vous méfier du violet car

c'est la couleur du demi-deuil, celui qui, je le crains, sera rapidement porté par tous ceux que vous allez décevoir : les allocataires sociaux, les altermondialistes, les fonctionnaires, les cheminots, les postiers et les clients des entreprises publiques.

C'est bien la raison pour laquelle, comme l'a dit Raymond Langendries tout à l'heure, nous sommes animés d'une certaine bienveillance, car en démocratie il faut avoir en avoir à l'égard du résultat des élections, mais qui est largement teintée de beaucoup de scepticisme.

01.06 Geert Lambert (sp.a-spirit): Mijnheer de voorzitter, ik heb nog voor de pauze enkele pogingen gedaan om het woord te kunnen voeren. Ik weet dat vergadertrucs u welbekend zijn, maar mag ik u nog een truc geven? Indien u wenst dat ik kort spreek, dan is het altijd goed dat ik voor het eten spreek. Dan ga ik vlugger weg.

Mijnheer de voorzitter, mijnheer de eerste minister, collega's, toen ik daags na de eedaflegging – op 5 juni – Villa Politica bekeek, zag ik als slot een gesprek met de voorzitter van de Kamer. Met de charmes u eigen, mijnheer de voorzitter, verhaalde u hoe het de gewoonte is om in dit huis als neofiet op zijn minst enkele maanden de mond te houden en gedwee te luisteren naar de oudere, en dus wijzere collega's.

Mijnheer de voorzitter, ik hoop dat u het me niet kwalijk neemt, maar als aanvoerder van de spirit-groep in dit Parlement, breek ik noodgedwongen met deze traditie. Onze zes man sterke delegatie bestaat immers – met uitzondering van onze voorzitster, Els Van Weert – uit nieuwelingen, netjes paritair verdeeld tussen mannen en vrouwen, uit een mooie leeftijdsmix samengesteld. U zult het mij dan ook vergeven hier vandaag een oude gewoonte te doorbreken.

Mijnheer de eerste minister, het doorbreken van oude gewoontes is voor spirit het aantrekkelijke in uw regeerakkoord. U hebt dat regeerakkoord terecht Paars I genoemd omdat de vijf partijen van uw nieuwe regering zich er goed in kunnen vinden. Natuurlijk staan er paragrafen in waarmee wij minder gelukkig zijn. Natuurlijk zal uw regering maatregelen nemen die ons niet 100% op het lijf staan geschreven, maar een goed bestuur vereist net dat de synthese wordt gezocht in wat de kiezer op 18 mei 2003 besliste, met name – tot spijt van wie het benijdt – dat paars ons land zou besturen. Als progressieve, links-liberale formatie wenst spirit hierin graag haar verantwoordelijkheid op te nemen.

Neen, mijnheer de eerste minister, uw regering kan en zal niet aan alle allerindividueelste verlangens van elke inwoner van dit land kunnen beantwoorden. Veel belangrijker is wel dat uw regering in de komende vier jaar een beleid voert waarin de mensen opnieuw centraal staan, een beleid waarvan de mensen voelen dat het in hun belang en in dat van de komende generaties wordt gevoerd, ook bij de soms minder populaire maatregelen.

Mijnheer de eerste minister, als jonge politieke formatie is spirit bijzonder verheugd dat uw regering als een van de eerste heeft ingezien dat het jongeren de hand moet reiken. Ik doel hiermee niet op de aanwezigheid van jonge excellenties in uw ploeg, maar wel op de uitdaging die u wilt aangaan om jongeren aan het werk te krijgen. In economisch moeilijke tijden dreigen te vaak te veel jongeren een goede start van hun carrière te mislopen. Het aanmoedigen van inloopbanen voor jongeren moet hun een reëel uitzicht geven op een kwaliteitsvolle tewerkstelling. Ook de activeringspremie inzake het altemnerend leren en werken geniet bij spirit veel bijval.

01.06 Geert Lambert (sp.a-spirit): J'espère que le président ne me tiendra pas rigueur mais je suis contraint de rompre avec ce qu'il appelle "une habitude de la maison", à savoir le fait que les néophytes se taisent pendant quelques mois et écoutent les plus anciens, et donc plus sages, collègues. En effet, notre délégation de Spirit ne compte, à l'exception de sa présidente, que des nouveaux venus.

En tant que formation progressiste, Spirit prend volontiers ses responsabilités au sein de la coalition violette choisie par l'électeur le 18 mai. Ce premier gouvernement violet constitue un compromis qui convient aux cinq partis de l'alliance gouvernementale.

Au cours des quatre prochaines années, ce gouvernement mettra en oeuvre une politique replaçant l'humain au centre de l'attention. Dans un premier temps, toute une série de mesures sont destinées aux jeunes. Il s'agit avant tout de mesures dont l'objectif est d'aider les jeunes à décrocher un emploi. Les jeunes indépendants pourront également compter sur des incitants.

Outre les jeunes, le groupe vulnérable des personnes âgées bénéficiera également d'initiatives encourageantes, et ce, afin de mieux harmoniser la société.

Cet objectif sous-tend également l'approche ouverte de problèmes profondément humains tels que le mariage des homosexuels, le droit à l'adoption et la prostitution. Spirit soutient la création d'une sous-commission parlementaire sur le droit de la famille. On pourrait v

Het feit dat u daarnaast ook oog hebt voor jonge startende zelfstandigen met maatregelen als het deels gratis krediet en de financiële stimulans gelijk aan een jaar wachttuitkering voor wie een onderneming opstart, bewijst dat de nieuwe regeerploeg jongeren vertrouwen geeft en hun echt kansen wenst te schenken.

Terecht koppelt de regering deze maatregelen voor jongeren ook aan pilootprojecten inzake uitloopbanen voor ouderen. Werk mag immers niet de inzet worden van een nieuw soort generatieconflict. De kans om zich in een werkomgeving te kunnen ontplooien en ervaring door te geven aan startenden, moet juist de basis vormen voor een harmonieuze samenleving.

Dezelfde harmonieuze samenleving poogt u te verkrijgen door – wat u noemt – diepmenselijke problemen open te benaderen. Tijdens verkiezingsdebatten ergerde ik me mateloos aan personen die – bijvoorbeeld – het homohuwelijk of het adoptierecht als oninteressante fait divers bestempelden. De misplaatste grapjes, mijnheer De Crem, waarbij de gesprekspartners in de Lambermont werden afgeschilderd als lieden die zich alleen met transseksuelen konden bezighouden, of de verdachtmaking dat de legalisering van de prostitutie alleen met fiscale oogmerken zou worden doorgevoerd, gaan aan de realiteit voorbij.

Het is een realiteit – een christen-democraat zou dit moeten weten – waarbij teveel burgers zich wegens hun geaardheid of wegens hun precaire familiale situatie niet in hun sas voelen of zich maatschappelijk uitgesloten voelen. Spirit wil dan ook graag ingaan op de suggestie uit het regeerakkoord om in het Parlement een subcommissie familierecht te installeren. Het wordt dringend tijd dat de verouderde wetgeving wordt aangepast aan alle, zowel klassieke als nieuwe familievormen die zich in onze maatschappij hebben aangediend. Voor spirit vormen het openstellen van het adoptierecht voor paren van hetzelfde geslacht, maar ook het mogelijk maken van het homohuwelijk met niet-Belgen, daarin belangrijke elementen. Evenzeer hopen we dat dit Parlement oplossingen kan aanbrengen voor de lijdensweg die vele ouders ondervinden bij de correcte inning van alimentatiegeld en bij het afdwingen – hoezeer ik in deze gruwel van het woord dwang – van het omgangsrecht. De poging die uw regering wenst te ondernemen om de schuldloze echtscheiding realiteit te maken, is eervol, maar niettemin mag dit geenszins leiden tot onrechtvaardige situaties. Al deze maatregelen, mijnheer de eerste minister, hoe delicaat ook omdat ze net de kern van onze dagdagelijkse omgeving raken, kunnen enkel als resultaat hebben dat het mensen gelukkiger maakt. Het verheugt ons dat dit eindelijk ook tot het regeringsniveau is doorgedrongen.

Naast het belang voor familiale relaties, wensen wij echter ook de interculturele relaties aan te moedigen. Waar vaak de idee van onverdraagzaamheid overheerst, is het even opvallend dat buurtcomités ontstaan en schoolgemeenschappen zelfs de straat opkomen wanneer de uitwijzing dreigt van iemand die hen nabij is. Terecht merkt u in uw regeerakkoord op dat het streven naar een interculturele samenleving, een samenleving waarbij diverse culturen niet naast maar met en in respect voor elkaar kunnen bestaan, een maatschappij waarin de westerse cultuur zich verzoent en mengt met invloeden uit culturen van de nieuwe Belgen zonder daarom de ene cultuur boven de andere te plaatsen, een antwoord kan bieden aan de conflicten en spanningen die jammer genoeg nog steeds bestaan en, nog veel erger, vaak ook bewust aangewakkerd worden. Dat daarbij een goed begrepen onthaalbeleid noodzakelijk is, wordt door ons onderschreven. Maar voor spirit is het verwerven van stemrecht evenzeer een correcte vorm van

débattre en détail du mariage homosexuel, du droit à l'adoption, du divorce sans faute, du problème des créances alimentaires et du droit de visite. L'attitude méprisante du CD&V à cet égard me heurte.

Parallèlement à l'importance des relations familiales, nous estimons également qu'il faut encourager les relations interculturelles. En tentant de construire une société interculturelle saine, nous pourrions peut-être régler certains problèmes de société qui sont malheureusement attisés à dessein par d'aucuns. Spirit est d'avis qu'une politique d'accueil digne de ce nom et le droit de vote des étrangers constituent des étapes nécessaires en ce sens.

Spirit se réjouit de la volonté du gouvernement d'encourager le dialogue entre les Communautés et de faire fonctionner le pays comme une nation fédérale bien développée. Cela ne signifie pas pour autant que notre groupe estime que la réforme de l'Etat est achevée. Le principe de subsidiarité contraint en effet les pouvoirs publics à veiller à ce que le processus décisionnel se rapproche le plus possible de la population. Davantage de compétences doivent être transférées aux Communautés. La défédéralisation de la sécurité routière est une étape logique à cet égard. Bien d'autres pas devront encore être franchis.

La discussion relative aux paquets de compétences des différents niveaux de gestion ne devrait pas être abordée sous l'angle communautaire. Le forum à créer devrait, en dehors de toute considération communautaire, examiner de quel niveau doivent relever les différentes compétences et quelles inconsistances demandent encore à être éliminées.

Le dossier des vols de nuit ne constitue assurément pas un dossier communautaire aux yeux de Spirit. La présence de grandes infrastructures telles qu'un aéroport entraîne des avantages et des

het betrekken van migranten. Wie echt deel wil uitmaken van onze samenleving heeft inderdaad plichten, maar moet ook zijn rechten kunnen uitoefenen. Het recht mee te kunnen bepalen wie namens u het woord voert bij de besluitvorming in onze besturen is immers fundamenteel en het vormt een noodzakelijke stap om zo de verstandhouding tussen de culturen te bevorderen.

Daarnaast is spirit evenzeer verheugd over het feit dat de nieuwe regering de dialoog tussen de Gemeenschappen verder wil bevorderen. Het feit alleen al dat het regeerakkoord op tientallen plaatsen verwijst naar een noodzakelijk overleg met Gewesten en Gemeenschappen, toont reeds aan dat België in de afgelopen decennia van een unitaire staat sterk geëvolueerd is naar een federale natie, waarbij de Gemeenschappen en Gewesten een uiterst belangrijke, vaak zelfs exclusieve rol vervullen. Nee, mijnheer de eerste minister, u hoort mij hier niet zeggen dat de staatshervormingsprocessen zijn afgelopen. De erfenis die spirit heeft meegekregen, houdt voor haar de plicht en opdracht in de zoektocht naar het integraal federalisme verder te zetten. Een integraal federalisme of, moderner uitgedrukt, een subsidiariteitsbeginsel verplicht een overheid immers om continu na te gaan hoe de besluitvorming zo dicht mogelijk bij de bevolking kan worden gebracht. Onze visie op de staatshervorming waarbij in een stap-voor-stap-evolutie bevoegdheden op een logischer niveau konden worden gebracht, zal ook in deze regering zijn vervolg moeten kennen. Spirit wil hierbij best ambitieuzer zijn dan hetgeen in uw regeringsverklaring op het eerste gezicht zou blijken. Karel De Gucht kondigde het reeds aan: het forum heeft een open agenda. De defederalisering van Verkeersveiligheid is belangrijk en een logisch gevolg van bijvoorbeeld Openbare Werken, wat reeds jaren aan de Gewesten toebedeeld is. Maar zo kent onze staatshervorming nog tientallen onvolmaaktheden die weggewerkt moeten worden. Het streven naar homogenere bevoegdheden mag daarbij niet worden gezien als een duivels plan ter ondermijning van een of ander centraal gezag, maar als een streven om het overheidsapparaat en de besluitvorming doorzichtiger, efficiënter en krachtadiger te maken.

Is het zo absurd om te spreken over de defederalisering van wetgeving op vestigingsvergunningen wanneer Gewesten en Gemeenschappen reeds bevoegd zijn voor ruimtelijke ordening en economie? Is het strijdig met goed besturen om te pleiten voor een defederalisering van het brandweerbeleid nu preventie enerzijds, maar ook de gemeentewetgeving anderzijds, reeds gefederaliseerd zijn? Zullen wij de werkloosheid niet krachtadiger kunnen aanpakken wanneer wij uitgebreider bevoegd zouden worden voor tewerkstellingsinitiatieven? Kunnen wij niet meer realiseren voor de mensen wanneer wij de huurwetgeving laten concorderen met het huisvestingsbeleid, een bevoegdheid van de Gewesten?

Mijnheer de eerste minister, waarde collega's, al te vaak wordt de communautaire problematiek bekeken vanuit een scenario van al dan niet vermeende tegenstellingen. Bij deze wil ik een oproep doen om hiervan eindelijk afstand te nemen en om in het op te richten forum na te denken over welke bevoegdheden veel beter dicht bij de bevolking kunnen worden gebracht.

De diversiteit van de gemeenschappen in België verantwoordt vaak een eigen Vlaamse en een eigen Waalse politiek. Dit houdt niet in dat de ene gemeenschap ten koste van de andere dient te besturen. Integendeel, zowel Vlamingen als Walen hebben er immers baat bij dat hun regeringen over integrale bevoegdheidspakketten zouden kunnen beschikken, zodat conflicten en de daarmee gepaard gaande inefficiëntie vermeden kunnen worden. Het op te richten forum kriaat dan

inconvénients qui doivent être équitablement répartis entre les régions voisines. Somme toute, peu importe le nombre de néerlandophones et de francophones dans la zone concernée.

Fort heureusement, l'accord de gouvernement véhicule très largement un message pacifiste même si, à cet égard, la modification de la loi de compétence universelle et la proposition de défédéralisation de la loi sur les licences d'exportation d'armes a constitué pour le gouvernement un faux départ.

La volonté de la Belgique de donner le ton pour faire de l'organisation un partenaire actif dans la gestion de crises et les opérations de paix procède d'une saine ambition. De même, la clarté faite en matière de stratégie nucléaire et la volonté de réduire l'arsenal nucléaire sont des éléments positifs.

La défédéralisation de la délivrance des exportations d'armes ne revient pas à défédéraliser les Régions. Elle s'inscrit bien au contraire intégralement dans l'évolution vers des paquets de compétences homogènes, à présent que la compétence en matière de commerce extérieur a été transférée aux Communautés.

ook de belangrijke taak de nog vele bestaande inconsistenties te detecteren en ze te verhelpen. Spirit wil en zal constructief meewerken aan dit forum, maar verheelt niet dat het hoopt dat dit forum een ambitieuze agenda krijgt.

Hierbij aansluitend onderstreept spirit dat de zoektocht naar een oplossing voor de nachtvluchtenproblematiek voor haar geen communautair dossier vormt. Grote infrastructuur – of het nu zeehavens, spoorwegstations of luchthavens zijn – bezorgen een regio welvaart, maar brengen ook overlast mee. Lasten en lusten dienen echter evenredig en gelijkwaardig te worden verdeeld. De kritiek op de vluchtroutes wordt ten onrechte vaak als een ‘not in my backyard’-syndroom geduid, maar een onrechtvaardige situatie, waarbij alle lasten op dezelfde groep terechtkomen, is niet aanvaardbaar. Het zoeken naar een oplossing voor dit probleem mag niet bestaan in het afmeten van het aantal Nederlandstaligen dan wel Franstaligen die hun nachtrust dienen te laten. Dit probleem zal dus pas opgelost worden wanneer iedereen in en om de luchthaven bereid is zijn gerechtvaardigd deel van de lasten mee te dragen, zodat de situatie eindelijk voor iedereen opnieuw draaglijk wordt.

Mijnheer de eerste minister, de wijziging van de genocidewet en het voorstel tot defederalisering van de wet op de wapenuitvoerlicenties heeft uw regering misschien een beetje een valse start gegeven. Als progressief-regionalisten staat het pacifisme nochtans hoog in ons vaandel geschreven. Net deze pacifistische boodschap treffen wij zeer uitgebreid aan in uw regeerakkoord. Zowel op het gebied van buitenlands beleid als van defensie wordt afgestapt van een oorlogslogica om net te zoeken naar conflictpreventie, naar stabiliteit, naar echte vrede.

De verdubbeling van de begrotingsposten beschikbaar voor internationale vredesoperaties onder VN, EU of NAVO-vlag is daarbij significant, temeer daar dit binnen strikt budgettaire afspraken dient te gebeuren. Dat ons land bovendien binnen de NAVO de gangmaker wil zijn om deze alliantie om te vormen tot een actieve partner in crisisbeheer en vredesoperaties zal bij sommige partners misschien enig aanpassingsvermogen vergen, doch het is een correcte en gezonde ambitie.

Dat uw regering hoopt duidelijkheid te kunnen geven over de nucleaire strategie, terwijl ze tevens het kernwapenarsenaal drastisch wil terugschroeven, kan enkel maar positief worden benaderd. Dat ze bovendien, zelfs in deze diplomatiek woelige tijden, oude – al dan niet geheime – akkoorden wil herzien, toont haar vastberadenheid aan om consequent verder de pacifistische weg te bewandelen.

Dat daarnaast – en waarschijnlijk eerstdaags – de defederalisering van het uitreiken van de uitvoervergunningen voor wapens ter tafel komt, doet niets af aan de vredespolitiek die de vijf partijen van uw coalitie willen voeren. Zij die hic et nunc spreken van defederalisering van het geweten, zouden beter eerst een eigen gewetensonderzoek doen. De ronduit schizofrene en hypocriete situatie waarbij welgeteld respectievelijk een Waalse of een Vlaamse minister bevoegd was voor het uitreiken van deze licenties, is geen regeling die door ons tot stand werd gebracht. Integendeel, het was net een reddingsboei om een zoveelste regering-Martens nog enkele maanden te laten overleven nadat, mijnheer Annemans, de Volksunie wegens voor hen onaanvaardbare wapenleveringen de toenmalige regering had verlaten.

01.07 Bart Laeremans (VLAAMS BLOK): Mijnheer Lambert, vindt u

01.07 Bart Laeremans (VLAAMS

het dan pacifistisch en prijzenswaardig dat de bevoegdheid zodanig wordt gedefederaliseerd dat u, als Vlaming, niets meer te zeggen hebt aan de uitvoer van wapens? Kunt u dat in overeenstemming brengen met uw geweten?

01.08 Geert Lambert (sp.a-spirit): Wij zullen dit debat nog voeren en wij zullen het graag voeren, maar volgens ons was de bestaande regeling even hypocriet als het zogezegde "defederaliseren van het geweten", want dat is niet wat er gebeurt.

Wij hebben allang gepleit voor een correcte houding terzake en niets doet ons eraan twifelen dat aan de andere kant van de taalgrens de regeling even correct zal worden uitgevoerd als bij ons.

Dat wie die regeling toen heeft uitgewerkt, niet afkomt met het sloganeske "defederaliseren van het geweten". De nu genomen optie tot defederaliseren, mijnheer Annemans, past trouwens integraal in het streven naar homogene bevoegdheden nu Vlaanderen en Wallonië sinds de Lambermont-akkoorden bevoegd werden inzake buitenlandse handel.

Laat er geen twijfel over bestaan dat spirit ook in Vlaanderen een ethisch correct en streng wapenbeleid zal voorstaan. De reconversie – ook al een Vlaamse en Waalse bevoegdheid – van de oorlogsindustrie, ook van de hoogtechnologische aan Vlaamse zijde, dringt zich daarbij op. Ik herhaal dat niets ons op dat vlak doet besluiten dat Wallonië minder stringent en met minder respect voor de elementaire mensenrechten zou handelen.

Mijnheer de voorzitter, mijnheer de eerste minister, collega's, het regeerakkoord dat door vijf partijen werd afgesproken, bevat nog tal van interessante passages. De geplande hervormingen op justitie bijvoorbeeld, zouden de uitwerking van onze eigen congresteksten kunnen zijn en de geplande EU-politiek getuigt van een visie waarin eindelijk respect wordt getoond voor de volkeren en de regio's die de Unie vorm en kleur geven. Ook het voortbouwen aan de 0,7% ontwikkelingshulp verradt een hoog spirit-gehalte in het regeerakkoord.

Mijnheer de eerste minister, spirit zal dan ook graag gevolg geven aan de slotoproep in uw regeringsverklaring van maandag. Wij willen, in volle realiteitsbesef voor de moeilijke economische periode die wij momenteel beleven, geloven en investeren in de toekomst en wij zullen dan ook graag onze volle medewerking verlenen aan de uitwerking van dit project, waarbij wij als linkse liberalen en progressief regionalisten graag de brug willen zijn tussen de andere partners in uw en onze regering.

Niet voor niets, mijnheer de eerste minister, is de hoofdkleur in ons spirit-logo paars.

De **voorzitter**: Collega's, ik wijs u erop dat dat de maidenspeech was van de heer Geert Lambert.

01.09 Serge Van Overtveldt (MR): Monsieur le président, monsieur le premier ministre, mesdames, messieurs, dans une période de basse croissance économique, toute entreprise cherche à suivre, soit par des restructurations, soit par la recherche de nouveaux marchés voire des

BLOK):: M. Lambert considère-t-il vraiment le fait que les Flamands n'auront sous peu plus voix au chapitre concernant les exportations d'armes comme l'expression du pacifisme et s'en félicite-t-il réellement?

01.08 Geert Lambert (sp.a-spirit): La situation antérieure, à laquelle nous n'avons pas contribué, était beaucoup plus hypocrite encore. Il n'y a pas lieu de considérer que la Wallonie sera moins stricte et moins respectueuse des droits de l'homme que la Flandre.

L'accord de gouvernement comporte d'autres passages intéressants pour Spirit. Les réformes dans le secteur de la Justice pourraient très bien avoir été inspirées par des textes approuvés lors de nos propres congrès, la politique définie pour l'UE respecte les différents peuples et régions et la décision de réserver 0,7% du PIB à l'aide au développement traduit une aspiration de Spirit.

Nous collaborerons donc pleinement à ce projet. Ce n'est pas pour rien que la couleur dominante de notre logo est le violet.

Le **président**: Je félicite M. Lambert pour sa première intervention à la Chambre.

01.09 Serge Van Overtveldt (MR): In tijden van lage economische groei probeert elke onderneming nieuwe markten aan

réorientations de la production.

Ce qui vaut pour les entreprises privées s'applique forcément aux entreprises publiques avec toutefois, pour celles-ci, une dimension particulière: la métamorphose d'une régie d'Etat en une entreprise publique. Il convient de rappeler que ce n'est que depuis 1991 que l'appellation "entreprise publique" a cours.

C'est sous l'impulsion de directives européennes introduisant la libéralisation des secteurs économiques précédemment exploités sous la forme de monopoles d'Etat que la Belgique a défini le cadre légal des entreprises publiques autonomes.

En échange d'une autonomie de gestion, ces entreprises se voyaient considérées pour leurs activités commerciales comme des acteurs économiques sur le même pied que les entreprises privées. En conséquence, les modes de gestion devaient s'adapter, la gestion du personnel devait être dynamisée, la notion de rentabilité devenait un impératif.

En fonction des secteurs concernés, télécommunications, services postaux, transport ferroviaire, le rythme européen de la libéralisation a varié, ce qui a conduit Belgacom, La Poste et la SNCB à des degrés divers de transformation sur la voie des entreprises compétitives.

Belgacom a essuyé les plâtres en se préparant la première à l'ouverture de la concurrence du marché des télécommunications. Certes, elle a été aidée dans cette démarche par l'apport professionnel de ses actionnaires privés qui représentaient depuis 1995 une minorité active de 50% moins une action.

Même si la libéralisation n'est pas synonyme de privatisation, il faut reconnaître que c'est la consolidation stratégique, selon la terminologie officielle de l'époque, dont a bénéficié Belgacom qui lui a permis de se situer aujourd'hui, tout le monde en conviendra, dans le peloton de tête au niveau européen sur le plan de la santé financière. Quelle est la société européenne qui peut afficher un endettement aussi bas que celui de Belgacom?

Cependant, face à ses concurrents européens, Belgacom continue à souffrir de plusieurs handicaps. Sur le plan des ressources humaines, l'entreprise compte toujours un nombre important de statutaires en sureffectif et ce, malgré d'ambitieux plans de réduction du personnel qui avaient séduit plusieurs milliers de personnes.

Autre handicap de taille, le fonds de pension. Belgacom met souvent en avant cette obligation qui ne s'impose pas à ses concurrents, pour expliquer le fait qu'elle n'arrive pas à percer dans son secteur en dehors des frontières nationales.

L'annonce dans l'accord gouvernemental, monsieur le premier ministre, d'une possibilité de reprise des fonds de pension par l'Etat est donc un signal encourageant pour l'entreprise publique qui réclame, depuis longtemps, de telles mesures.

Le coût du service universel est également perçu par Belgacom comme un boulet qui la freine dans sa croissance. A nouveau, la perspective qu'offre l'accord du 8 juillet en matière d'activation du fonds de compensation du service universel constitue certainement une bonne nouvelle pour l'opérateur historique des télécommunications belges.

Si, dans le même temps, une partie du service universel peut être

te boren en zijn productie een nieuwe richting in te sturen. Dat is niet anders voor de overheidsbedrijven, die van regie naar overheidsbedrijf evolueerden. Als tegenwicht voor de beheersautonomie worden ze voortaan beschouwd als volwaardige economische spelers, op voet van gelijkheid met de particuliere bedrijven, die dus ook rendabel moeten zijn.

Belgacom beet de spits af en bereidde zich als eerste voor op de op til zijnde opening van de telecommunicatiemarkt. Dankzij zijn strategische consolidatie maakt Belgacom deel uit van de top van het Europese peloton. Toch heeft Belgacom ten aanzien van de Europese concurrentie af te rekenen met een aantal handicaps. Het bedrijf stelt nog steeds overtalig statutair personeel te werk. Zijn concurrenten kampen ook niet met de handicap die het pensioenfonds vormt. In dat verband is het hoopgevend dat de regering aankondigt dat de Staat het pensioenfonds zal overnemen. Tot slot moet Belgacom ook de kostprijs van de universele dienstverlening dragen. Het is positief dat nu wordt aangekondigd dat er een fonds komt ter compensatie van de verliezen die gepaard gaan met de universele dienstverlening.

De privatiseringstendens heeft zich tijdens de vorige zittingsperiode meer doorgezet. Enkel het ongunstige beursklimaat heeft een rem gezet op de operaties om de bezittingen van de Staat te gelde te maken. Wat De Post betreft, ondersteunt de Staat de ingezette moderniseringsoperatie en bevestigt hij tegelijk dat het bedrijf geherkapitaliseerd moet worden. De regering legt ook de nadruk op de universele dienstverlening en het belang van de sociale rol van de postbode. In dat verband verheugt het ons dat de regering oog heeft voor de veiligheid van de postboden in het kader van de uitbetaling van de pensioenen. Er moet een specifiek uitbetalingssysteem worden uitgewerkt.

confiée à d'autres opérateurs, alors que Belgacom se verra dotée des instruments lui permettant de garder la confiance dans l'avenir, cet avenir s'appelle-t-il "privatisation"? Le mouvement initié en 1995 s'est amplifié, du moins virtuellement, sous la précédente législature en prévoyant la fin de l'actionnariat majoritaire pour l'Etat. Seul le contexte boursier peu favorable retarde encore une nouvelle opération de valorisation d'un actif de l'Etat dont le produit contribuera utilement à la réduction de la dette publique.

En ce qui concerne La Poste, le secteur postal a longtemps pu protéger son monopole, ce qui n'a pas incité La Poste à entreprendre les transformations internes rendues nécessaires par la future concurrence européenne.

Sous la précédente législature, on a vu un fougueux administrateur délégué entreprendre des grandes manœuvres de restructuration de La Poste. Son style a fait l'effet d'un coup de pied dans une fourmilière. Il a dû être remplacé par un manager plus diplomate et plus négociateur.

Aujourd'hui, le gouvernement apporte son soutien au plan de modernisation de La Poste pour faire face au défi de la libéralisation tout en réaffirmant la nécessité de recapitaliser l'entreprise. Il est rassurant de lire que La Poste devra continuer à garantir le service universel et à optimiser son réseau tout en réaffirmant le rôle social du facteur. Ce message sera-t-il suffisant pour rassurer les agents de La Poste actuellement en grève? A mes yeux, il reviendra au nouveau ministre des Entreprises publiques de concrétiser l'engagement du gouvernement.

Nous nous réjouissons également de voir la préoccupation du gouvernement pour la sécurité des facteurs particulièrement exposés lors de tournées de paiement des pensions aux retraités. Cette particularité belge au niveau européen présente un bilan humain trop négatif pour pouvoir être maintenue en l'état. Une réforme du système de paiement des pensions qui tiendra compte des besoins spécifiques des personnes âgées devra être mise en œuvre le plus rapidement possible.

En ce qui concerne la SNCB, dossier ô combien important, le nouveau gouvernement s'est fixé un objectif ambitieux en matière de mobilité. Monsieur le premier ministre, vous entendez augmenter de 25% le nombre de voyageurs en 2007 par rapport à 2000. Pour atteindre cet objectif, la SNCB doit disposer des moyens nécessaires, que ce soit en termes de dotations pour missions de service public ou simplement en matière d'investissements nouveaux dans l'infrastructure et le matériel roulant. Encore faut-il que notre société ferroviaire dispose d'une structure financière lui permettant d'assurer un service de qualité à ses clients. C'est pourquoi le gouvernement s'engage à reprendre la dette dite "historique" de la SNCB, y compris la dette de la Financière TGV.

La Belgique profite enfin de l'opportunité offerte en 1991 par les autorités européennes de reprendre la dette des entreprises ferroviaires afin, tout simplement, de les préparer à la libéralisation du secteur. En 1992, la Belgique, confrontée aux impératifs des critères de Maastricht, n'a pu reprendre la dette de la SNCB et a préféré lui céder la pleine propriété de l'ensemble du patrimoine immobilier qu'elle utilisait et qui était alors propriété de l'Etat.

Aujourd'hui, la réduction de notre dette publique nous place dans des conditions plus favorables qui rendent cette opération réalisable. Il faudra toutefois attendre le feu vert de la Commission européenne. En

moet een specifiek uitbetalingssysteem worden uitgewerkt.

Wat de NMBS en de doelstellingen inzake mobiliteit betreft, wordt de lat zeer hoog gelegd: het aantal reizigers moet tegen 2007 25% hoger liggen dan in 2000. Wel moet de financiële structuur de kwaliteit van de dienstverlening waarborgen. Daarom heeft de regering zich ertoe verbonden de zogenaamde "historische" schuld van de NMBS over te nemen, mits de Europese Commissie daarvoor het licht op groen zet. De Commissie zal hoe dan ook enkel toestemming kunnen geven voor de overname van de infrastructuurgerelateerde schuld. De schuld van ABX valt hier dus hoe dan ook buiten. Het betreft een buitengewone maatregel waar de Europese Commissie strikt op zal toezien. Een en ander mag in geen geval verworden tot een premie voor wanbeheer. De evolutie van de schuldenlast van de NMBS zal strikt in de gaten moeten worden gehouden.

Onze overheidsbedrijven moeten worden beschouwd als activa van de Staat, die efficiënt moeten worden beheerd. De overheidsbedrijven moeten immers bijdragen tot de welvaart van de burgers.

De toekomst van de overheidsbedrijven blijft onzeker. Er zullen moeten inspanningen worden geleverd. De voluntaristische aanpak van de regering gaat de goede richting uit.

effet, la Commission a rappelé que seule la dette liée à l'infrastructure est susceptible d'être reprise par l'Etat. La dette liée aux acquisitions d'ABX devrait donc être exclue de l'opération de reprise de la dette. Le chiffre actuel de 7,4 milliards d'euros cité dans l'accord du gouvernement est donc un maximum.

Afin d'éviter toute équivoque sur la portée de cette mesure, il faut insister sur le fait qu'elle est exceptionnelle, qu'elle est strictement réglementée et contrôlée par les autorités européennes et, enfin, qu'elle ne peut être considérée comme une prime à la mauvaise gestion ou à la non-gestion de l'ère Schouppe.

Ce n'est donc, en aucun cas, un signal de relâchement adressé à Belgacom ou à La Poste, que du contraire! Ces deux entreprises publiques se sont, chacune selon son propre calendrier, transformées de régie d'Etat en entreprise commerciale chargée de missions de service public en intégrant les principes de rigueur dans la gestion, de rentabilité et de compétitivité.

Ces mutations doivent être encouragées tout en rappelant à ceux qui ne l'ont pas encore compris que le processus de la libéralisation des anciens monopoles d'Etat au niveau européen s'oppose à des interventions financières publiques dans les secteurs libéralisés.

La reprise de la dette de la SNCB est donc unique. Elle ne sera pas renouvelée et ne sera pas non plus appliquée à d'autres entreprises publiques. Cette opération comporte aussi la reprise par l'Etat du patrimoine immobilier transféré en 1992. Elle devra s'accompagner également d'un encadrement strict de l'évolution de l'endettement de la SNCB. La nouvelle capacité d'endettement générée par la reprise devra être utilisée avec parcimonie et prioritairement au financement des missions de service public.

Le gouvernement remplit ses obligations vis-à-vis de la SNCB. Il restera à ses dirigeants de définir un plan d'entreprise qui profitera au maximum du ballon d'oxygène financier dont la SNCB – tout le monde en conviendra – devra bénéficier.

Plus que jamais, nos entreprises publiques doivent être considérées comme des actifs de l'Etat. Ces actifs doivent être gérés avec efficience, tout d'abord parce que ces entreprises remplissent des missions de service public au profit tout simplement du citoyen; ensuite, parce que la capitalisation qu'elles représentent constitue, en cas de cession à des partenaires privés, un des moyens dont dispose le gouvernement pour assurer l'avenir des retraites et une réduction de la dette.

Que ce soit aujourd'hui par la prestation des services publics ou demain en contribuant à assurer le paiement des pensions des générations futures, les entreprises publiques contribuent simplement au bien-être de nos concitoyens. Pour un gouvernement qui donne la priorité aux questions économiques et sociales, il convenait de réserver une place de choix aux entreprises publiques. Leur avenir reste incertain. Des efforts, tant financiers qu'humains, devront être consentis. La démarche volontariste de votre gouvernement, monsieur le premier ministre, va dans cette direction. Nous veillerons à ce qu'il ne s'en écarte pas.

01.10 Raymond Langendries (cdH): Monsieur le président, je voudrais profiter de l'intervention intéressante de M. Van Overtveldt sur la problématique des entreprises publiques pour demander à la fois au

01.10 Raymond Langendries (cdH): De regeringsverklaring spreekt zich niet uit over de

représentant du groupe MR à la tribune et au premier ministre – parce qu'il n'y a rien dans la déclaration gouvernementale sur le sujet – quelle est leur position sur le chapitre des recommandations faites par la commission Sabena sur la problématique de la gestion des entreprises publiques. Je pense qu'il n'y a rien dans la déclaration gouvernementale concernant ce chapitre de recommandations dont je rappelle qu'il a été le seul approuvé par la Chambre.

M. Eerdekens est témoin, il était présent. M. Bonte également. J'estime qu'il y a des choses intéressantes et il était peut-être judicieux de se pencher sur le sujet, surtout après l'expérience vécue, malheureuse faut-il le dire, sur la question de la Sabena et de savoir ce que l'on fait à cet égard.

01.11 **Guy Verhofstadt**, premier ministre: Monsieur le président, nous n'avons pas explicitement fait référence à ces recommandations mais dans différents chapitres, entre autres en ce qui concerne les entreprises publiques, nous avons repris un certain nombre d'idées qui se trouvaient dans les recommandations.

01.12 **Raymond Langendries** (cdH): Personnellement, je ne les ai pas vues.

01.13 **Guy Verhofstadt**, premier ministre: Je les surlignerai pour vous avec un Stabilo.

01.14 **Raymond Langendries** (cdH): Si vous le voulez bien. Faites-le en bleu si cela correspond à vos idées et en rouge si cela correspond aux autres.

01.15 **Serge Van Overtveldt** (MR): Je vais vous répondre dans le même sens qu'a répondu le premier ministre. La première note est très simple. Il y a eu des recommandations et des informations concernant les secteurs que j'ai évoqués, que ce soit Belgacom, La Poste ou la SNCB. En ce qui concerne les revendications faites dans le cadre de la Sabena, vous avez entendu le premier ministre, il a dit de manière très claire qu'il avait sorti les éléments importants.

Personnellement, je ne les ai pas soulignés ici, dans mon texte, mais ils sont en violet, tout simplement, ni en rouge, ni en bleu.

01.16 **Raymond Langendries** (cdH): Racontez tout ce que vous voulez, je ne vois pas dans la déclaration gouvernementale des éléments clairs votés par l'assemblée en ce qui concerne les recommandations.

01.17 **Serge Van Overtveldt** (MR) : (...)

01.18 **Raymond Langendries** (cdH): Non, je n'ai pas besoin de quatre ans. Il suffit de me donner le texte et de me dire où cela se trouve. C'est aussi simple que cela.

01.19 **Serge Van Overtveldt** (MR): Un peu de patience. Je sais que vous êtes un homme patient et que vous attendrez.

De **voorzitter**: Collega Bourgeois. we hebben afgesproken dat u uw uiteenzetting in een niet overdreven

aanbevelingen van de Sabena-commissie wat de problematiek van de overheidsbedrijven betreft. Het zou volgens mij interessant om zich daarover te buigen.

01.11 Eerste minister **Guy Verhofstadt**: Men vindt er inderdaad geen expliciete verwijzing naar, maar een aantal ideeën werden er toch opgenomen.

01.12 **Raymond Langendries** (cdH): Ik heb ze niet gezien...

01.13 Eerste minister **Guy Verhofstadt**: Ik zal ze voor u met een markeppen aanstrepen.

01.14 **Raymond Langendries** (cdH): U zou uw eigen ideeën in het blauw en de andere in het rood kunnen aanstrepen.

01.15 **Serge Van Overtveldt** (MR): Voor mij zijn ze gewoon paars.

01.16 **Raymond Langendries** (cdH): In de verklaring zie ik geen duidelijke verwijzing naar de aangenomen aanbevelingen in verband met de overheidsbedrijven. Geef me de tekst!

tijdspanne zou ontwikkelen. We hebben dat afgesproken. Ik wens echter ook dat elk lid van de oppositie in het Parlement aan zijn trekken kan komen. De heer Bourgeois heeft het woord.

01.20 Geert Bourgeois (N-VA): Mijnheer de voorzitter, we hebben inderdaad een klare afspraak gemaakt.

Mijnheer de eerste minister, u bent hier – tenzij ik mij vergis – het enige lid van de regering dat nog aanwezig is. Hoewel ik uw lot niet wens te delen, stel ik er toch prijs op om u persoonlijk en alle regeringsleden te feliciteren met hun eedaflegging en hun deelname aan deze regering.

Collega's, de kiezer heeft rood en blauw tot een huwelijk gedwongen. Volgens collega Viseur is het een steriel huwelijk. Volgens collega De Gucht daarstraks gaat het om een heel vruchtbaar huwelijk. Er zou immers al een kindje zijn geboren. "Eigen kind, schoon kind," heeft hij gezegd. Ik twijfel er een klein beetje aan. Een paars kindje lijkt me niet direct een echt teken van vitaliteit te zijn.

Mijnheer de eerste minister, hoe dan ook denk ik dat na zo een kortstondig huwelijk het kind, als er al een is geboren, een klein beetje een prematuur kindje zal zijn.

Mijnheer de eerste minister, uw vorige regering hebt u aangekondigd als het begin van het postideologische tijdperk. Dat scheen aanvankelijk ook te zullen lukken. Aanvankelijk was er de hoogconjunctuur. Ze was het glijmiddel om voor elk wat wils te realiseren. Vandaag, en ook in uw regeerverklaring, is er niet veel meer te merken van dit postideologische tijdperk, wel integendeel. Het lijkt er meer en meer op dat rood en blauw constant in discussie gaan over tal van essentiële zaken.

Collega Bacquellaine, in tegenstelling tot wat u daarstraks zei, vrees ik dat een gedwongen huwelijk niet zo vaak leidt tot echte liefde.

Collega's, paars is, zoals u weet, de kleur van de kledij van de bisschoppen. Dit staat symbool voor het feit dat een bisschop te allen tijde bereid moet zijn om zijn bloed te laten vloeien voor de kerk. Ik laat in het midden wie, rood of blauw, zijn bloed zal storten. Ik heb zelf wel zo mijn idee over wie daarvoor de Chinese vrijwilliger zou kunnen zijn.

Het werden coalitiebesprekingen met hoog opblaaiende ruzies, met stakende onderhandelaars, met voorzitters zonder stem. Hoe dan ook verliepen ze ontzettend veel moeilijker dan de vorige regeringsvorming. Het werd een moeilijke bevalling. Tal van cruciale aangelegenheden zijn in dit regeerakkoord niet opgelost. In tegenstelling tot het officiële discours woog de strijd om de postjes en de macht de hele tijd door. Tot in de laatste nacht woedde de strijd om het Belgisch lidmaatschap van de Europese Commissie.

Collega Eerdekens, de strijd eindigde met een triomfantelijke persmededeling vanwege de PS dat het lidmaatschap van de Europese Commissie binnen de PS bleef.

Mijnheer de eerste minister, u hebt bij het begin van het debat aangekondigd dat u zou onderbreken en repliceren telkens het nuttig en nodig leek. Ik heb geconstateerd dat u daarstraks niet bent ingegaan op de heel duidelijke vraag van collega De Crem. Aangezien u niet overgaat tot het ontkennen van de mededeling, neem ik dus aan dat de PS het bij het rechte eind heeft. Het lidmaatschap van de Europese Commissie blijft dus ook na het einde van het mandaat van de heer Busquin in handen van de PS. Wie zwijgt, stemt toe.

01.20 Geert Bourgeois (N-VA):
L'électeur a contraint les socialistes et les libéraux au mariage. Selon M. Verhofstadt, le gouvernement précédent symbolisait le début d'une ère post-idéologique. La haute conjoncture économique était un climat idéal. Toutefois, cette période est désormais révolue. Socialistes et libéraux sont en discussion permanente. Une union forcée est rarement un succès. La formation fut laborieuse et nombre de dossiers cruciaux ne figurent pas dans l'accord de gouvernement. La bataille pour les portefeuilles, d'une intensité sans précédent, a fait rage jusqu'à la dernière nuit de négociations. Samedi, le PS revendiquait le poste de commissaire européen et je constate que le premier ministre n'a toujours pas contredit cette déclaration.

Le gouvernement compte de nombreux membres. Au sein de la coalition violette, les secrétaires d'Etat ne participeront pas au Conseil des ministres, une première nous dit-on. Mais qui connaît la Constitution n'est pas sans savoir que les secrétaires d'Etat n'ont jamais fait partie du Conseil des ministres, dont le nombre de participants est limité à 15 en vertu de la Constitution.

Le gouvernement violet a créé 825 postes en une seule fois : 21 ministres et secrétaires d'Etat, 540 collaborateurs ministériels, 144 nouveaux collaborateurs ministériels en charge des compétences supplémentaires et 120 collaborateurs qui assisteront les secrétaires d'Etat. Ainsi, dans le cadre de l'objectif que s'est fixé la coalition, il ne reste plus que 199.175 emplois à créer ! Pas moins de cinq ministres sont compétents, à des titres divers, pour les PME et trois secrétaires d'Etat sont responsables de la modernisation. Le plan Copernic est abandonné subrepticement. Apparemment, il faut absolument

Wat je met de minste kans op vergissing over de regeringsleden kunt zeggen, is dat ze met velen zijn. Wie zegt dat staatssecretarissen voor het eerst geen deel uitmaken van de Ministerraad, vergist zich natuurlijk. De Grondwet bepaalt dat maximaal vijftien leden deel uitmaken van de Ministerraad. De Grondwet bepaalt ook uitdrukkelijk dat staatssecretarissen geen lid zijn van de Ministerraad.

Mijnheer de eerste minister, ik moet u alvast met één zaak feliciteren.

Dat is met uw start van uw belofte om 200.000 nieuwe banen te creëren. Als ik het goed heb, dan hebt u op één dag voor 825 nieuwe jobs voor de 21 politieke vrienden gezorgd. Elke minister krijgt sowieso een kabinet met 36 medewerkers. Dat is al goed voor 540 kabinetsleden. Daarbovenop krijgt elke minister nog eens een beleidskern van 12 personeelsleden per extra bevoegdheid. Dat zijn nog eens 144 kabinetards. De zes staatssecretarissen krijgen elk een kabinet van minstens 20 medewerkers. Voor alle staatssecretarissen samen zijn dat 120 medewerkers. In een zeer minimalistische berekening – ik reken dan nog het aantal bijkomende medewerkers voor de vice-premiers niet – betekent dit voor de hele regering minstens 825 banen die op één dag zijn gecreëerd. U bent goed op weg. Mijnheer de eerste minister, u moet exact nog 199.175 politieke benoemingen verrichten en u hebt uw eerste streefcijfer bereikt.

Een kniesoor die erom maalt dat er vijf ministers bevoegd zijn voor de KMO's, een zeurpiet die vraagt waarom er drie staatssecretarissen bevoegd zijn voor de modernisering van de overheid. Ze zijn bovendien alle drie aan een verschillende minister toegevoegd: de minister van Financiën, de minister van Leefmilieu en de eerste minister zelf. Geen van hen is echter verbonden aan de minister van Ambtenarenzaken. Zo eenvoudig mogen de mensen zich de dingen dus ook weer niet voorstellen. Administratieve vereenvoudiging, allemaal goed en wel, maar zo eenvoudig kan het blijkbaar niet.

Net zoals het blijkbaar niet zo evident is, mijnheer de eerste minister, om de Copernicus-hervorming – toch één van uw paradepaardjes dat u samen met uw minister Luc Van den Bossche hebt doorgedrukt – uit te voeren. Het één-op-één-principe, de nieuwe indeling van de departementen die u toch hebt doorgevoerd waarbij een departement bestuurd wordt door één minister, dat zal blijkbaar wat te eenvoudig zijn, iets te klantvriendelijk misschien. De mensen zouden wel eens stilaan hun weg kunnen vinden in de doolhof van de administratie en dat kunt u, neem ik aan, niet maken. En waarom dan niet, mon cher Guy. Mijnheer de formateur, nu wij toch bezig zijn, waarom dan toch weer niet die kabinetten, die wij nooit hebben willen afschaffen, herinvoeren. Laten wij daarvoor natuurlijk een andere naam vinden, maar laten we die kabinetten opnieuw invoeren. Luc Van den Bossche zit goed en wel op Biac en het zal zijn dochter niet zijn die hiervan een punt maakt. Wat goed is voor de eigen mensen, is goed voor de partij, nietwaar?

Mijnheer de minister, laten wij de ambtenarij ook niet te veel betrekken bij het beleid. Laten we ook ophouden met die depolitisering. Misschien nog een klein beetje de schijn ophouden. Lezen wij dan ook niet in uw regeerakkoord dat voor de mandaathouders van niveau drie er een specifieke wervingsprocedure zal worden ingevoerd, waarbij zij pas over twee jaar hun competentie zullen moeten bewijzen. Waar hebben wij dat nog gehoord, waar hebben wij dat nog gelezen? Was het niet zo dat de hoofden van de administratie met uw regeling in de voorbije zittingsperiode pas een taalexamen moesten afleggen zes maanden nadat zij waren aangesteld? Wij weten ondertussen dat er geen taalexamens werden georganiseerd. Wanneer ik het heb over politieke benoemingen, mijnheer de eerste minister, wil ik er heel duidelijk bij

d'éviter que les gens puissent s'y retrouver dans les méandres de l'administration. Il a soudainement été décidé de rétablir les cabinets ministériels. Luc Van den Bossche s'est assuré une position confortable chez BIAC, pour le plus grand plaisir de sa fille.

L'administration est tenue à l'écart des décisions politiques et rien ne fait obstacle à la politisation des hauts fonctionnaires. Des règles spéciales s'appliquent à nouveau aux fonctionnaires dirigeants. Au demeurant, je ne fais pas allusion, en l'espèce, au professeur Lenaerts, dont la nomination reste à ce jour la seule décision sensée du gouvernement. Quant au bilinguisme fonctionnel des hauts fonctionnaires, il n'en est plus guère question.

Le prix que paie le VLD pour rester au pouvoir est élevé, tant en ce qui concerne la répartition des portefeuilles que sur le plan du contenu. Le VLD s'est vu attribuer quatre ministres, dont deux héritent de compétences qui sont appelées à être entièrement ou partiellement régionalisées, un seul secrétaire d'Etat et aucun commissaire européen.

Le manque de contenu de la déclaration gouvernementale constitue la preuve la plus évidente que ce gouvernement est issu d'un mariage de raison. La déclaration gouvernementale est un inventaire de problèmes qui ne propose aucune solution. La population mérite mieux. Le texte n'offre pas de perspective quant aux besoins de la Flandre, pas de nouvelle approche de la problématique des coûts salariaux, pas de proposition visant à communautariser la politique de la famille et des soins de santé. En effet, un tel transfert de compétences permettrait la mise en œuvre d'une politique propre à la Flandre et mettrait un terme à son handicap sur le plan de la compétitivité.

Une approche efficace des problèmes en matière de mobilité fait également défaut. La Flandre est le théâtre d'embouteillages

zeggen dat ik dan niet de benoeming van professor Lenaerts viseer. Het interesseert mij niet welke politieke kaart hij heeft. U hebt daar gewoon de beste benoemd. Daar ben ik van overtuigd. Naar mijn aanvoelen is dat tot op heden de enige goede beslissing, mijnheer Eerdeken, van de nieuwe Ministerraad.

Mijnheer de eerste minister, laten we vooral die functionele tweetaligheid van de topambtenaren - nog zo'n dom idee van Luc Van den Bossche - definitief begraven. Hij heeft die regeling trouwens volop onderuit gehaald in de periode van lopende zaken. Hij benoemde immers opnieuw taaladjuncten en stapte af van de vereiste van taalkennis voor de topambtenaren. Ik vraag me trouwens af of dit wel wettelijk was.

De prijs die de VLD voor de macht en voor Verhofstadt II betaalde is zwaar. Ze is zwaar in de postjes en nog meer in de inhoud van het regeerakkoord. De VLD heeft vier ministers en slechts één staatssecretaris. Ze heeft geen Europees commissielid. Twee van deze ministers hebben dan nog bevoegdheden die ze eigenlijk volledig of gedeeltelijk moeten weggeven aan de deelstaten. Ik denk hierbij aan mevrouw Moerman met Economie, Energie en Buitenlandse Handel. Ik denk aan de heer Verwilt met Ontwikkelingssamenwerking.

Mijnheer de eerste minister, het is ook te merken aan de inhoud - of moet ik zeggen het gebrek aan inhoud - dat het een gedwongen huwelijk, een verstandshuwelijk is geworden. Dit is bijzonder jammer voor de mensen, die toch wel beter verdienen. Paars slaagt er inderdaad in om een zeer uitgebreide catalogus te maken van problemen waarmee de mensen geconfronteerd worden. Paars slaagt er echter even vaak in om geen oplossingen aan te reiken voor deze problemen. De mensen krijgen geen visie en geen duurzame oplossingen voor de toekomst.

De Vlaamse welvaart en het Vlaamse welzijn worden niet verzekerd. Er is geen nieuwe aanpak van de loonkostenproblematiek, mijnheer de eerste minister. Het gezinsbeleid en gezondheidsbeleid wordt niet weggehaald uit de loonkosten. Deze twee bevoegdheden worden niet gecommunautariseerd. Het zijn nochtans bevoegdheden van de Gemeenschappen in de huidige stand van de staatshervorming. Dit zou de loonkostenhandicap die we hebben en die ons steeds meer parten speelt met één klap kunnen wegnemen. Dit zou – horresco referens - er wel eens toe kunnen leiden dat Vlaanderen een eigen gezinsbeleid gaat voeren, dat Vlaanderen zelf werk gaat maken van zijn toekomst. Het zou er zelfs toe kunnen leiden dat Vlaanderen het vergrijzingsprobleem, dat in Vlaanderen veel meer een probleem is dan in Wallonië, gaat aanpakken.

De mobiliteitsparadox wordt niet krachtig aangepakt. We zijn inderdaad nog nooit zo mobiel geweest en nooit hebben wij met zijn allen zo veel en zo lang stilgestaan. Nooit hebben we tegelijkertijd zoveel akelige berichten gehoord op de radio van nieuwe kop-staartongevallen met catastrofale gevolgen, met ongeveer elke week doden op onze snelwegen. Vlaanderen staat elke dag stil in monsterfiles en hoort elke dag weer het slechte nieuws van zware ongevallen. Maar Vlaanderen mag zijn eigen spoorbeleid niet voeren. Wij hebben een minister van Mobiliteit die de kern van het probleem niet mag aanpakken. Het spoor wordt niet de ruggengraat van een Vlaams mobiliteitsbeleid met de dringende Antwerpse en Zeebrugse investeringen, met de uitbouw van een oost-west-as, met de uitbouw van die as IJzer en Rijn, die een verbinding zou kunnen maken tussen Zuid-Engeland en het Ruhr-gebied, waardoor 25% van het vrachtverkeer van de Vlaamse wegen zou verdwijnen. Vlaanderen mag inderdaad niet zelf beslissen over de

gigantesques et de graves accidents mais le ministre de la Mobilité ne peut s'attaquer au cœur du problème. Le sort d'investissements urgents tels que la liaison est-ouest entre le sud de l'Angleterre et le bassin de la Ruhr par le biais du Rhin de Fer, qui pourrait absorber un quart du trafic des poids lourds sur nos routes, ainsi que celui du désenclavement de Zaventem, semblent d'ores et déjà scellés.

ontsluiting van Zaventem. Vlaanderen moet het verder stellen met ...

De **voorzitter**: Mijnheer Bourgeois, ik moet u het volgende zeggen. Tot mijn verbazing – en ik sta met die verbazing niet alleen – hebt u nog altijd het predikaat "VU&ID" op het scherm staan. De diensten van De Kamer hebben dat nog niet aangepast. Het is echter, geloof me vrij, N-VA.

01.21 Geert Bourgeois (N-VA): Mijnheer de voorzitter, en ik die dacht dat verbazing u volkomen vreemd was! Ik neem aan dat uw steeds zeer snel en efficiënt werkende diensten er onmiddellijk voor zullen zorgen dat ik het predikaat "N-VA" toebedeeld krijg, ook op de moderne elektronische communicatieschermen in dit halfroond. *(De correctie wordt uitgevoerd)*

Kijk eens aan!

De **voorzitter**: Voilà! U ziet dat de diensten heel doeltreffend kunnen werken, zodra zij de fout hebben gezien.

01.22 Geert Bourgeois (N-VA): Waar aandachtige Vlaams Blok-leden toch nog goed voor kunnen zijn, mijnheer de voorzitter!

Collega's, Vlaanderen mag niet zelf beslissen over de ontsluiting van Zaventem. Vlaanderen moet het inzake spoor verder blijven stellen met één grensovergang, terwijl Wallonië elf spoorweggrensovergangen heeft. Vlaanderen blijft gevangen in de Belgische immobiliteit, alle stoere verklaringen van VLD en sp.a-spirit ten spijt. Collega's van de sp.a, was het niet uw voorzitter, Steve Stevaert, die dreigde met een atoombom als het spoor niet zou worden geregionaliseerd?

Er kwamen ook geen grote woorden meer over de modelstaat. Bescheidenheid past inderdaad met een crashende Kruispuntbank voor Ondernemingen, zowat hét paradepaardje van de vorige regering. In volle aanloop naar deze regering crashte de Kruispuntbank. Dat illustreerde duidelijk het failliet van de snelle en efficiënte paarse regering.

Collega's, ik lees nog maar eens dat er wetsevaluatie zal gebeuren. Ikzelf heb, net als andere collega's, terzake reeds diverse initiatieven genomen. Deze meerderheid had daar echter geen oor naar. Ik weet niet of dat nu wel het geval zal zijn. Het herhaalde pleidooi van de N-VA hier op deze banken en in de commissie voor een integriteitsbeleid krijgt eindelijk weerklank en staat met zoveel woorden in het regeerakkoord. We zullen zien wat ervan komt.

Wat wij zeker mogen vergeten, is de versnelde uitbouw van een moderne, kwalitatieve rechtszekerheid biedende, klantvriendelijke overheid. Dat is nochtans waaraan Vlaanderen zozeer behoefte heeft. Dat is wat internationale economen zeggen. De regio's, die hun plaats in de wereld willen innemen, hebben dat nodig, willen zij concurreren zijn en blijven in een wereld waarin zij met hoge loonkosten geconfronteerd worden. Kwaliteit van de overheid, integriteit in het beleid en rechtszekerheid zijn de sleutelwoorden.

Met de PS-greep op Justitie, op de ambtenarij, op de sociale zekerheid mogen wij dit nu echter reeds vergeten.

Mijnheer de eerste minister - hij is hier blijkbaar niet meer aanwezig -, wat is de visie van uw regering met betrekking tot de overheidsbedrijven? Collega Langendries heeft er daarstraks ook een vraag over gesteld. Wat wilt u blijven doen met de overheidsbedrijven? Blijft u bijvoorbeeld het overheidsbedrijf dat de telefonie verzekert verder instandhouden? Gebeurt publieke dienstverlening nu echt door moderne

01.22 Geert Bourgeois (N-VA): L'Etat modèle promis par la coalition arc-en-ciel n'existe pas encore. La Banque-Carrefour a échoué, il n'a jamais été procédé à l'évaluation de la législation et il n'est toujours nullement question d'une administration de qualité et conviviale pour l'administré. Toutefois, l'accord de gouvernement comporte effectivement le plaidoyer du NV-A pour une politique d'intégrité. Nous attendons de voir dans quelle mesure cette politique sera mise en oeuvre.

Comment ce gouvernement violet conçoit-il les entreprises publiques? Quelles tâches les pouvoirs publics doivent-ils continuer à exercer? A la lecture de l'accord de gouvernement, on pourrait croire qu'il n'existe pas de plan Vinck à la SNCB et que La Poste ne connaît aucune difficulté financière. Et comment le gouvernement compte-t-il poursuivre la libéralisation du marché de l'énergie? La libéralisation sans concurrence est une aberration. Le monopole dans le secteur de l'électricité l'a du reste déjà clairement démontré.

En ce qui concerne le volet «Justice», cette coalition ne constituera pas un nouveau gouvernement violet, mais un gouvernement PS II. Tous les prétendus points d'actions empruntent, en réalité, des sentiers battus. Il n'est nullement question de renouveau judiciaire: dans certains cas, on assiste même à

autonome overheidsbedrijven waaraan normen inzake dienstverlening, prijs, kwaliteit en klantvriendelijkheid worden opgelegd? Opteert paars voor hands-off of hands-on inzake overheidsbedrijven? Welke taken moet de overheid door middel van haar bedrijven al dan niet verder uitvoeren? Worden overheidsbedrijven instrumenten van goed doordacht beleid, of blijven ze benoemingsmachines voor de PS? We weten allemaal waartoe dit heeft geleid inzake Sabena.

Als men de regeerverklaring leest, is het alsof er geen plan-Vinck bestaat, is het alsof De Post geen problemen kent en wordt Belgacom blijkbaar nog maar eens beschouwd als dé oplossing van de staatshuishoudkundige problemen.

Mijnheer de eerste minister, gaat u verder met het liberaliseren van de energiesector zonder te zorgen voor een correct mededingingsbeleid? Liberalisering zonder gezonde mededinging is een draak. Dat is bewezen op het einde van de vorige regeerperiode. Dat wordt nu nog elke dag bewezen door het monopolie in de elektriciteitssector en door het gebrek aan concurrentie.

Mijnheer de eerste minister, u kondigde aan dat deze regering niet Verhofstadt II maar wel Paars I zal zijn. Wat mij betreft, is het hier PS II. Ik kom nog meer tot dit besluit wanneer ik uw regeerverklaring inzake Justitie lees. Vorig jaar reeds moest ik zeggen bij de beleidsverklaring dat er niets nieuws onder de zon was. Als ik lees wat u er nu van hebt gebakken, na de voor de vorige minister bijzonder pijnlijke wissel van Justitie naar Ontwikkelingssamenwerking, zie ik dat er geen enkele stap vooruit gezet wordt, dat er wat vage verklaringen zijn en dat de actiepunten allemaal zaken zijn die platgetreden paden inhouden.

Verhofstadt II streeft naar gerechtelijke vernieuwing en stelt 6 acties in het vooruitzicht. Geen van die acties is nieuw. In sommige domeinen zet u een stap terug. Het Octopusakkoord wordt niet uitgevoerd wat betreft heel belangrijke onderdelen. Uw regeerakkoord vertoont grote hiaten.

Het verbeteren van de positie van het slachtoffer is heel goed, maar u dient zich nu al voor te bereiden op klachten over al te langdurige procedures. Ik verwijs naar het proces-Dutroux en naar de publieke verontwaardiging over het lang uitblijven van het assisenproces. Ik verwijs naar het Mellery-schandaal waarover ik tot mijn grote verwondering geen enkele reactie heb gehoord van deze regering. U was er als eerste minister steeds als de kippen bij om opdracht te geven aan de procureur-generaal. Ik heb echter niet gehoord dat u opdracht hebt gegeven aan het parket-generaal om te onderzoeken waarom dit Mellery-schandaal kon verjaren. Het is mij trouwens volstrekt onduidelijk waarom dit kon verjaren. Ik dacht dat de nieuwe wetgeving inzake verjaring dit verhinderde eens de zaak voor de rechter aanhangig was gemaakt. Ik heb niet gehoord dat uw minister van Justitie opdracht gaf cassatieberoep aan te tekenen. U dient voor ogen te houden dat het ook inzake strafzaken een grote prioriteit is dat de procedures vooruitgaan en dit ook voor het slachtoffer.

Ik wil u waarschuwen voor de vormfouten die steeds opnieuw leiden tot vrij spraak en voor een verdere zuivering van nietigheden binnen de beslotenheid van de raadkamers en van de Kamer van Inbeschuldigingstelling.

Tot mijn grote verwondering lees ik in uw regeerakkoord geen woord over Franchimont II, over de grote Franchimont. Er is daarover een debat gevoerd in de Senaat. Ik lees niet of dit ontwerp zal worden uitgevoerd, of u daarover nog zult debatteren, of dit een zaak is die

un pas en arrière et de nombreux hiatus subsistent. Ainsi, l'accord de gouvernement ne comporte pas la moindre allusion au deuxième projet Franchimont, au projet Dupont ou au plan de sécurité fédéral.

Quant à l'accès à la justice, la Belgique figure en tête du hit parade européen. Nous battons tous les records en ce qui concerne le nombre de procédures intentées. L'assistance judiciaire doit être élaborée plus avant, et ce, conformément à une proposition de la Vereniging van Vlaamse Balies. Si les frais judiciaires et les honoraires doivent être pris en charge par la partie perdante, l'Etat devrait d'abord montrer lui-même le bon exemple et payer les frais pour toutes les actions qu'il perd.

Le plan Themis est censé responsabiliser et, le cas échéant, pénaliser la Justice. Il est toutefois manifeste que toutes les réformes dont le PS ne veut pas entendre parler seront enterrées avec compétence par la ministre Onkelinx.

De nombreuses lacunes subsistent également en matière de droit de la famille. A cet égard, je souhaite souligner tout particulièrement la responsabilité parentale à l'heure où pas moins de 25 pour cent des adolescents n'ont jamais de contact avec l'un de leurs parents.

Quant aux moyens qui seront mis en œuvre pour combler le retard judiciaire, la question demeure ouverte. L'arrondissement judiciaire de Bruxelles-Hal-Vilvorde sera-t-il scindé ou le nombre de juges de complément unilingues nommés à Bruxelles va-t-il être accru?

Si le gouvernement souhaite développer l'arsenal des peines, il ne peut se permettre d'improviser. La commission Holsters a formulé à cet égard des propositions importantes, étayées sur le plan scientifique.

En ce qui concerne la loi Lejeune, nous sommes en faveur de son maintien. Dans la perspective

definitief mag vergeten worden. Geen woord daarover in uw regeerakkoord. Net zoals ik het ontwerp-Dupont inzake gevangeniswezen niet terugvind in uw regeringsverklaring. Wat is daarvan aan, mijnheer de eerste minister?

Ook het federaal veiligheids- en detentieplan is blijkbaar naar de prullenmand verwezen. Dat was toch het paradepaardje van paarsgroen? Dat was toch het paradepaardje van minister Verwiltghen? Ook al is dit plan nooit uitgevoerd, toch moet ik zeggen dat dit een vrij veelbelovend plan was, omdat het vrij wetenschappelijk aangepakt was. Het formuleerde voor het eerst ten minste een aantal concrete doelstellingen. Nu hebben wij het raden naar uw concrete doelstellingen inzake veiligheid.

Een tweede punt is het vergemakkelijken van de toegang tot justitie. Ik weet niet, mijnheer de eerste minister, of justitie in dit land niet reeds laagdrempelig is. Het zou mooi zijn als u de statistieken over het aantal gevoerde procedures per inwoner zou vergelijken met die van andere landen. Ik heb de indruk dat wij aan de top staan in Europa en dat wij het land zijn waarin verreweg het meeste wordt geprocedeerd. Het zou wel eens boeiend kunnen zijn om na te gaan waarom dit het geval is. Wat u zeker moet doen, mijnheer de eerste minister, dat is de rechtsbijstand verbeteren en dat kunt u maar door het budget te verhogen. U kunt dit enkel door de raad op te volgen van de Orde van Vlaamse Balies. Ik zou u dan ook ten zeerste willen aanraden in overleg te treden met de actoren op het terrein, vooraleer allerlei gekke populistische ideeën in praktijk om te zetten. Ik denk bijvoorbeeld aan het onzalige idee van Steve Stevaert die beweerde dat de gerechtelijke vakantie de oorzaak is van de overbevolking in de gevangenissen, terwijl uitgekend de onderzoeksrechters, de raadmokers, de kamers van inbeschuldigingstelling doorwerken in volle vakantie, omdat zij gebonden zijn aan dwingende termijnen. Als u de kosten en het ereloon van de winnende partij ten laste wil leggen van de verliezende partij, begin dan met het voorbeeld te geven en proclameer dan dat alle burgers van dit land, die een proces willen tegen de Staat, het ereloon van hun advocaat zullen recupereren. Ik denk dat dit een voorbeeld zou zijn dat wekt, maar misschien kost u dat wel heel veel geld.

Het Themis-plan is een zoveelste plan om te komen tot een snellere rechtsbedeling. Eerst heette dat het Masterplan bij minister Verwiltghen. Dan werd dat teruggeschoefd tot een actieplan en nu hebben we dus een Themis-plan. Mijnheer de eerste minister, u vraagt voorstellen van de oppositie. Mijn voorstellen liggen al klaar van in de vorige regeerperiode. Het budget voor de rechtspraak moet zoals in andere landen worden toebedeeld aan de Nederlandstalige en Franstalige afdeling van de Hoge Raad voor de Justitie. Als u mensen toch managementbevoegdheden wil geven, kunnen zij op die manier effectieve macht en verantwoordelijkheid krijgen. Tegelijkertijd wordt justitie op die manier geresponsabiliseerd en kan er een werklasmeting worden ingevoerd. Justitie kan dan ook worden gepenaliseerd wanneer men niet slaagt in de opdrachten of beloond in de vorm van een extra budget wanneer het wel lukt. Dat systeem werkt in het u zeer bekende buitenland. Er is een wetsvoorstel ingediend over de actieve rechter. Er is een voorstel van de N-VA ingediend over de omkadering van de rechters en de substituten, zodat zij zich eindelijk met hun kerntaken kunnen bezighouden. Het Octopus-idee van een arrondissementsrechtbank begraaft u. U spreekt er zelfs niet meer over. In het Octopus-overleg was nochtans afgesproken om een proefproject op te starten. Er wordt zelfs met geen woord meer over gerept. Het zal allemaal worden begraven onder de deskundige leiding van de nieuwe minister van Justitie. Wij weten allemaal dat de PS al deze hervormingen niet wou.

notamment de la réintégration des condamnés. Les déclarations faites à ce propos par Monsieur Stevaert au lendemain du test électoral national étaient très populistes.

La détention préventive n'est pas du tout abordée. Or on sait que la surpopulation carcérale trouve notamment son origine dans un recours abusif à la détention provisoire. La loi du 9 avril 1930 sur les internés ne sera pas modifiée. Et le projet Maes sur le droit de la jeunesse, soutenu inconditionnellement par la Flandre, est enterré parce que le PS y est opposé. Les projets relatifs à l'intégration horizontale des tribunaux et à l'unicité de juridiction ne verront pas le jour. L'intégration horizontale du ministère public et l'école de la magistrature, prévues dans les accords octopartites, resteront lettre morte. Et le nouveau gouvernement ne s'attellera pas non plus à la rédaction d'un règlement visant à protéger les personnes âgées atteintes de sénilité. Par conséquent, la coalition violette jettera aux oubliettes un grand nombre de questions sociales.

Dans le domaine budgétaire, l'équipe Verhofstadt II suit une approche volontariste. La récession n'est pas encore terminée, tant s'en faut. La Belgique est un mauvais élève en matière de lutte contre le chômage et de taux d'emploi. Or les textes présentés par le Premier ministre passent sous silence cette triste réalité. On n'y trouve trace d'aucune analyse lucide. Le Premier ministre délaisse même les normes fixées par le Conseil supérieur des Finances, à savoir un excédent de 0,7 % du PIB en 2007. Selon le Conseil, c'est une nécessité si l'on veut être en mesure d'affronter budgétairement le vieillissement croissant de la population. Or le Premier ministre s'en tient à 0,3 %.

Le Premier Ministre n'annonce pas de mesures structurelles mais de nombreuses mesures qui devraient en fait être prises au niveau régional. L'accord du gouvernement a pour effet de restreindre

Ik heb vragen bij de bevoegdheidstoedeling aan de arbeidsrechtbank van de zaken van buitengewone schuldenlast. Waarom moet dit naar de arbeidsrechtbank? Waarom volgt u niet de bestaande procedures, mijnheer de eerste minister? Waarom zou u eens niet beginnen met de RSZ en de fiscus de bevoegdheid te geven om ook in schuldbemiddeling te treden en schulden bij de RSZ en de fiscus kwijt te schelden?

Het is goed dat u het familierecht een bijzondere plaats wil geven. Ik denk dat dit inderdaad een bijzonder belangrijke en tot op heden vrij stiefmoederlijk behandelde aangelegenheid is. Ik wil u echter vragen om de procedurele moeilijkheden voor samenwonenden niet te vergeten. Zij moeten echt van het kastje naar de muur. Daar zijn geen bevoegde rechters voor, tenzij allemaal verschillende rechters. Ik zou u met heel veel aandrang willen vragen – en dat is trouwens een begrip dat ik in heel uw regeerakkoord veel te weinig tegenkom: het begrip verantwoordelijkheid – om heel veel aandacht te besteden aan de ouderlijke verantwoordelijkheid. Als u het toch hebt over samenlevingsopbouw, dan wil ik u meegeven dat op dit ogenblik in dit land 25% van de adolescenten nooit nog contact heeft met één van zijn ouders. U zou dan misschien ook eens, naar buitenlands voorbeeld, aandacht kunnen hebben voor ouderlijke plichten en ouderlijke verantwoordelijkheid, dus niet alleen voor ouderlijke rechten.

Mijnheer de eerste minister, ik lees dat u de gerechtelijke achterstand in Brussel structureel wilt oplossen. Mag ik u vragen aan welke oplossing u daar denkt? Zult u eindelijk het gerechtelijk arrondissement Brussel-Halle-Vilvoorde gaan splitsen, of komen er nog meer eenmalige toegevoegde rechters, zoals de Franstaligen dat willen en zoals u ze in de vorige regeerperiode reeds ingevoerd hebt? U hebt het over een nieuw straffenarsenaal, een gamma van bestraffing. Uitstekend, wij zijn daar al lang mee bezig. Ik zou u met aandrang willen vragen om niet te improviseren en de voorstellen van de commissie-Holsters – ik meen dat de heer Holsters u welbekend is – toch op tafel te leggen. Ook dit vind ik niet terug en men kan merken dat Justitie niet betrokken was bij het opstellen van dit regeerakkoord. De commissie levert wetenschappelijk, goed onderbouwd werk en ik zou u willen vragen om dit werk alstublieft te valoriseren. Hier is heel lang aan gewerkt door specialisten die hun opdracht gekregen hebben van uw vorige minister. Begin dan alstublieft op dit terrein niet te improviseren.

Ik ben blij dat de wet-Lejeune, waaromtrent zoveel heisa ontstaan was en waaromtrent Steve Stevaert na "De Stemtest" een heel populistisch idee gelanceerd heeft, in grote trekken overeind blijft. Ik ben heel blij dat er een verschillend moment blijft voor bestraffing en beslissing over de strafuitvoering, collega Annemans. Ik ben heel blij dat er twee rechters zijn die daar uitspraak over doen en dat er alleen in bepaalde uitzonderlijke omstandigheden niet samendrukbare straffen uitgesproken worden, dat er enig perspectief is voor de integratie van veroordeelden in de samenleving. Wat ik mis, mijnheer de eerste minister, dat is een woord over de voorlopige hechtenis. Als u dan toch de overbevolking in de gevangenissen wilt gaan aanpakken, dan had ik minstens verwacht dat u uw plannen met betrekking tot de voorlopige hechtenis uiteen zou zetten. Iedereen weet dat dit de grote oorzaak is van de overbevolking van onze gevangenissen. Het gaat dan niet over de gerechtelijke vakanties, maar over het gebruik en het misbruik dat gemaakt wordt van de voorlopige hechtenis en dat leidt tot een toevloed van gevangenen.

Ik zie ook geen enkel concreet voorstel – en dat verwondert mij – over de wiiziana van de wet van 9 april 1930 inzake de deïnterneerden. Daar

l'autonomie de la Flandre. De nouvelles possibilités d'investissement dans les PME seront offertes aux particuliers. Il s'agit là d'une compétence purement régionale. Alors que la Région flamande attend l'avis du Conseil d'Etat concernant le dossier Archimède, le gouvernement fédéral s'approprie le terrain. Le Fonds de l'Economie sociale et durable, qui ne constitue en soi pas une mauvaise idée, fait double emploi avec les compétences régionales. A l'instar du Fonds Starters, encore créé par le ministre Daems dans le cadre du Fonds de participation fédéral, il s'agit d'instruments censés permettre aux Régions de mener une politique socio-économique régionale propre. L'on envisage l'élaboration d'un plan échelonné pour les investissements dans l'enseignement et le développement. Le gouvernement flamand dispose déjà d'un tel plan et consacre chaque année un budget supplémentaire de 60 millions d'euros à cet effet. Le Premier Ministre projette des mesures visant à dynamiser les services de placement: il s'agit là également d'une compétence régionale.

Budgétairement parlant, tout était rose lors des négociations. Comme de coutume, il avait été dit que les mesures ne seraient pas préjudiciables pour le citoyen. Toutefois, alors que le gouvernement n'avait que trois jours d'existence, trois impôts étaient déjà annoncés, certes sous le couvert de la norme de Kyoto. Je me demande d'ailleurs si Madame Moerman ne craint pas d'instaurer une mesure discriminatoire dans la mesure où le consommateur qui se chauffe au gaz naturel paierait moins d'impôts. Il me paraît souhaitable de s'enquérir du nombre de ménages qui sont dans l'impossibilité de se chauffer au gaz naturel car les infrastructures publiques à cet effet sont inexistantes.

J'avais espéré l'adoption d'une mesure visant à instaurer l'obligation d'intégration ainsi que

zijn mensonterende, schandelijke toestanden waarvoor dringend een oplossing moet komen en waarover u met geen woord rept in uw regeerverklaring.

Tot slot: het jeugdrecht. Het wetsontwerp-Maes - mijnheer Anciaux, ik weet niet of u het kent – werd opgesteld in opdracht van de vorige minister van Justitie door een specialist inzake jeugdaangelegenheden. Een schitterend ontwerp is het, een prachtig ontwerp dat gesteund werd door iedereen aan Vlaamse zijde. Welnu, dat wetsontwerp-Maes wordt net als het spijtoptantenrecht begraven. De PS wil het niet en het komt er dus niet.

Wat komt er evenmin, collega's? De horizontale integratie van de rechtbanken. Dat was een spoor dat in het Octopus-akkoord gevolgd werd en waaromtrent proefnemingen zouden gebeuren. Wat komt er ook niet - vice-eerste minister Dewael is hier niet meer, maar ik zou er hem naar gevraagd hebben -: de eenheid van rechtsmacht, de eenmaking van het kluwen van administratieve rechtbankjes, tuchtcolleges en weet ik wat allemaal, die perfect geïntegreerd zouden kunnen worden, naar buitenlands voorbeeld, in één arrondissementsrechtbank waar niet langer discussies zouden zijn over de bevoegdheid en waar het management zou kunnen gebeuren zoals het hoort.

Wat komt er niet? De horizontale integratie van het openbaar ministerie. Dat was nochtans afgesproken in het Octopus-akkoord. Wat komt er niet? De Nederlandstalige en Franstalige magistratenschool, ook afgesproken in het Octopus-akkoord. Wat komt er niet? Een decente regeling voor de aangrijpende, steeds meer voorkomende, problematiek van de dementerende bejaarden. Die hebben niet alleen nood aan bescherming van hun goederen – collega Goutry heeft daarover een goed wetsvoorstel ingediend, dat ook wet geworden is – maar ook aan bescherming van hun persoon, wat in ons recht nog altijd niet geregeld is. Tal van belangrijke maatschappelijke punten worden dus uit het oog verloren.

Ik kom tot het budget, mijnheer de eerste minister. Het budget benadert u ook voluntaristisch. De toestand in dit land is dramatisch aan het verslechteren. De economie trekt nog altijd niet aan. Integendeel, er zijn elke dag meer faillissementen. Elke dag komen er 100 werklozen bij. De vergrijzing vormt een enorme uitdaging. Er is een enorme onderactiviteit. Wij scoren heel laag in Europa inzake participatiegraad en activiteitsgraad. Maar dat blijkt allemaal niet uit uw tekst. U hebt het zoals altijd over uitdagingen, een nieuwe golf van hervormingen, mobilisering van alle dynamische krachten. Een nuchtere analyse ontbeer ik in uw teksten.

Meer nog: wie wijst op de ernst van de toestand en een kritische analyse wil maken, wordt nu al door u ervan beschuldigd de oorzaak te zijn van het niet halen van de doelstellingen. U verlaat de normen van de Hoge Raad voor de Financiën die een totaal overschot van 0,7% van het BBP wil in 2007. U bent weinig ambitieus: u vergenoegt zich met een overschot van 0,3% in 2007. Nochtans zegt de Hoge Raad voor de Financiën dat het behalen van een overschot van 0,7% van het BBP noodzakelijk is om bij het begin van het volgende decennium met een overschot van 1,5% van het BBP de budgettaire strijd tegen de vergrijzing te kunnen aangaan. Dat, mijnheer de eerste minister, zijn hypotheeken die wegen op de toekomst van de jeugd. U lost die hypotheeken niet af. U grijpt naar gelegenhedenoplossingen, niet naar structurele maatregelen.

Ondanks de budettaire krapte – de reële jaarlijkse groei van de

l'abrogation de la loi sur l'accès rapide à la nationalité belge. Mais il est clair à présent que les immigrants obtiendront le droit de vote aux élections communales sans aucune condition d'intégration. D'aucuns parlent de la *coopération interculturelle*. En Flandre, il n'existe qu'une seule culture publique : la culture flamande. Cela signifie qu'il faut apprendre la langue de la région où l'on réside. A cet égard, d'autres missions auraient pu être confiées au Centre pour l'égalité des chances.

Le projet visant à modifier la loi sur les entreprises publiques m'effraie davantage encore. La Poste aurait pour mission de ne plus distribuer aucun document prétendument raciste. Les pamphlets du N-VA dénonçant les transferts injustifiés pourraient être refusés car le MR considère que leur contenu est raciste. Je demande que les libertés libérales inscrites dans la Constitution soient garanties. La Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg adopte en l'espèce une attitude particulièrement réservée et rappelle à l'ordre tout Etat souhaitant adopter une mesure de censure préventive.

L'accord de gouvernement contient un passage sur la poursuite de la construction de l'Etat fédéral. J'y ai lu la confirmation de l'accord néfaste du 22 avril 2002. Le Forum doit se fonder sur cet accord qui a été le prix à payer pour organiser la réforme électorale.

Cet accord se fonde sur le projet d'un Sénat paritaire et une Région bruxelloise à part entière disposant d'une autonomie constitutive. Cela confirme que Bruxelles-Hal-Vilvorde ne sera pas scindé. Le premier ministre confirme-t-il que l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde ne sera pas scindé? L'arrêt de la Cour d'arbitrage, rendu à la demande du NV-A, impose une nouvelle réglementation.

Si l'on fait coïncider les dates d'élections du gouvernement fédéral

federale uitgaven bedraagt slechts 1,2% - kondigt u heel wat maatregelen aan die eigenlijk, mijnheer de eerste minister, op het gewestelijke beleidsniveau zouden moeten worden genomen.

Wie hier de verdediger is of zich voordoet als de verdediger van de Vlaamse autonomie – van wat al is verworven – zou toch moeten weten dat uw regeerakkoord een terugschroeven is van deze autonomie.

U zult een betere toegang tot het zelfstandig ondernemen realiseren. Daarvoor zult u werk maken van nieuwe mogelijkheden voor particulieren om kapitaal in KMO's te beleggen. Excuseer mij, maar dit is een zuiver gewestelijke bevoegdheid. Sinds Lambermont hebben de Gewesten de bevoegdheid om belastingverminderingen in de personenbelasting – spijtig genoeg niet in de vennootschapsbelasting – toe te kennen die betrekking hebben op hun bevoegdheden. Het Vlaams Gewest wil daarvan ook gebruikmaken om het aanbod van risicokapitaal te verhogen. Ik spreek over de zogenaamde Archimedes-regeling, die uw vice-premier, de heer Dewael, zeer welbekend is. De Vlaamse regering moet al maanden wachten op het advies van de Raad van State en ondertussen is uw federale regering bezig met de bezetting van dit Vlaamse terrein. U bent bezig het gras voor de voeten van de regering-Somers weg te maaien.

Ik verwijs naar het Kringloofonds dat uw minister Vande Lanotte heeft gelanceerd en dat steun moet geven aan kringloopwinkels. Dat is een zeer goed initiatief, maar het gaat om tal van gewestelijke bevoegdheden. Dit Kringloofonds geeft steun aan VZW's, sociale werkplaatsen, buurtdiensten, projecten inzake beroepsopleiding, ontwikkelingsorganisaties, enzovoort. Dit is in tal van zaken gewestelijke materie. U hebt niet eens de financiële sector of het Vlaams Gewest betrokken bij de lancering van het plan.

Een derde voorbeeld. Op het einde van de vorige regeerperiode heeft minister Daems zich eveneens op gewestelijk terrein begeven. Hij heeft het Startersfonds opgericht in het kader van het Federale Participatiefonds. Dit fonds verschaft goedkope leningen aan KMO's. Het Startersfonds werd de toelating gegeven om ook fiscaal voordelige obligaties uit te geven.

Beide instrumenten – het Kringloofonds en het Federale Participatiefonds – zijn in feite instrumenten die de gewestelijke overheid de mogelijkheid zouden moeten geven om een eigen gewestelijk, sociaal-economisch beleid te voeren.

Ik kom tot het vierde voorbeeld. De Gewesten worden uitgenodigd om samen met de werkgeversorganisaties een stappenplan uit te werken voor investeringen in O & O. Mijnheer de eerste minister, het zal u wellicht niet bekend zijn, maar het zal uw vice-premier, de heer Dewael, bekend zijn dat de Vlaamse regering reeds zo'n stappenplan heeft opgesteld, waarbij jaarlijks wordt voorzien in een extra impuls van 60 miljoen euro voor Onderzoek & Ontwikkeling.

Mijn vijfde voorbeeld. U kondigt in uw regeerverklaring maatregelen aan die de arbeidsbemiddelingdiensten actiever moeten maken. Arbeidsbemiddeling is, behoudens vergissing van mij, een gewestelijke aangelegenheid.

Zesde voorbeeld. U zegt in het regeerakkoord dat er nieuwe mogelijkheden komen voor particulieren om kapitaal in KMO's te beleggen. Ook hier gaat het om een gewestelijke bevoegdheid.

Mijnheer de eerste minister. budactair was het allemaal rozenaur en

du NV-A, impose une nouvelle réglementation.

Si l'on fait coïncider les dates d'élections du gouvernement fédéral et des gouvernements des entités fédérées, l'autonomie flamande dans ce domaine sera réduite. Lorsque l'accord de gouvernement prévoit que les conseils des entités fédérées seront appelés "parlements", aucune réserve n'est formulée pour le Conseil régional bruxellois. Bruxelles se voit octroyer annuellement 125 millions d'euros de moyens supplémentaires sans contrepartie.

Le premier ministre doit apporter des éclaircissements. Le Forum fonctionnera-t-il bien sur la base d'un agenda ouvert? La scission de Bruxelles-Hal-Vilvorde était encore avancée comme une priorité dans le programme électoral du VLD. En outre, le VLD a annoncé être partisan d'une poursuite de la défédéralisation.

Spirit a adopté une attitude plus dure encore. Sa présidente, Els Van Weert, a fulminé contre l'accord sur la réforme de la loi électorale qui fait à présent partie de l'accord de gouvernement et contre l'intention de faire de Bruxelles une Région à part entière. Elle a déclaré que les élus de Spirit n'approuveraient ni un Sénat paritaire ni l'autonomie constitutive, pas davantage sous une législature suivante. Spirit va-t-il approuver cet accord de gouvernement?

maneschijn tijdens de regeringsonderhandelingen. Het zou allemaal perfect verlopen en u zou gewoontegetrouw maatregelen nemen die de burger geen pijn zouden doen. De regering was drie dagen oud of er werden drie nieuwe belastingen goedgekeurd. Onder het mom van het halen van de Kyoto-norm moet het tweeverdienergezin meer belastingen gaan betalen voor benzine, stookolie en diesel, wordt de elektriciteitsbelasting verhoogd en wordt de belasting op kasbons en aandelen aan toonder verhoogd. Was uw minister van Energie hier nu geweest, mijnheer de eerste minister, dan zou ik haar hebben gevraagd of zij niet bang is dat zij een discriminerende maatregel aan het uitvaardigen is.

Ik heb namelijk begrepen dat wie verwarmt met aardgas, vrijgesteld zou worden van dergelijke belasting. Ik zou u toch eens iets willen vragen. U zegt dat wie verwarmt met aardgas, minder belasting zou moeten betalen. Ik zou u de raad willen geven eens na te gaan hoeveel mensen in Vlaanderen – in Wallonië zal dat ongetwijfeld evenzeer het geval zijn – niet eens de kans hebben met aardgas te verwarmen om de eenvoudige reden dat de nutsleiding niet langs hun woning passeert. Het zou me niks verwonderen dat u komt tot percentages van 20 tot 30 en dat u dus met een regeling zit die aardig discrimineert en die in strijd is met het grondwettelijke gelijkheidsprincipe.

In verband met de verdraagzame samenleving, mijnheer de eerste minister, had ik van een regering met een VLD-premier verwacht dat u minstens over verplichte inburgering zou praten, dat u het niet zou laten bij het bevorderen van de inburgering, dat u minstens die snel-Belg-wet zou terugschroeven. Ik heb geen enkel debat gevoerd voor de verkiezingen met uw collega's uit uw partij, of ik hoorde unisono uit hun mond dat die snel-Belg-wet een slechte wet is, dat die geen integratievereiste vooropstelt en dat die snel-Belg-wet in de kortste keren moest veranderen. Welnu, ik merk daar geen woord van. Integendeel, het is nu al duidelijk dat gemeentelijk stemrecht voor vreemdelingen er zal komen zonder integratievereiste, zonder dat de snel-Belg-wet zal worden teruggeschoefd. Mijnheer de eerste minister, ik lees heel veel over de interculturele samenleving en ik zou daar bij gelegenheid nog wel eens over willen debatteren. Voor NVA is het zo dat privé-cultuur een privé-aangelegenheid is, maar dat er in Vlaanderen en in Wallonië maar één publieke cultuur is. Wat ons betreft is dat in Vlaanderen de Vlaamse publieke cultuur en die vergt dat men de taal leert van de streek waar men gaat wonen. Dat men dus, mijnheer de eerste minister, op dit punt misschien andere opdrachten had kunnen geven aan het Centrum voor Gelijke Kansen, is u ook blijkbaar ontsnapt. Ik hoor nochtans de laatste tijd ook uit andere hoeken pleiten voor andere opdrachten voor dit Centrum, veeleer dan repressieve opdrachten.

Waar ik helemaal bang van ben, mijnheer de eerste minister, is de bepaling in het regeerakkoord waarin u schrijft dat u de wet op de overheidsondernemingen zult veranderen, teneinde aan De Post opdracht te geven om wat dan blijkbaar in uw ogen of in die van de MR – ik weet het niet, want ook de NVA heeft blijkbaar een klacht aan haar been wegens racisme – of van weet ik veel wie racistisch is, niet langer te verspreiden. Dat betekent dus dat een partij als de NVA, dat partijen in Vlaanderen niet langer pamfletten zullen mogen verspreiden waarin zij onrechtvaardige transfers aanklagen, want dat wordt dus blijkbaar door uw Franstalige coalitiepartner geïnterpreteerd als een daad van racisme. Mijnheer de eerste minister, ik zou u met aandrang willen vragen - en ik weet uit ervaring trouwens dat uw VLD-fractie daarin niet zal meegaan - om de liberale vrijheden die in de Grondwet staan, om de vrijheid van drukpers die uitdrukkelijk in de Grondwet staat en waarin uitdrukkelijk bepaald wordt dat er een preventieve

censuur mag uitgevoerd worden, om de liberale vrijheid van meningsuiting in d haar sterkte te bewaren en te behouden. Ik kan u trouwens zeggen dat het Europees Hof voor de Rechten van de Mens in Straatsburg op dit vlak zeer terughoudend is en elke preventieve, censurerende maatregel terugfluit, met recht en reden.

Ik kom tot slot, mijnheer de eerste minister, tot de Vlaamse staatsvorming. Ik lees op bladzijde 52 van uw regeerakkoord, een beetje weggemoffeld, de desbetreffende passage. Ik lees die onder een zeer verhullende, een veelzeggende titel: "De verdere uitbouw van de federale Staat". Ik heb reeds gewezen op de federale recuperatie in dit regeerakkoord. Op niet minder dan 6 punten vaardigt u maatregelen uit die behoren tot de bevoegdheid van de Vlaamse regering. Ik ben eens benieuwd wat minister-president Somers hierover zal verklaren op het moment dat hij hiervan kennis krijgt.

Mijnheer de eerste minister, erger is dat ik in uw regeerakkoord de bevestiging lees van het nefaste akkoord van 26 april 2002. U zegt dat het forum, dat moet leiden tot verdere stappen in de staatshervorming, het akkoord van 22 april 2002 als uitgangspunt neemt. Collega's, dat was de prijs die eerste minister Verhofstadt betaald heeft voor de fameuze kieshervorming, voor de fameuze provinciale kieskringen waarvan de PS niets wilde weten. De PS heeft in het nachtelijke akkoord uiteindelijk bedongen dat er een zware prijs voor betaald zou worden. Dat was de prijs voor de kieshervorming waarmee u ook de ondemocratische drempel ingevoerd hebt met de bedoeling de N-VA uit dit halfroond te houden, mijnheer de eerste minister. Dat is u alsnog niet gelukt.

Collega's, het akkoord van 26 april 2002 gaat uit van een paritaire Senaat. Het vertrekt dus van het afschaffen van de Vlaamse meerderheid in de Senaat. Dit akkoord gaat uit van de volwaardigheid van Brussel als Gewest. Dit akkoord verleent aan Brussel constitutieve autonomie. Ondanks de zogezegde open agenda die de heer De Gucht hier is komen uiteenzetten, bevestigt dit akkoord met zoveel woorden dat Brussel-Halle-Vilvoorde niet gesplitst wordt. Het werd getekend door alle partijen. Mijnheer de eerste minister, als u dus even de moed en de moeite zou willen opbrengen om te luisteren en vooral om mij een antwoord te geven, dan wil ik u bij deze toch uitdrukkelijk het volgende vragen. Uw regeerakkoord zegt met zoveel woorden dat het uitgaat van het akkoord van 26 april 2002. Impliceert dat dat de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde niet gesplitst wordt? U bent dat in 2002 overeen gekomen met uw partners. U moet natuurlijk ingevolge het arrest van het Arbitragehof tot een nieuwe regeling komen. Dat arrest werd gevelde na een klacht van de N-VA. Tegelijkertijd betonneert u de unitaire kieskring door het akkoord van 26 april 2002 te hernemen.

Het verontrust mij ook dat u van plan bent om iets te doen aan de verkiezingsdata voor de federale en de deelstaatverkiezingen. Wat anders kan dat zijn dan dan die data samen zullen vallen en dat de autonomie die Vlaanderen op dit punt verworven heeft, wordt teruggeschroefd. Het verontrust mij ook dat zonder enig voorbehoud gezegd wordt dat de deelstaatraden de naam parlement zullen dragen. Dit betekent dus meteen dat dus de Brusselse Hoofdstedelijke Raad de naam parlement zal krijgen, als ik goed kan lezen.

Het valt mij op dat u nu reeds zonder enige tegenprestatie aan Brussel 125 miljoen euro per jaar extra toekent. U doet dat zonder dat daartegenover bedongen wordt dat Brussel zijn hoofdstedelijke functies ook tegenover de Vlamingen opneemt, mijnheer de minister. Laat staan dat u daartegenover bedongen hebt dat Brussel-Halle-Vilvoorde zal worden gesplitst.

Mijnheer de eerste minister, het zou dus goed zijn dat u duidelijkheid verschaft. Uw voorzitter is hier komen zeggen dat dit forum met een open agenda werkt en dat met andere woorden alles bespreekbaar is. Ik lees dat niet in dit regeerakkoord. Het zou mij benieuwen om het standpunt te kennen van de eerste minister, vooral in het licht van de VLD-programmapunten, die op het communautaire vlak heel stoer waren. Ik lees dat voor de VLD de splitsing van Brussel-Halle-Vilvoorde een prioriteit is. Ik lees dat voor de VLD bevoegdheden als tewerkstelling en mobiliteit toegekend moeten worden aan de deelstaten.

Wat spirit betreft, is het natuurlijk nog sterker, collega's. Collega's van spirit, ik zou uit talloze publicaties kunnen citeren, maar ik hou het bij een citaat uit één parlementaire uiteenzetting van uw voorzitter, mevrouw Van Weert, naar aanleiding van de kieshervorming tien maanden geleden.

Toen fulmineerde mevrouw Van Weert heel erg tegen dat akkoord. Zij wees dat akkoord inzake de kieshervorming volledig van de hand. Exact datzelfde akkoord, collega Van Weert, is nu in dit regeerakkoord opgenomen. U haalde toe heel zwaar uit naar de VLD. Ik citeer u even, opdat u uw woorden nog eens goed voor ogen zou hebben: "De VLD doet haar reputatie, die ze in de oppositie had opgebouwd als nieuwe Vlaamse partij, geen eer aan. Bij de eerste de beste onderhandeling slaagt ze er niet in de splitsing van het kiesarrondissement Brussel-Halle-Vilvoorde te verkrijgen, maar geeft ze wel de pariteit in de nieuwe Senaat cadeau en laat ze knabbelen aan de verdragsbevoegdheden van de Gemeenschappen en Gewesten".

In diezelfde toespraak, collega Van Weert, fulmineert u tegen de bedoeling om van Brussel een volwaardig derde Gewest te maken en tot slot volgt uw uitspraak, en ik citeer opnieuw: "Laat mij klaar en duidelijk zeggen dat de spirit-verkozenen noch de paritaire Senaat, noch de constitutieve autonomie zullen steunen, niet nu en ook niet in een volgende legislatuur". Ik vraag hier uitdrukkelijk, mevrouw Van Weert – ik heb tot mijn spijt uit de mond van uw aanvoerder, zoals hij zich noemt, daaromtrent niets gehoord – wat spirit zal doen met dit regeerakkoord. Keurt spirit dit regeerakkoord goed? Maakt u voorbehoud? Onthoudt u zich? Zal spirit de paritaire Senaat en de constitutieve autonomie van Brussel goedkeuren? Zal spirit zich verzetten tegen de opname in dit regeerakkoord van de niet-splitsing van Brussel-Halle-Vilvoorde? Ik zie en ik hoor dat collega Van Weert wil interveniëren.

De **voorzitter**: Mijnheer Bourgeois, u bent stilaan aan het einde van uw spreektijd.

01.23 Els Van Weert (sp.a-spirit): Mijnheer Bourgeois, ik heb niet de gewoonte om vragen onbeantwoord te laten, maar ik kan u maar één ding aanraden: lees de tekst van het regeerakkoord op dat punt eens goed. Daar staat dat wij in het forum over al die zaken zullen praten, vertrekkende van het akkoord, maar wij zullen in het forum daarover praten. Ik heb mijn woord tot op heden dus niet gebroken en ik raad u aan om het akkoord gewoon eens goed te lezen.

01.24 Geert Bourgeois (N-VA): Ik heb de gewoonte om dit soort teksten nogal zeer aandachtig te lezen. Wel, collega Van Weert, ik zal u dan letterlijk zeggen wat in dit regeerakkoord staat. U zegt: "Ik heb de gewoonte om te antwoorden op vragen die mij gesteld worden". Ik krijg echter geen antwoord. Zal spirit ia dan neen de paritaire Senaat

01.23 Els Van Weert (sp.a-spirit): J'invite M. Bourgeois à lire attentivement le texte de l'accord de gouvernement. Toutes ces matières seront abordées dans le cadre du Forum. L'accord de gouvernement servira de point de départ mais nous en discuterons. Je n'ai pas failli à ma parole.

01.24 Geert Bourgeois (N-VA): Je n'ai pas obtenu de réponse à la question de savoir si Spirit soutiendrait le projet de Sénat paritaire. d'autonomie constitutive

goedkeuren? Zal spirit akkoord gaan met de constitutieve autonomie voor Brussel? Zal spirit akkoord gaan met de niet-splitsing van Brussel-Halle-Vilvorde?

Ik citeer letterlijk uit dit regeerakkoord: "Dit forum zal, vertrekkende van het akkoord van 26 april, de voorstellen tot herziening van de Grondwet en de wetsvoorstellen voorbereiden die onder meer zullen moeten leiden tot de hervorming van het tweekamerstelsel, de constitutieve autonomie van het Brusselse Gewest, de herziening van artikel 195 en de verkiezingsdata van de federale en de deelstaatverkiezingen en de toekenning van het predikaat Parlement". Ik kan nog vrij behoorlijk lezen. Ik kan teksten lezen, mijnheer de eerste minister, maak u geen zorgen. Ik had gehoopt vanwege spirit een klaar en duidelijk antwoord te krijgen, maar ik krijg veeleer een jezuïetenantwoord dan een spiritueel antwoord.

(...)

Mijnheer de voorzitter, ik wil besluiten en ik hoop, ik heb het al gezegd, dat de eerste minister zich de moeite getroost om straks antwoord te geven op de talloze vragen die ik hem gesteld heb. Ik heb namelijk tot mijn spijt geen antwoord gekregen op de vele vragen die ik gesteld heb. Mijnheer de eerste minister, VLD en vooral spirit hadden veel hoge verwachtingen gewekt. Voor de VLD moest het mobiliteitsbeleid in Vlaamse handen komen, moest het tewerkstellingsbeleid in Vlaamse handen komen, moest het gezondheidsbeleid in Vlaamse handen komen. Van dit alles lees ik nu niets. Wij worden afgescheept met een zogezegde open agenda van dit forum, maar daar staat niets tegenover. Integendeel, de toezegging van de bijkomende middelen voor Brussel is uit de brand gesleept door de Franstaligen, zonder dat hun zelfs maar gezegd wordt dat zij minstens de elementaire hoofdstedelijke plichten ten opzichte van de Vlamingen - ik denk aan het naleven van de taalwetten - moeten nakomen.

Voor de NVA, mijnheer de eerste minister, zijn er vijf resoluties die onmiddellijk uitgevoerd moeten worden, die onze toekomst en onze welvaart moeten verzekeren. Ik heb het dan over een eigen tewerkstellingsbeleid voor Vlaanderen. Wij hebben verschillende noden in Vlaanderen en Wallonië. Ik heb het over een eigen fiscaal beleid, dat absoluut noodzakelijk is in Vlaanderen.

Ik denk ook aan een eigen gezondheidsbeleid. Ik heb akte genomen van het dreigement van uw voorzitter, de heer De Gucht, aan het adres van de Franstaligen dat als er geen structurele oplossingen komen wij zullen zien wat wij zullen zien en wij zullen meemaken wat wij zullen meemaken.

Voor de N-VA moet er een eigen Vlaams gezinsbeleid kunnen worden gevoerd, alsook een eigen mobiliteitsbeleid. Wij zullen niet nalaten om de noodzaak van al deze hervormingen te beklemtonen. Wij zullen dat doen vanuit geen ander belang dan dat van zes miljoen Vlamingen. Vanuit die optiek, mijnheer de eerste minister, mijnheer de voorzitter, zullen wij het handelen en vooral het niet-handelen van deze regering beoordelen.

01.25 Colette Burgeon (PS): Monsieur le président, madame et messieurs les ministres, chers collègues, étant donné que je ne représente pas un groupe à moi toute seule, je serai nettement plus brève que M. Bourgeois, je vous rassure. Dans cette intervention, j'aborderai brièvement quelques éléments importants des chapitres de la déclaration gouvernementale consacrés à l'emploi et à la sécurité

et le maintien de Bruxelles-Hal-Vilvorde. L'accord de gouvernement serait fondé, dit-on, sur l'accord du 26 avril 2002.

Pour la N-VA, la Flandre doit pouvoir mettre en œuvre ses propres politiques en matière d'emploi, de fiscalité, de soins de santé, de famille et de mobilité. C'est sous cet angle que nous évaluerons l'action, et surtout l'inaction, du gouvernement.

01.25 Colette Burgeon (PS): Inzake de vermindering van de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid hebben de Franstalige socialisten steeds gepleit voor een zeer grote omzichtigheid. Nochtans

sociale pour terminer par une problématique qui me tient à cœur, celle des créances alimentaires.

Le gouvernement nous propose une réduction des charges patronales de sécurité sociale à concurrence de 800 millions d'euros sur une base annuelle. En cette matière, les socialistes francophones ont toujours plaidé pour une très grande prudence. Toutefois, cette diminution des charges remporte notre adhésion car, au lieu de renforcer les réductions linéaires, le gouvernement a eu la sagesse de cibler les nouvelles réductions au profit de l'emploi de cinq groupes de travailleurs fragilisés sur le marché de l'emploi. Le choix de ces cinq groupes-cibles nous semble particulièrement judicieux. Il ne s'agit pas d'un cadeau sans contrepartie aux entreprises puisque cet effort devra être assorti d'engagements concrets de la part des partenaires sociaux, tant au niveau de l'emploi qu'au niveau de la formation.

Sur ce dernier point, je rappelle que nous avons plaidé à maintes reprises pour un effort particulier des entreprises dans la formation professionnelle. Le dernier accord interprofessionnel s'est fixé comme objectif d'atteindre à l'horizon 2004 la moyenne des trois principaux partenaires de notre pays. S'il s'avère que les efforts de formation réalisés par les entreprises ont effectivement chuté, le gouvernement ne pourra rester indifférent à cette situation.

Une remarque s'impose quant à la technique suggérée pour le groupe-cible des emplois de haute qualification. Introduire un plafonnement des cotisations pour ces emplois spécifiques est une atteinte au principe de solidarité de notre assurance sociale. La lutte contre les faux indépendants motive cette démarche. On peut en évaluer la pertinence mais il ne faudrait pas que l'exception des "nouveaux emplois de la connaissance" crée un précédent contestable.

Le gouvernement nous propose par ailleurs un "bonus crédit d'emploi" dont les modalités pratiques restent à préciser, qui intègre l'ensemble des moyens fiscaux et parafiscaux existants et qui crée un avantage financier qui s'ajoute au salaire horaire net. Maintenir une tension suffisante entre les allocations sociales et les revenus du travail est essentiel. Mais ici aussi, il faudra veiller à ce que la technique utilisée ne puisse aboutir à un transfert massif de la solidarité entre les revenus du travail.

En tout cas, le groupe PS se félicite que la problématique du travail à temps partiel avec allocation de garantie de revenus reçoive une réponse encourageante sous cette législature. Il ne faut pas promouvoir le temps partiel par des avantages disproportionnés par rapport au temps plein, mais il convient que le travailleur soit toujours encouragé à augmenter ses prestations. Nous sommes également demandeurs d'une harmonisation des différents statuts du travail à temps partiel dont la complexité est telle que plus personne ne s'y retrouve.

Créer 25.000 emplois supplémentaires dans les services de proximité, c'est aussi un défi très important.

La dynamique amorcée par la loi sur le contrat de travail en ALE doit se poursuivre. Les activités ALE s'apparentent toujours à de "l'occupationnel amélioré". Il faut mettre un terme à la dualité entre, d'une part, un système de "petits boulots" prestés par des travailleurs confinés dans un statut hybride entre le chômage et le travail et, d'autre part, un système professionnel et concurrentiel. Nous soutenons donc le passage des travailleurs ALE dans le système des "chèques-services".

keuren wij deze vermindering goed omdat de regering de nieuwe lastenverlaging wijselijk zal aanwenden voor de tewerkstelling van vijf categorieën van kansarme werknemers. Als tegenprestatie moeten de bedrijven zowel op het stuk van de werkgelegenheid als van de opleiding concrete verbintenissen aangaan.

We hebben er al vaak voor gepleit dat de ondernemingen een bijzondere inspanning moeten leveren op het vlak van de beroepsopleiding. Indien blijkt dat de inspanningen van de ondernemingen inzake opleiding achteruit zijn gegaan, moet de regering de gepaste conclusies trekken.

Het begrenzen van de bijdragen voor de doelgroep van hooggekwalificeerde beroepen betekent een aantasting van het solidariteitsbeginsel. De relevantie ervan kan worden beoordeeld, maar het mag niet tot een betwistbaar precedent uitgroeien.

Wat de werkbonus betreft moet men er blijven op toezien dat er geen al te grote solidariteitsoverdracht ontstaat tussen de inkomens uit arbeid.

De PS-fractie verheugt er zich over dat de wijze waarop wordt ingegaan op de problematiek van de deeltijdse arbeid met inkomensgarantie-uitkering het beste laat verhoppen voor de toekomst. Wij zijn tevens vragende partij voor een harmonisering van de verschillende statuten van deeltijdse arbeid.

Het scheppen van 25.000 nieuwe banen in de buurtdiensten vormt eveneens een grote uitdaging.

De door de wet op PWA-arbeidscontracten op gang gebrachte dynamiek moet zich kunnen doorzetten. Wij steunen de overheveling van de PWA'ers naar het systeem van de "dienstencheques".

De relatie leeftijd-werk zal mettertijd evolueren. Vandaar maa de

Le relèvement du taux d'activité des aînés sera un autre grand défi de cette législature. Les relations "âge – travail" sont des relations dynamiques appelées à évoluer dans le temps. Auparavant, le recours massif aux différentes formes de préretraite pouvait se justifier dans une optique conjoncturelle de lutte contre le chômage des jeunes. Aujourd'hui, alors que ce sont des classes d'âge en nette diminution qui arrivent sur le marché du travail, le recours à cette forme de préretraite ne peut plus devenir un mode de régulation structurel du marché du travail. Le groupe PS tient à rappeler le rôle d'encadrement social que jouent les systèmes de prépension dans le cas d'importantes restructurations ou de fermetures d'entreprises. Dans ce sens, leur maintien permet d'éviter des drames sociaux et il est hors de question, pour nous, de les remettre en cause.

Dans ce débat, le discours patronal qui exige d'augmenter le taux d'activité des âgés et de freiner les prépensions est sans doute valable à l'échelle "macroéconomique" mais est totalement contredit en "microéconomie", où l'on estime que la prépension reste utile pour maîtriser des problèmes sociaux. Une politique visant à prendre en compte la problématique des travailleurs âgés doit tenir compte à la fois des demandes des travailleurs et des employeurs, mais également des exigences de la société dans son ensemble, notamment celles d'équité entre les travailleurs. Reporter le coût des travailleurs âgés sur la collectivité n'est pas tenable ni justifiable. Par conséquent, une politique de responsabilisation des employeurs s'impose. Notons que cet effort s'est déjà amorcé dans le cadre de l'exécution de l'accord interprofessionnel 2003-2004 et qu'il doit se poursuivre.

Le relèvement du taux d'emploi des aînés passera par d'autres mesures préventives pour les travailleurs encore actifs. Je pense ici à des formes plus audacieuses d'aménagement des fins de carrière. Une excellente mesure serait de conditionner les licenciements collectifs de travailleurs âgés à la redistribution du travail disponible. Reste évidemment la question du contrôle d'un tel système.

En ce qui concerne le travail autorisé des retraités, la question d'un processus de libéralisation complète du travail est ouverte. Si le travail des seniors apporte une plus-value incontestable à la société, en termes de savoir-faire, d'expérience et d'épanouissement, il faudra rester attentif à ne pas initier une concurrence avec le groupe-cible des travailleurs de plus de 45 ans et, ainsi, occulter les priorités de la politique de l'emploi.

Enfin, dans le secteur du chômage, nous nous félicitons de la suppression de la mesure obsolète du contrôle communal des chômeurs indemnisés. Quant à la suspension de l'article 80, première étape avant son abrogation, nous ne pouvons que nous en réjouir. Mais il faut éviter la tentation qui consisterait à remplacer le dispositif par un système inadapté de contrôle de la disponibilité sur le marché de l'emploi. Pour nous, il faut que la responsabilité de la réinsertion sur le marché du travail soit mieux partagée entre le demandeur d'emploi et les organismes de placement. Ceci plaide pour un accompagnement individualisé de tous les chômeurs.

Dans la continuité de la politique de la précédente majorité, de nouvelles mesures permettront de mieux concilier la vie professionnelle et la vie familiale. J'en retiendrai deux.

1° Le "compte épargne-temps". Il s'agit d'un nouveau droit du travailleur, mais il conviendra de veiller à son effectivité sur le terrain. En d'autres termes, cette nouvelle forme de flexibilité doit déboucher sur une réelle liberté du travailleur et ne pourra se construire que sur une base

bruggpensioenregeling geen middel meer zijn om tot een structurele regeling van de arbeidsmarkt te komen. Bij grootschalige herstructureringen of bedrijfssluitingen mogen de bruggpensioenregelingen echter niet ter discussie worden gesteld.

Het bruggpensioen blijft een nuttig instrument om de sociale problemen aan te pakken. Het is onhoudbaar en onverantwoord om de kostprijs van de oudere werknemers op de gemeenschap af te wentelen. Men moet de werkgevers op hun verantwoordelijkheid terzake blijven wijzen.

Om de werkgelegenheidsgraad van ouderen op te trekken, zullen gedurfde eindeloopbaanregelingen moeten worden uitgewerkt.

We moeten ervoor waken dat de maatregel inzake de toegelaten arbeid door gepensioneerden de prioriteiten van het werkgelegenheidsbeleid niet gaat overschaduwen.

We zijn verheugd over de afschaffing van de verouderde gemeentelijke controle van de uitkeringsgerechtigde werklozen. Ook de schorsing van artikel 80 stemt ons tevreden. Er mag echter ook geen onaangepast controlesysteem van de beschikbaarheid op de arbeidsmarkt in het leven worden geroepen. Wij pleiten voor een geïndividualiseerde begeleiding van alle werklozen.

We zullen erover moeten waken dat de tijdspaarrekening de werknemer ook echt de vrije keuze laat.

Wat de strijd tegen de schijnzelfstandigheid betreft, willen we de minister van Arbeid suggereren de voorwaarden vast te stellen waaraan de werknemers van deze of gene sector moeten voldoen om als zelfstandigen te kunnen worden beschouwd.

Wat de harmonisering van de statuten van arbeider en bediende betreft, vertrouwen we erop dat ons

volontaire.

2° La lutte contre le phénomène des faux indépendants. Nous nous trouvons aujourd'hui face à une jurisprudence erratique qui présente des jugements contradictoires dans des situations pourtant très proches. Il est urgent de lutter activement contre ce fléau qui a un impact non négligeable sur les finances de notre sécurité sociale. Nous suggérons à notre nouveau ministre de l'Emploi et du Travail de déterminer, en concertation étroite avec les partenaires sociaux, à quelles conditions et moyennant le respect de quelles formalités les travailleurs de tel ou tel secteur pourraient être occupés en qualité d'indépendants.

Je terminerai par la perspective d'harmonisation des statuts d'ouvrier et d'employé.

Cette problématique a déjà suscité de nombreux débats. La distinction entre travailleurs manuels et travailleurs intellectuels est ressentie comme discriminatoire et vexatoire dans la société actuelle.

Par rapport à cet enjeu, les socialistes francophones entendent réitérer leur confiance à la maturité de notre modèle de concertation sociale qui ne circonscrit pas les enjeux au seul partage des gains de productivité, mais également à des valeurs d'égalité et de bien-être en général. En tant qu'interlocuteur privilégié et obligé de la concertation sociale, le pouvoir exécutif a cependant un rôle capital à jouer. Les choses doivent progresser sans tarder et nous y serons attentifs, non seulement sur le travail à accomplir mais aussi sur la manière d'y arriver.

Rappelons que l'intégration européenne repose sur un principe d'égalité et qu'elle implique un progrès constant des conditions de vie et de travail. Tout rapprochement des statuts ne pourra donc s'effectuer que vers le haut, tant en ce qui concerne le droit du travail individuel que sur le plan du droit collectif et de la sécurité sociale.

Je vous livrerai à présent quelques considérations sur la sécurité sociale et les soins de santé.

"Une sécurité sociale renforcée", voilà un chapitre qui ne peut que nous satisfaire!

Pendant des décennies, la sécurité sociale a durement contribué à l'assainissement des finances publiques, entre autres par la diminution systématique de la subvention de l'Etat. La part de la solidarité générale dans son financement est réduite aujourd'hui à une portion presque symbolique. Alors que l'Etat commence depuis 1999 à engranger les fruits de l'effet boule de neige inversé, la sécurité sociale doit, quant à elle, faire face à une série de nouveaux besoins et à des défis colossaux, dont celui du vieillissement de notre population.

Un juste retour des choses nous paraît donc indispensable. C'est la raison pour laquelle le groupe PS se félicite de la volonté du nouveau gouvernement d'adapter l'intervention de l'Etat, afin de garantir un équilibre financier durable de notre sécurité sociale.

Un autre point très encourageant de la déclaration de notre premier ministre est une programmation pluriannuelle de liaison au bien-être de certains plafonds salariaux et allocations sociales, ce qui sera de nature à renforcer la confiance vis-à-vis de notre assurance sociale.

Cette liaison à la courbe des salaires est particulièrement importante dans les secteurs. trop négligés ces dernières années. des accidents

sociaa l overlegmodel voldoende ontwikkeld is om dit dossier tot een goed einde te brengen. Toch is ook de inbreng van de regering van het allergrootste belang. Wanneer de statuten op elkaar worden afgestemd, mag zulks nooit een verslechtering inhouden.

Ik kom tot de sociale zekerheid en de gezondheidszorg: de PS is verheugd over de regeringsbeslissing om de staatstussenkomst op te trekken, met de bedoeling een duurzaam financieel evenwicht van onze sociale zekerheid te waarborgen. De meerjarenprogrammatie van de welvaartsaanpassing van bepaalde loongrenzen en sociale uitkeringen zal het vertrouwen in ons socialezekerheidsstelsel doen toenemen.

Op het stuk van de gezondheidszorg blijft de budgettaire toestand erg zorgwekkend. De regering heeft begrepen dat het noodzakelijk is om de reële groeinorm op te trekken tot 4,5 % per jaar. Dat is een fraaie prestatie!

De PS-fractie steunt de herwaardering van de huisartsgeneeskunde, die echter geen voorwendsel mag zijn om de ziekenhuiszorg te ontmantelen of om het inschakelen van de gespecialiseerde geneeskunde te beperken: het gaat erom dat de rol van de huisarts als aanvullend wordt beschouwd bij de andere niveaus van zorgverlening.

Om een veralgemeende goede praktijkvoering te waarborgen moeten de artsen op hun individuele verantwoordelijkheid worden gewezen. Het medisch beroep dient zichzelf te regelen en te corrigeren op basis van aanbevelingen.

In de ziekenhuissector dient de essentiële rol van de openbare ziekenhuizen te worden gewaarborgd.

Opdat de preventieve en de curatieve benadering elkaar zouden kunnen aanvullen. is op zijn minst

du travail et des maladies professionnelles mais aussi dans celui des pensions.

L'accord de gouvernement a pour ambition de poursuivre l'évolution convergente des statuts sociaux des travailleurs salariés et indépendants.

Les indépendants sont des acteurs très importants dans notre économie et nous savons que bon nombre d'entre eux vivent des situations parfois très proches de la pauvreté. Nous devons donc œuvrer en faveur d'un rapprochement entre indépendants et salariés, mais – attention – pas de n'importe quelle manière! On oublie trop souvent que la sécurité sociale n'est pas réductible à la seule logique de protection contre les aléas de l'existence. Il s'agit d'abord d'institutionnaliser une réelle solidarité dont toute société moderne a besoin pour être et continuer à être.

Nous nous félicitons donc que le gouvernement ait aussi retenu l'idée d'une plus grande solidarité à l'intérieur du régime des indépendants, ce qui constitue une nécessité avant toute discussion sur le renforcement de la solidarité générale au profit de ce statut social.

J'en arrive maintenant au chapitre des soins de santé.

Parmi tous les secteurs de la sécurité sociale, la situation budgétaire de l'assurance soins de santé reste la plus préoccupante parce que la confrontation récurrente des moyens réclamés et des ressources disponibles est encadrée par une norme de croissance dont les contraintes sont beaucoup trop fortes si nous voulons sauvegarder la spécificité de notre modèle de soins de santé, à savoir un niveau d'accessibilité et de qualité élevé.

Le gouvernement a compris la nécessité de relever la norme de croissance réelle de l'objectif budgétaire global soins de santé à 4,5% par an, soit plus ou moins 4,7 milliards d'euros. C'est une très belle performance.

Les soins de santé en Belgique sont universellement reconnus comme faisant partie des plus adaptés et des plus performants. Le taux de satisfaction du patient y est particulièrement élevé. A cet égard, il faut souligner que la médecine la meilleure marché, qu'il s'agisse de médecine générale ou de médecine spécialisée, est celle dont le patient a besoin. En outre, le patient d'aujourd'hui n'est plus celui que l'on rencontrait il y a quelques dizaines d'années. Il veut occuper une position centrale; les politiques menées sous les précédentes législatures ont d'ailleurs toujours eu ce souci constant de l'intérêt du patient et de replacer celui-ci aux commandes de sa propre santé.

Par conséquent, le redéploiement du système au départ des soins de première ligne ne signifie pas que les choix en matière de santé publique deviennent le monopole d'un des acteurs. Le groupe PS soutient la promotion de la médecine générale. Cette revalorisation ne peut être le prétexte à un démantèlement des réseaux hospitaliers ou à la limitation des recours utiles à la médecine spécialisée et aux technologies médicales. Il ne s'agit pas de faire de la médecine au rabais mais d'instaurer une réelle médecine de complémentarité, c'est-à-dire de promouvoir la communication entre généralistes et spécialistes, d'encourager la concertation pluridisciplinaire et d'optimiser l'information à destination du patient.

Par ailleurs, il faut tenir compte des compétences des médecins. Pour garantir l'universalité des bonnes pratiques, une approche équitable

een voor alle beleidsniveaus gemeenschappelijk coördinerend orgaan vereist. Dit punt is niet opgenomen in de regeringsverklaring en zou aandachtig moeten worden onderzocht.

Op het stuk van tewerkstelling dienen wij de kwalitatieve dimensie in te schrijven in onze strijd tegen de werkloosheid. Het in stand houden van een voor iedereen toegankelijke, kwalitatief hoogstaande gezondheidszorg is de enige mogelijkheid voor de toekomst. Binnen dit kader heeft de regering nieuwe prioriteiten en beleidslijnen vastgelegd, die ook de onze zijn.

De PS zal de regering steunen.

Wat de schuldvorderingen betreft, mag het niet zo zijn dat de overwinning die tijdens de vorige zittingsperiode werd behaald, een nederlaag wordt. De oplossing die in september werd verwacht, wordt voor 1 januari 2005 aangekondigd: dat is een beetje laat. Het zou trouwens om een eenheidsstelsel moeten gaan.

passer par la responsabilisation individuelle de chaque praticien. Pour nous, la profession médicale doit s'autoréguler sur la base de recommandations fondées sur l'évidence scientifique. C'est donc de manière préventive, en développant des instruments de soutien au corps médical, qu'il importera surtout d'appréhender la problématique de la responsabilisation. Toute voie privilégiant exclusivement le répressif ouvrirait la porte au rationnement des soins et constituerait une menace pour la liberté thérapeutique et le libre choix du patient.

Dans le secteur hospitalier, nous proposons la reconnaissance de la spécificité des hôpitaux publics. En raison de leur statut d'institution de droit public, ceux-ci doivent faire face à des charges particulières telle la prise en charge d'une patientèle précarisée. Il importe donc de garantir le rôle essentiel que jouent les hôpitaux publics dans notre société en définissant leurs missions et en leur octroyant un financement adéquat.

Une considération encore. La complémentarité des approches préventives et curatives exige au minimum un organe de coordination commun à tous les niveaux de pouvoir dont la mission serait de définir les grands axes d'une politique de prévention des risques de santé. Ce point, qui ne figure pas dans la déclaration gouvernementale, pourrait peut-être faire l'objet d'un examen attentif.

Quelques mots sur l'emploi et la sécurité sociale.

Toutes les analyses sociologiques démontrent que l'emploi, quand il est à n'importe quel prix, ne génère ni développement durable d'un point de vue économique, ni cohésion sociale, et encore moins sérénité et épanouissement personnel. Dès lors, il nous appartient d'intégrer la dimension qualitative dans notre combat pour l'emploi. Pour nous, cet emploi doit valoriser l'individu, se concilier avec d'autres moments de la vie, procurer une réelle sécurité d'existence et être exercé dans des conditions dignes et décentes.

Notre projet de société vise à maintenir en permanence des soins de santé de haute qualité, accessibles à tous et au meilleur coût. Nous sommes convaincus que là réside la seule voie d'avenir pour un système de santé dont l'efficacité est démontrée mais qui, confronté à un environnement en mutation rapide et profonde, doit encore accroître sa performance en termes de qualité, au service de l'ensemble de la population. C'est à l'intérieur de ce cadre pour l'emploi et pour la sécurité sociale que le gouvernement a défini de nouvelles priorités et des lignes d'actions. Ces priorités sont aussi les nôtres.

Sur ces questions et avec le souhait d'échanges fructueux avec les ministres responsables, le groupe PS apporte son soutien au gouvernement.

Je terminerai par un sujet qui me tient particulièrement à cœur, les créances alimentaires. Après une victoire, je ne voudrais pas que ce sujet nous amène à une certaine déception. Il est vrai qu'avec l'aide des associations de femmes, nous avons remporté une victoire lors de la législature précédente et nous avons même sablé le champagne. Je ne voudrais pas que cette victoire se transforme en défaite. On nous avait promis qu'une solution serait trouvée pour le mois de septembre. On nous parle maintenant – mais vous me confirmerez la date – du 1^{er} janvier 2005. Je trouve que c'est un peu tard.

Je tiens également à dire que si nous voulons un système, il faut que ce système soit unique, il ne faut pas deux poids deux mesures, les pauvres d'un côté, les plus nantis de l'autre. J'insisterai beaucoup pour

que ce système unique prenne cours le plus rapidement possible. C'est mon vœu le plus cher.

De **voorzitter**: Ik geef thans het woord aan mevrouw De Block. U houdt het kort, mevrouw De Block?

01.26 Maggie De Block (VLD): Mijnheer de voorzitter, ik zal het zoals gewoonlijk heel kort houden. Ik krijg van u toch niet meer tijd.

Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, mevrouw de minister, collega's, wat is de spil van het regeerakkoord? 200.000 jobs creëren in economisch moeilijke tijden is een ambitieuze uitdaging, die veel inzet en een optimistische benadering behoeft. De lat ligt immers hoog en succes is nooit gegarandeerd. Wanneer dat echter de centrale ingesteldheid is van alle actoren die zullen deelnemen aan de werkgelegenheidsconferentie, is er hoop op succes. Een stellingenoorlog of louter defensief spelen, zullen niet volstaan. Cruciaal element is dat de basis voor maximale jobcreatie kan worden geschapen. Ik wil hiervoor enkele elementen uit het regeerakkoord aanstippen.

Het regeerakkoord geeft alvast interessante incentives om van jobcreatie een speerpunt van het beleid te maken.

Dankzij de werkbonus wordt niet alleen een vereenvoudiging van drie bestaande maatregelen beoogd. Hij zal vooral resulteren in het belonen van de werkwilligen. Een werkloze die een job aanvaardt, moet vanzelfsprekend meer verdienen dan wanneer hij gewoon uitkeringsgerechtigd volledig werkloze zou blijven.

Voor de bedrijven wordt een forse lastenverlaging doorgevoerd. Ze valt wel wat kleiner uit dan wat wij vanuit de VLD voor de verkiezingen hadden voorgesteld. Alle omstandigheden in acht genomen, getuigt het sowieso van moed en ambitie om een lastenverlaging van deze omvang door te voeren. Bovendien is deze lastenverlaging geen einddoel. Wanneer de budgettaire omstandigheden het toelaten, blijft het onze ambitie te streven naar een versterking van de selectieve en structurele lastenverlaging.

Het feit dat bovendien vanaf 1 januari 2004 de vereenvoudiging van de banenplannen, die wij hier in de Kamer nog op het einde van de legislatuur hebben goedgekeurd, van kracht wordt, mag niet worden onderschat. Voor de ondernemers die een chronische nood aan administratieve vereenvoudiging hebben, betekent het alvast een flinke stap in de goede richting. Voor de rest van de administratieve vereenvoudiging zal onze, hier aanwezige, nieuwe staatssecretaris moeten zorgen.

Bij de afbakening van de doelgroepen zijn we vooral verheugd met de invoering van een bijdrageplafond voor de kennisjobs. Op die manier kan de uitvoer van onze belangrijke grondstof, de wetenschappelijke kennis, worden tegengegaan en blijven deze mensen op ons grondgebied.

Wat de deeltijdse jobs betreft is het in vraag stellen van de 27,5%-drempel van wezenlijk belang. De VLD zag de drempel het liefste volledig verdwijnen. Het zou een gevoelige vermindering van de loonkosten betekenen voor uitzendcontracten en andere contracten van korte duur, die erg belangrijk zijn voor het opvangen van piekmomenten in een onderneming, voor het eenmalig bijkomend arbeidsvolume en niet te vergeten voor de instroom van werkzoekenden op de arbeidsmarkt.

01.26 Maggie De Block (VLD): Dans cette déclaration du gouvernement, la barre est placée très haut. Créer deux cent mille emplois en période de crise économique constitue un défi énorme. Le succès de cette entreprise n'est certainement pas garanti mais l'objectif poursuivi et surtout l'attitude mentale adoptée pour l'atteindre sont bons. Par ailleurs, l'accord de gouvernement prévoit les mesures d'incitation nécessaires pour y parvenir. Le «bonus crédit d'emploi» récompensera par exemple la volonté de travailler. L'abaissement des charges en faveur des entreprises est légèrement plus réduit que nous ne l'avions espéré. Mais par les temps qui courent, c'est une démarche courageuse et le gouvernement n'en restera pas là. Les plans pour l'emploi qui entreront en vigueur à partir de janvier 2004 constituent un autre élément très important. Autre point que nous saluons: il y aura désormais un secrétaire d'Etat distinct en charge de la simplification administrative.

Le plafond de cotisations instauré pour les emplois centrés tout particulièrement sur la connaissance permettra de lutter contre la fuite des cerveaux à l'étranger. En matière d'emplois à temps partiel, le seuil de 27,5 % est remis en question, ce qui constitue un premier pas quoique nous continuons à plaider en faveur de la suppression du seuil, surtout pour créer de l'espace en termes de travail intérimaire et pouvoir faire face aux pics. D'autre part, le nouveau gouvernement s'engage clairement dans la voie de l'activation des chômeurs. Toutefois, nous demandons instamment que cette politique soit menée avec le même dynamisme en Flandre et en Wallonie. Alors seulement, nous pourrions envisager de supprimer l'article 80. Le crédit-temps permettra de mieux

Ik wil op dat laatste aspect verder ingaan. Het is een belangrijke verdienste van het regeerakkoord dat er een duidelijke keuze wordt gemaakt voor de activering van de werklozen in hun zoektocht naar een nieuwe job. De afschaffing van artikel 80 is niettemin geen evidentie. Eerst moet het nieuwe systeem zijn deugdelijkheid bewijzen met eenzelfde intensiteit in de beide landsgedeelten. Dan pas kan erover worden gedacht om artikel 80 op te heffen. Een positieve evaluatie zal trouwens ook afhangen van de manier waarop de lichtere sancties worden geïmplementeerd en van de bevordering van de mobiliteit van werklozen van de ene regio naar de andere.

Uit de verschillende punten in het regeerakkoord wil ik nog even het tijdsparen lichten. Met deze formule kan men op heel individuele basis als werknemer op termijn meer speelruimte krijgen om naargelang het gezins- en arbeidsleven tijd vrij te maken voor wat men liever doet.

Het is een nieuwigheid, bedoeld om arbeid en gezin met elkaar te verzoenen. Een inlooperperiode is weliswaar nodig, maar het moet onze blijvende aandacht verdienen.

Tot slot zal ik nog even wijzen op bijkomende punten waarover in het regeerakkoord niets wordt vermeld, maar die toch de blijvende aandacht van de VLD zullen genieten, namelijk het bevorderen van het thuis- en telewerken, het zoeken naar een oplossing voor het probleem van overuren en ploegenpremies, de versoepeling van de periodes voor studentenarbeid tegen het lage RSZ-tarief alsook het optrekken van de toegestane bijverdienste van de studenten en tot slot de vereenvoudiging van de asociale regeling voor de aanstelling van veiligheidscoördinatoren voor de bouw van particuliere eengezinswoningen.

Het is geen exhaustief lijstje, maar alleszins een flinke aanzet voor de nieuwe beleidsinitiatieven die het leven van de mensen comfortabeler en lucratiever moeten maken.

De minister van Arbeid heeft een zware opdracht en het is aan alle actoren op het terrein om hem daarbij te helpen. Ook onze fractie zal op dat vlak haar steentje bijdragen.

Wat betreft het sociaal statuut voor de zelfstandigen werd er een belangrijk onderdeel opgenomen in het regeerakkoord. Voor het eerst zal een minister zich hiermee speciaal bezighouden. Wij verheugen ons daarover, mevrouw de minister, in de eerste plaats omdat gedurende de voorbije regeerperiode in de commissie voor de Sociale Zaken is gebleken dat het werkelijk noodzakelijk is om de maximumfactuur uit te breiden tot de zelfstandigen. Het is met name niet meer mogelijk om die mensen daarvan uit te sluiten. Het bleek dat wij daardoor een nieuwe groep creëren voor dewelke geen sociaal vangnet meer bestaat. Het is belangrijk dat terzake het inkomen als norm voor de MAF wordt gehanteerd, maar niet het statuut van betrokkenen. Gelet op het feit dat zelfstandigen zich momenteel niet wettelijk kunnen verzekeren tegen kleine risico's en dus een aanvullende verzekering moeten nemen, valt het te betreuren dat zij, indien zij met hoge kosten inzake gezondheidszorg te maken krijgen, niet dezelfde bescherming kunnen genieten. Bovendien worden wij geconfronteerd met veel oudere zelfstandigen die niet meer in het systeem van de aanvullende verzekering voor kleine risico's geraken, wat soms tot sociale drama's leidt.

De integratie van de kleine risico's in de verplichte verzekering werd steeds door ons gevraagd aan minister Vandenbroucke en met de toepassing van de maximumfactuur voor de zelfstandigen is een grote

envisager de supprimer l'article 80. Le crédit-temps permettra de mieux concilier la famille et le travail.

Il y a aussi un certain nombre de points qui ne sont pas évoqués dans l'accord mais qui demeurent très importants aux yeux du VLD. Il s'agit de promouvoir le travail à domicile et le télétravail, de réglementer les heures supplémentaires et les primes d'équipe, d'étendre les possibilités dans le domaine de jobs d'étudiants et d'améliorer l'organisation des coordinateurs de sécurité.

Le ministre de l'Emploi ne chômera pas et notre groupe le soutiendra dans son travail.

Nous nous réjouissons également du fait que le statut social des indépendants reçoive l'attention nécessaire et soit même confié à un ministre qui s'en occupera tout spécialement. Par exemple, il est urgent que le maximum à facturer soit étendu aux indépendants. Aujourd'hui, en effet, les indépendants qui n'ont pas d'assurance complémentaire pour les petits risques sont discriminés. En outre, l'assurance pour les petits risques doit être incluse dans l'assurance obligatoire. Autre élément positif: les pensions des indépendants seront sauvegardées et la pension complémentaire libre sera l'objet d'un traitement plus favorable. Grâce à toutes ces interventions, l'écart entre le statut social des indépendants, celui des fonctionnaires et celui des salariés se réduira de plus en plus. Nous espérons que les autres partis prêteront eux aussi attention à cette partie de l'accord de gouvernement.

Notre groupe lui apporte en tout cas son soutien inconditionnel.

verwezenlijking in het regeerakkoord opgenomen. Er is nu een duidelijk engagement van de overheid om deze oud eis van de liberalen in te lossen.

Een even belangrijke verwezenlijking voor de zelfstandigen is het feit dat hun pensioen in de toekomst wordt veiliggesteld en gevrijwaard. In samenhang met de uitbouw van een volwaardig pensioenstelsel voor de betrokkenen zullen de grenzen voor het vrij aanvullend pensioen voor zelfstandigen worden aangepast tot een gelijkwaardig niveau zoals dat thans geldt voor de werknemers.

Via al die maatregelen wordt de afstand tussen het sociaal statuut van de zelfstandigen en dat van de werknemers en de ambtenaren alweer een stuk kleiner.

De volgende maanden zullen voor de commissie voor de Sociale Zaken goed gevuld zijn. Het is in het belang van de hele bevolking dat iedere partij met dezelfde spirit en inzet de werkzaamheden aanvat. De VLD-fractie zal hiervan alleszins een punt maken.

01.27 Bart Laeremans (VLAAMS BLOK): Mijnheer de voorzitter, ik zou aan mevrouw De Block, die samen met mij in het kiesarrondissement Brussel-Halle-Vilvoorde is opgekomen, het volgende willen vragen.

Mevrouw De Block, u werd verkozen in onze kieskring en u heeft het grote voorecht om goed bevriend te zijn met de burgemeester van onze streek. U kent aldus de verzuchtingen van de burgemeesters. U weet dat zij gezamenlijk een zeer belangrijke eis hebben gesteld, met name de splitsing van de kieskring. Welnu, wat zal terzake de bijdragen zijn van u en van uw partij? Beschouwt u deze eis als een prioriteit?

01.28 Maggie De Block (VLD): Mijnheer de Laeremans, zoals u weet, ben ik goed bevriend met meerdere burgemeesters van mijn streek, van verschillende pluimage.

Ik weet echter over wie u het hebt, met name over mijn broer, de burgemeester van Merchtem. Ik heb de tekst in verband met de splitsing van het kiesarrondissement uiteraard gelezen en ik heb begrepen dat ook de eerste schepen van mijn gemeente – dus niet mijn broer persoonlijk – dat document heeft ondertekend weliswaar met zijn instemming.

Wij kwamen met de mandatarissen van Brussel-Halle-Vilvoorde uit onze partij overeen om in dat verband, samen met onze collega's van het Vlaams Parlement, een werkgroep op te richten. Alle voorstellen die dienaangaande worden geformuleerd, zullen wij grondig onderzoeken. Wij zijn het ermee eens dat voor dit probleem een oplossing moet worden gevonden.

01.29 Pierre-Yves Jeholet (MR): Monsieur le président, madame et messieurs les ministres, chers collègues, je me limiterai à un volet volontariste de l'accord de gouvernement.

En ratifiant le protocole de Kyoto, l'objectif que notre pays s'est fixé de réduire de 7,5% par rapport à notre niveau de 1990 les émissions de gaz à effet de serre d'ici l'année 2010, constitue un pari ambitieux qui n'est pas gagné d'avance. C'est pourquoi je me réjouis de voir que le gouvernement compte prendre des mesures visant à adopter des technologies plus efficaces en matière énergétique. Il faut absolument prendre conscience que la pollution atmosphérique a un impact sur la

01.27 Bart Laeremans (VLAAMS BLOK): Je souhaiterais connaître votre réaction aux déclarations d'un bourgmestre que vous connaissez bien en ce qui concerne la scission de l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde.

01.28 Maggie De Block (VLD): Je compte de nombreux bourgmestres parmi mes amis mais je pense que vous faites référence à mon frère, le bourgmestre de Merchtem. J'ai lu le texte en question et ma commune l'a signé. En collaboration avec des collègues du Parlement flamand, nous mettrons sur pied un groupe de travail dont la mission sera de rechercher des solutions au problème de Bruxelles-Hal-Vilvorde.

01.29 Pierre-Yves Jeholet (MR): De ratificatie van het Kyoto-Protocol houdt in dat men de verbintenis aangaat om de uitstoot van broeikasgassen tegen 2010 terug te schroeven.

Ik verheug mij erover dat de regering maatregelen wil nemen ter bevordering van doeltreffender technologieën op het stuk van de

santé humaine et que, dès lors, sa réduction aura, on l'espère, des retombées sur la diminution de la charge de la sécurité sociale. Pour que chacun puisse penser globalement et agir localement tant dans son foyer que dans l'exercice de ses fonctions, pour que chaque citoyen assume sa part de responsabilité individuelle, il faut qu'il puisse connaître les implications de ses choix.

Par le biais d'incitants, il faut faire évoluer nos concitoyens vers des comportements moins polluants et plus respectueux de l'environnement. Parmi les responsables de la pollution atmosphérique, si la production d'énergie tient une place indéniable et fort médiatique, il en est une autre qui est particulièrement liée au développement durable, c'est la problématique des transports, qui sera, à terme, le facteur le plus difficile à maîtriser.

J'approuve la solution envisagée par le gouvernement d'évoluer vers une fiscalité liée davantage à l'utilisation plutôt qu'à la simple possession d'un véhicule. Divers mécanismes seront donc mis en place pour favoriser les gens qui roulent moins en sensibilisant ceux qui roulent davantage. Le principe de base de la mise en œuvre du protocole de Kyoto est donc d'avantager au maximum les consommateurs qui ont recours aux procédés les plus écologiques par le biais d'abattements fiscaux. Concrètement, sont prévues des diminutions fiscales non-négligeables à l'égard des utilisateurs d'énergies propres. Ces mesures peuvent se décliner en cinq points.

Les taux actuels de la cotisation sur l'énergie vont être adaptés. Mis en place par le biais de la loi de 1993 instaurant une cotisation sur l'énergie en vue de sauvegarder la compétitivité et l'emploi, ces taux vont être adaptés en fonction de l'effet plus ou moins polluant des énergies qu'ils concernent. En tant qu'énergie la moins polluante, le prix du gaz naturel va, quant à lui, diminuer en veillant, il est vrai, à ne pas pénaliser ceux qui n'auraient pas accès au gaz naturel. Le taux du gaz va donc être réduit de 5%. Cette mesure incitera incontestablement les consommateurs à se tourner vers l'utilisation de cette énergie moins chère et meilleure pour l'environnement.

Deuxièmement, le gouvernement a décidé de privilégier les incitants fiscaux plutôt que la taxation. A cet égard, je salue la décision des partenaires de la coalition de prolonger les initiatives prises dans le cadre de la réforme de l'IPP qui tendent à élargir les possibilités de déduction fiscale pour l'utilisation d'énergie solaire et de pompes à chaleur géothermique. Cette mesure consiste en une réduction d'impôt de 15% de la dépense sur tous les dispositifs de production d'énergies solaire et géothermique. Cela correspond à une réduction d'impôt estimée à 12,5 millions d'euros par an.

Troisièmement, autre mesure à saluer: la suppression définitive d'ici 2007, en commençant par les véhicules de petite taille, de la taxe compensatoire des accises instaurée en 1995 sur les véhicules roulant au diesel.

Quatrièmement, le gouvernement supprimera, également en deux temps, la rétribution d'immatriculations qui équivalait à l'heure actuelle à 62 euros pour l'achat d'une nouvelle voiture.

Enfin, il est à noter que la hausse des accises sur le diesel n'aura pas d'effet pour les professionnels du transport. Toutes les mesures qui seront prises en ce sens seront compensées, comme le permettra une directive européenne qui sera adoptée dans les prochains jours, par la création d'un gasoil professionnel.

énergie. De burgers moeten tot milieuvriendelijker gedrag worden aangespoord. Ik sta ook achter de idee om de fiscaliteit veeleer te koppelen aan het gebruik dan aan het bezit van een auto. Er zullen diverse regelingen worden uitgewerkt om mensen die minder vaak met de auto rijden aan te moedigen en degenen die vaker gebruik maken van de auto te sensibiliseren.

Het grondbeginsel van de tenuitvoerlegging van Kyoto bestaat erin de consumenten die voor milieuvriendelijker oplossingen kiezen fiscaal te belonen.

De heffingspercentages op energie zullen worden aangepast aan het min of meer vervuילend karakter van de betrokken energiebronnen en de prijs van aardgas zal dalen.

De regering zal kiezen voor fiscale stimuli veeleer dan voor belastingen, met name door de maatregelen in verband met de fiscale aftrek voor zonne-energie en geothermische warmtepompen te verlengen.

Ook de afschaffing tegen 2007 van de accijnscompenserende belasting op dieselveertuigen en van de inschrijvingstaks op voertuigen is een goede zaak.

De stijging van de accijnzen op diesel zal geen gevolgen hebben voor de wegvervoerders die het verschil ten gevolge van die stijging terugbetaald zullen krijgen. De MR wil de burgers tot een milieuvriendelijker autobedrijf aansporen door het gebruik van elektrische en LPG-voertuigen te bevorderen, het onderzoek aan te moedigen en de aankoop van voertuigen die aan de euro 4-norm voldoen, te bevorderen.

Tot besluit verbaast het mij dat de heer Viseur het heeft over de belastingen. Tien jaar lang heeft de PSC immers blijk gegeven van een echte belastingmanie. De cdH en vooral dan de voorzitter van die partij blijven maar kritiek spuien op de hervorming van de personenbelasting en de

Les transporteurs routiers, chauffeurs de taxis et autocaristes paieront le même prix à la pompe que les automobilistes mais se verront remboursés de la différence due à l'augmentation des accises. La hausse ne s'appliquera donc qu'aux particuliers qui, en échange, ne paieront plus de taxe compensatoire des accises qu'ils devaient acquitter chaque année.

Parallèlement à toutes ces mesures, il tient également au cœur du mouvement réformateur d'encourager un usage de la voiture plus respectueux de l'environnement, en favorisant l'utilisation de véhicules privés électriques par l'allègement de la TVA, de la taxe de mise en circulation et de roulage, en stimulant la recherche dans le domaine des carburants plus respectueux de l'environnement, en favorisant l'achat de véhicules répondant aux normes Euro 4, polluant beaucoup moins que les véhicules actuels ou récents, enfin, en favorisant réellement l'achat et l'utilisation des véhicules LPG.

En conclusion, monsieur le président, je suis un peu surpris d'entendre M. Viseur à cette tribune parler de fiscalité – M. Viseur n'est pas présent mais je suis persuadé que M. Langendries lui fera part de mon étonnement –, alors que l'ancien PSC et ses ministres des Finances ont pratiqué la rage taxatoire pendant plus de dix ans, alors que le nouveau PSC et sa présidente ne cessent de critiquer et de mettre en cause les réformes fiscales ambitieuses de l'IPP et de l'ISOC, décidées par le précédent gouvernement. Le MR se réjouit que la nouvelle équipe violette poursuive dans la même voie en matière de diminution de charges sociales et fiscales. Car, même dans une conjoncture économique moins favorable comme nous la connaissons aujourd'hui, l'impôt tue l'impôt.

01.30 Hagen Goyvaerts (VLAAMS BLOK): Mijnheer de voorzitter, dames en heren ministers, mijnheer de staatssecretaris, dames en heren, waarde collega's, ik betreur dat de eerste minister uit ons midden is verdwenen. Wij zullen het zo proberen op te lossen.

Op de vooravond van 11 juli jongstleden hebben de Vlaamse regeringspartijen het nieuwe regeerakkoord goedgekeurd. Dat regeerakkoord werd trouwens met veel nachtelijke pijnen geschreven. Nochtans waren het allemaal blij gezichten bij de VLD, sp.a en spirit. Niets dan heil en zege zal over het land trekken. Dat is blijkbaar het nieuwe beleidsmotto. Onder de welluidende, maar mijns inziens nietszeggende titel "Een creatief en solidair België" zal de regering Verhofstadt II er de komende jaren voor zorgen dat dit land – waarvan de VLD tijdens de voorbije verkiezingscampagne zei dat het er weer stond – mijns inziens blijven staan waar het staat, namelijk nergens. Van die modelstaat, van die actieve welvaartstaat zoals dat in juli 1999 nog zo mooi werd aangekondigd, is er dus de afgelopen legislatuur niets in huis gekomen. Ik vrees hetzelfde voor de komende vier jaar.

Bovendien stel ik vast dat de tweede helft van de vorige regeerperiode in volle chaos is geëindigd: een te hoge werkloosheid, een onbestaand ondernemersvertrouwen, een stilgevallen economie, ontspoorde financiën, een begrotingscontrole die achteraf volledig fake blijkt te zijn, een pijnlijk dossier zoals de nachtvluchten, het afstel van de ecotaksen en de ecoboni, de chaos rond het ondernemersloket, de vierkant draaiende kruispuntbank voor ondernemingen enzovoort.

Verhofstadt II was nog maar enkele uren gevormd en de eerste belastingverhoging was al een feit. Prijsdalingen voor de benzine, diesel en stookolie zullen voortaan voor minstens de helft worden gecompenseerd in acciinsverhogingen en biidevola duurder worden voor

vennootschapsbelasting. De MR verheugt zich over de weg die door de nieuwe regering wordt ingeslagen op het stuk van de vermindering van de sociale en fiscale lasten omdat te veel belastingen uiteindelijk altijd zorgen voor minder belastingontvangsten.

01.30 Hagen Goyvaerts (VLAAMS BLOK): Le sourire aux lèvres, les partis flamands de la majorité ont présenté l'accord de gouvernement comme une sorte de promesse de salut. Cet accord conduira notre pays là où il se trouve déjà, à savoir nulle part. Le titre de l'accord est d'ailleurs totalement vide de sens.

Le règne de Verhofstadt I s'est clôturé dans un grand chaos : la situation économique et financière était déplorable, les vols de nuit et les écobonis faisaient l'objet d'une véritable cacophonie et les guichets d'entreprise et la Banque Carrefour ont tourné en eau de boudin. Le nouveau gouvernement compte à son palmarès comme premier acte politique l'augmentation des accises et des impôts.

Le citoyen lambda a davantage de difficultés à faire face aux augmentations d'impôts que les travailleurs percevant un plantureux salaire. Qu'en pensent les socialistes? En outre, ces augmentations que l'on justifie

de consument. Sinds gisteren is er nog de verhoging van de energieheffing op elektriciteit bijgekomen. Het zijn in de eerste plaats asociale belastingsmaatregelen die zwaarder wegen voor de kleine inkomens dan voor de grote, kwestie waarschijnlijk van de kleine man het leven zuur te maken. Trouwens, waar zitten die socialisten met hun credo dat belastingen volgens de financiële draagkracht moeten worden genomen. Bovendien gelooft geen kat dat het consumptiegedrag hierdoor zal worden gewijzigd en Kyoto is alleen het glijmiddel om de maatregel te kunnen invoeren.

LPG tanken zult u zeggen. Ga dan vandaag de dag maar eens op zoek naar een benzinestation met een LPG-pomp. In de woonkernen zijn er geen meer. Door de verstikkende regelgeving is LPG er niet meer toegelaten, alleen in grote benzinestations en langs de autowegen, om dan nog maar te zwijgen van het verbod om een voertuig met een LPG-tank in een ondergrondse parking te parkeren. De collega's uit het Leuvense kennen de toestand daar. U kunt parkeren, maar niet in de ondergrondse parking. Als deze maatregel het beste is wat de liberalen en de socialisten konden verzinnen, dan is dat mijn inziens teleurstellend. Dat belooft weinig goeds voor de komende jaren.

Mijnheer de voorzitter, sta mij toe om in het kader van de bespreking van deze regeringsverklaring even stil te staan bij het sociaal-economische en het budgettaire aspect van dit nieuw regeerakkoord. Wij vertellen natuurlijk vanop het spreekgestoelte niets nieuws wanneer wij zeggen dat dit land in het algemeen, maar Vlaanderen in het bijzonder met de dag afstevent op een ernstige economische crisis alsook werkgelegenheids crisis. Van de tijdens de verkiezingscampagne aangekondigde lastenverlagingen wordt slechts een gedeelte gerealiseerd. Wij horen het de VLD-tenoren tijdens de diverse verkiezingsdebatten nog zeggen: "Minstens 5,5 miljard euro sociale lastenverlaging". Het had er alle schijn van dat zij het niet voor minder zouden doen. Het staat trouwens ook met zoveel woorden geschreven in het verkiezingsprogramma van de VLD met als titel "Contract met de burger", een boekje waarmee wij de VLD te gelegener tijd nog mee zullen confronteren.

Wat lezen wij in het regeerakkoord? Een eenmalige lastenverlaging van 800 miljoen euro met een eerste schijf van 400 miljoen euro ten vroegste in het eerste kwartaal, maar het zal waarschijnlijk het tweede kwartaal van 2004 worden. Als u het mij vraagt: too little and too late. Hoe daarmee zelfs maar een gedeelte van de 200.000 banen gecreëerd moet worden, is verre van duidelijk. Dat is dus de realiteit van de beloften. Ik zou zelfs durven zeggen dat het kiezersbedrog alweer is begonnen.

Bovendien is het onduidelijk op welke manier die 200.000 banen ingevuld zullen worden. Gaat het om voltijdse banen? Gaat het om deeltijdse banen? Gaat het over bijverdienende gepensioneerden? Of gaat het over studentenjobs? Het is natuurlijk een nobel uitgangspunt om de werkloosheidsvallen weg te werken, maar wat met de initiatieven tot het wegwerken van de structurele langdurig werklozen, evenals van de jeugdige werklozen? Daarover hoor ik veel minder. Of wil Wallonië er gewoonweg niet van weten!

Wat de staatsschuld betreft, wordt in het afsluitende hoofdstuk van het regeerakkoord op slechts één A4'tje gesproken over het financieel kader 2003-2007. Ik stel daarbij vast dat het huidige stabiliteitspact wordt verlaten en dat de doelstellingen neerwaarts worden bijgesteld. Het huidige stabiliteitspact stelde dat tegen 2005 de schuldratio onder de 90% moest zitten. Deze regering kiest nu voor een schuldratio van 87% tegen einde 2007. Wat dus al heel wat verder in de toekomst is en

toujours par de belles motivations de préférence écologistes, ne modifieront pas le comportement des consommateurs. Les normes de Kyoto ne sont qu'un prétexte. Ainsi, les stations LPG sont quasiment inexistantes en Flandre et les véhicules équipés d'une installation LPG ne peuvent toujours pas accéder aux parkings souterrains.

La Flandre et la Belgique se dirigent tout droit vers une crise économique et de l'emploi. Les promesses en matière de réduction des charges n'ont guère donné de résultats. Aux termes du "Contrat avec le citoyen", dont nous parlerons sans doute encore souvent, une réduction des charges sociales de 5,5 milliards représentait un minimum pour le VLD. Dans l'accord de gouvernement, nous n'en retrouvons plus que 800 millions, dont la première tranche de 400 millions d'euros n'est pas prévue avant 2004. C'est trop peu et trop tard. La mystification de l'électorat commence déjà.

Ce gouvernement ne créera pas 200.000 nouveaux emplois. L'objectif est certes louable mais on ignore s'il s'agit d'emplois à temps plein ou à temps partiel, de jobs d'étudiants ou de petits boulots pour les personnes âgées. A cet égard, le gouvernement n'a annoncé aucune mesure spécifique visant à résorber le chômage des jeunes et de longue durée. Le PS s'y est-il opposé?

En ce qui concerne le cadre financier, le pacte de stabilité est rompu. Les objectifs ont été revus à la baisse et, malgré ce réajustement, ils ne sont que très peu mentionnés, probablement parce qu'ils sont devenus, entre-temps, impossibles à atteindre.

J'aimerais également savoir ce qu'il en est des mesures en vue de garantir le paiement des pensions à partir de 2010. Le Fonds de vieillissement est toujours dépourvu d'un financement structurel. Jusqu'à présent, il n'a pu compter que sur des moyens dont la provenance est

dus opnieuw een verder uitstel. Dit jaar, in 2003 wel te verstaan, moet de schuldratio zakken tot 102,7%. Over die doelstellingen horen we ook nog maar bitter weinig, waarschijnlijk omdat dat ook een onhaalbare kaart is geworden.

Bovendien zou ik wel eens willen weten in welke mate de betaalbaarheid van de pensioenen en dus de vergrijzing in het gedrang komt vanaf 2010.

Ik stel ook vast dat het Zilverfonds nog steeds niet kan rekenen op een structurele financiering. Wij stellen opnieuw vast dat dit fonds verder gestijfd wordt op een totaal ondoorzichtige manier. Tijdens de vorige legislatuur kon de minister van Begroting nog enigszins rekenen op enkele budgettaire meevallers. Ik vrees echter dat dit in de komende jaren niet het geval zal zijn. Bijgevolg ben ik zeer benieuwd hoe er tegen het einde van deze legislatuur ervoor gezorgd zal worden dat het Zilverfonds met 10 miljard euro gestijfd zal zijn.

Bijgevolg rijst hier de vraag of het uitgetekende groeipad aangehouden zal kunnen worden. Zoals wij weten, zal er dit jaar een begrotingstekort zijn. Bovendien zal er een overschot zijn van slechts 0,3% van het bruto binnenlands product in 2007. Pas in 2007, want in het huidige stabiliteitspact was in een overschot voorzien van 0,4% voor 2004.

Daarom, collega's, vond ik het opportuun om het commentaarartikel op de begrotingsbesprekingen van de Leuvense economieprofessor en gewezen VLD-senator – en bijgevolg een onverdachte bron – Paul De Grauwe aan te halen. Paul De Grauwe was zeer typerend en hij slaat daarmee naar mijn inzicht de nagel op de kop. Het artikel had als welluidende titel: "Dit budget is een gok". Juist omdat dat artikel tot de kern komt waar het in feite om draait, wil ik dat artikel kort overlopen. Het kan wellicht in de komende maanden als referentiepunt worden gebruikt.

Het artikel bestaat uit een viertal vragen waarop de betrokken economieprofessor kort een antwoord geeft. De titel ervan luidt: "Dit budget is een gok", en de ondertitel: "Soms moet je in sprookjes geloven, nietwaar?", dixit Paul De Grauwe.

De eerste vraag van de betrokken journalist is de volgende. "De NMBS-schulden overnemen, de uitgaven van de gezondheidszorg laten groeien tegen het oude ritme, Justitie bijspijken en terzelfder tijd eindigen met een begrotingsoverschot... Kan dat?" Paul De Grauwe antwoordt: "Alles hangt af van de conjunctuur. Zoals de economie nu draait, is dit programma niet echt realistisch. De regering gokt kennelijk op een ommekeer, maar niemand weet hoe het zal uitpakken. Daarvoor is het economische klimaat te onzeker."

Tweede vraag: "Vier jaar geleden werd gezegd dat de paarse coalitie aantrad bij gratie van de hoogconjunctuur. Is paars bis nu gedoemd om te mislukken?" Antwoord van Paul De Grauwe:

"Verhofstadt I leefde inderdaad op rozen omdat de economie goed draaide. Iedereen kon zijn stokpaardje berijden. Dit nieuwe budgetakkoord getuigt ook van die wens. De groei van de uitgaven in de gezondheidszorg is bijvoorbeeld van bijzonder groot belang voor de PS. De socialisten hebben onder andere in Nederland geleerd wat hen te wachten staat als dit niet langer het geval is. Nogmaals, alles staat en valt met de conjunctuur".

Een derde vraag: "Zou het doodszonde zijn, met de begroting in het rood te gaan?" Paul De Grauwe antwoordt: "Neen, als dit zeer tijdelijk

très confuse. Comment le gouvernement compte-t-il s'y prendre pour le doter de 10 milliards d'euros?

Le pacte de stabilité est rompu. Cette année sera marquée par un déficit budgétaire. Par ailleurs, l'objectif fixé pour 2007 est réduit à un excédent budgétaire de 0,3 pour cent du PIB. Alors qu'il était interviewé à propos de la planification financière du gouvernement, M. De Grauwe, professeur à la KUL et ancien sénateur VLD, déclarait récemment que M. Verhofstadt avait trop tendance à voir la vie en rose dans le cadre de la constitution de l'équipe violette. M. De Grauwe estime en effet que, compte tenu de la situation économique actuelle, le budget ne témoigne guère de réalisme et qu'en matière de déficit budgétaire, la Belgique devrait se montrer particulièrement prudente puisque tout dépendra de l'évolution de la conjoncture. Je pense que cette interview devrait faire office de référence dans les mois à venir.

Les mesures tendant à améliorer le climat d'entreprise ne se sont vu attribuer que trois sur dix par les acteurs concernés. Actuellement, l'étranger attire d'importants investissements, et ce, également dans les secteurs à haute intensité de connaissances. Aujourd'hui déjà, le chômage en Flandre a enregistré une augmentation de 14,7 pour cent par rapport à l'an dernier, soit plus qu'en Wallonie. A l'étranger, la politique en matière d'emploi constitue une priorité absolue. Il devrait en être de même en Flandre mais la régionalisation de cette matière n'est nullement à l'ordre du jour. La Flandre et la Wallonie ont manifestement besoin de mesures spécifiques en matière d'emploi mais, en cette matière, toute volonté politique fait défaut.

L'amnistie fiscale annoncée devrait permettre de générer quatre milliards d'euros supplémentaires mais aucune mesure n'est prise pour remédier aux causes, à savoir un impôt élevé sur le travail comme sur les capitaux. L'amnistie fiscale

en bescheiden zou zijn. De Amerikanen doen het ook en de Fransen en Duitsers willen het ook om dezelfde goede redenen: hun economie aanzwengelen. Wij moeten daarmee misschien iets voorzichtiger zijn omdat onze overheidsschuld in verhouding bijna het dubbele belooft van die van de Fransen en de Duitsers. Wij kunnen ons bijgevolg inzake tekorten niet veel veroorloven”.

De laatste vraag: “Gokt Verhofstadt daarop in de wetenschap dat hij niet anders kan dan in het rood terecht komen?” Laatste antwoord van de heer De Grauwe: “Het is een element dat meespeelt. – Nu komt de essentie - Om van start te kunnen gaan, moet hij de zaken rooskleuriger voorstellen dan ze zijn om over zes maanden vast te stellen dat hij misloopt. Hij moet ondertussen wel goed oppassen, want anders zal hij dik in het rood gaan en dan zal er zeer hard moeten worden ingegrepen en dan zal bijvoorbeeld de groei van de gezondheidszorg moeten gevrijwaard worden”. Dit als korte analyse van de gewezen VLD-senator en professor economie Paul De Grauwe over dit budgettaire kader.

Het regeerakkoord heeft ook geen hoofdstuk genoemd: “Zuurstof voor ondernemen”. Als we de commentaren van het Vlaams Economisch Verbond en de Vlaamse Kamers van Koophandel analyseren dan kunnen we alleen maar besluiten dat deze regering haar examen moet overdoen. Zij geven het nieuwe regeerakkoord slechts een magere 3 op 10. “En dan zijn we nog mild geweest”, dixit gedelegeerd bestuurder Philippe Muyters van het Vlaams Economisch Verbond. Ik vrees dan ook dat dit de algemene appreciatie zal zijn bij de Vlaamse ondernemers. Verschillende bedrijven in Vlaanderen verliezen momenteel investeringen aan buitenlandse vestigingen. Bovendien stellen wij vast dat niet enkel arbeidsintensieve industrieën wegtrekken uit ons land. Kennisintensieve bedrijven zoals Philips en Alcatel kiezen steeds vaker voor het buitenland om het Midden-Oosten en het Verre Oosten en China niet te noemen. De gevolgen voor de werkgelegenheid zullen dan ook niet uitblijven. De cijfers geven dit nu al aan. In Vlaanderen steeg de werkloosheid de afgelopen maand met 14,7%. Ook de trend dat de werkloosheid in Vlaanderen sterker stijgt dan in Wallonië wordt voortgezet. Bovendien is de staatskas zo goed als leeg en wordt de economische groei overschat. Onze belangrijkste handelspartners, Duitsland en Nederland, weten dat ze op een nulgroei afsteveneren en bijgevolg is het daar alle hens aan dek om een efficiënt werkgelegenheidsbeleid op poten te zetten. Dat is juist wat Vlaanderen zo dringend nodig heeft. Bijgevolg zouden we verwachten dat de regionalisering van het werkgelegenheidsbeleid aan de orde zou zijn geweest bij het uitwerken van een nieuw regeerakkoord. Los van de verlagingen van de patronale bijdragen, los van de zogenaamde werkbonus en andere maatregelen zijn zowel de Vlaamse als de Waalse werklozen vooral gebaat bij een werkgelegenheidsbeleid dat aan hun noden en verzuchtingen voldoet. Blijkbaar is daarvoor niet de politieke wil maar vooral de politieke moed gevonden. Als dat het beste is wat liberalen en socialisten konden verzinnen dan is dat teleurstellend.

Dan nog iets over die veelbesproken fiscale amnestie of fiscale regularisatie. Een maatregel die naar verluidt 4 miljard euro aan extra inkomsten kan opleveren. Er staat in het regeerakkoord echter nogal voorzichtig geformuleerd, ik citeer: “In navolging van een aantal andere landen, bijvoorbeeld Duitsland – en ook Italië, collega’s, maar dat land vernoemen is voor sommigen momenteel politiek niet correct -, lijkt het opportuun om een eenmalige operatie op te starten waarbij de kapitaalsbezitters hun toestand op een spontane manier kunnen regulariseren”.

comporte du reste un aspect asocial: l'honnête citoyen paie docilement des impôts élevés alors que les fraudeurs sont récompensés par un taux faible. De surcroît, la probabilité d'être pris en cas de fraude est particulièrement restreinte. Et il ne faut pas attendre de miracle non plus de la fiscalité sur l'épargne harmonisée à l'échelle européenne. Les détenteurs de grosses fortunes connaissent bien les échappatoires. A quelles fins les recettes de cette régularisation seront-elles du reste utilisées: l'économie ou la sécurité sociale?

Avec l'avènement de Verhofstadt II, la Flandre sera plus que jamais la vache à lait de la Wallonie. Tous les dossiers qui ont été négociés avaient une connotation communautaire, qu'il s'agisse des vols de nuit, de la loi Lejeune ou de la loi sur les étrangers. La Flandre et la Wallonie ont une vision totalement divergente des dossiers et il est devenu impossible d'enclencher un accord de gouvernement fédéral digne de ce nom. La Wallonie freine en permanence des quatre fers et empêche ainsi la Flandre de mener sa propre politique.

A l'issue de cinquante-trois jours de négociation pour la constitution d'un gouvernement, aucun problème communautaire n'a été tranché. Le nouveau Forum à créer sera une sorte de nouvelle COSTA, c'est-à-dire une plate-forme de discussion informelle avec un agenda ouvert. Un surgélateur trois étoiles donc. Nous en concluons que la sécurité sociale ne sera pas scindée, pas même pour ce qui est des secteurs des soins de santé et des allocations familiales. Il n'y aura pas de politiques de l'emploi et de la mobilité flamandes. Il ne sera pas procédé à la scission de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde. Il n'y aura pas d'autonomie fiscale ni de scission de la Justice. Pourquoi dès lors les négociateurs flamands ont-ils approuvé cet accord de gouvernement? Sans doute pour pouvoir accéder rapidement aux exigences wallonnes concernant la publicité sur le tabac.

Collega's, het mag ons toch niet verwonderen dat in een land waar alles en iedereen zwaar wordt belast, de loon- en weddetrekkenden, die uiteindelijk een beetje spaargeld bij elkaar hebben geraapt, dit niet nogmaals wensen afgeroomd te zien door vadertje Staat.

We zouden bijna uit het oog verliezen dat dit land zich op basis van de cijfers van 2001 nog steeds in de kop van het Europees peloton bevindt met een op twee na hoogste belastingsdruk van 46% van het bruto binnenlands product en met een belastingheffing op arbeid van 43,8%, wat ruim boven het Europees gemiddelde van 37% ligt. Ik begrijp echter niet dat deze regering de gevolgen van de hoge belastingdruk wil aanpakken zonder de oorzaken te verhelpen. Indien de belastingen door de burgers als redelijk worden ervaren, zou de kapitaalvlucht niet zo groot zijn.

Daarbij komt nog dat de pakkans voor fraudeurs in bijvoorbeeld steden als Antwerpen en Brussel op dit ogenblik amper 1 tot 2% bedraagt. Men kan toch niet beweren dat er van de kruistochten tegen de fiscale fraude al veel is terechtgekomen.

We moeten ons echter ook niet te veel illusies maken dat het Europees akkoord over de spaarfiscaliteit alle problemen zal oplossen. We moeten nog zien of de voorziene startdatum van 1 januari 2005 kan worden gehaald. Iedereen weet dat landen als Zwitserland, Liechtenstein en Monaco ongetwijfeld het onderste uit de kan zullen proberen te halen. Bovendien zal nog moeten blijken in welke mate deze maatregelen een effect zullen sorteren bij de kleine spaartegoeden. We mogen immers niet vergeten dat het ten behoeve van de grote vermogens is dat de banken met behulp van hun speciale fiscalisten de achterpoortjes kennen. Nu reeds bestaan er technieken die de toekomstige spaarregeling, inclusief de bronheffing, perfect kunnen omzeilen.

Er zit ook een asociaal aspect aan deze operatie. Terwijl de gewone man braaf zijn belastingen betaalt, worden de fraudeurs beloond met een lager tarief. Eerlijk is anders. Zoals echter reeds eerder gezegd: als dat het beste is wat liberalen en socialisten konden verzinnen, is het mijns inziens teleurstellend. Het verbaast ons niet dat de blauw-rode partijen hiertegen geen bezwaar hebben opgeworpen. Dat is zoals met de regularisatie van de mensen zonder papieren. Vorig jaar werden mensen die onwettig in het land verbleven, immers ook beloond met een verblijfsvergunning.

Ik stel toch vast dat er nog heel wat zal worden gebakkeleid over de aanwending van de opbrengsten. Zo willen de socialisten er de sociale zekerheid mee stijven. Het zou beter zijn er de staatsschuld mee af te bouwen of de opbrengsten opnieuw te investeren in de economie. Er is daaraan voor ons één voorwaarde verbonden, namelijk dat er een fiscale autonomie komt voor de Gewesten, zodat in casu het geld naar Vlaanderen kan gaan. Ik stel vast dat Vlaanderen met het aantreden van Verhofstadt II meer dan ooit de financiële melkkoe is geworden voor de creatieve boekhouders van het solidaire België.

Collega's, als de moeizame formatiegesprekken van de afgelopen 53 dagen één zaak opnieuw duidelijk hebben gemaakt, is het wel dat elk dossier communautair geladen is. Of het nu gaat om de nachtvluchten, de wet-Lejeune, een degelijk jeugdsanctierecht, de misbruiken in de sociale zekerheid of het vreemdelingenstemrecht, voor alles geldt van hetzelfde laken een pak.

Men is stilaan beland op het punt dat het onmogelijk wordt een degelijk regeerakkoord te sluiten. Op alle vlakken hebben Vlaanderen en

l'assouplissement de la législation linguistique et la législation sur les exportations d'armes.

Le *Vlaams Blok* demande que les hommes politiques flamands aient enfin le courage de proclamer un Etat flamand indépendant et de décréter la fin de la fédération belge. Peut-être le CD&V, le Vlaams Blok et le N-VA pourraient-ils y parvenir en organisant un boycottage conjoint de la fédération. De nombreux entrepreneurs soutiendraient une telle initiative. Tout comme Frans Krols dans le magazine *Trends* du 10 juillet, je conclurai en disant que ce gouvernement est une vue de l'esprit, que la Belgique est à l'agonie et que même le Flamand le plus modéré finit par devenir séparatiste. On ne peut éternellement être dupe. Entre le 18 mai et le 14 juillet, tout ne fut que tromperie. Nous devons dès lors constituer un front flamand pour défendre les intérêts flamands et présenter la facture à la coalition violette.

Wallonië een aparte en vooral een tegengestelde visie op de invulling en de aanpak van sociaal-economische en maatschappelijke problemen. Sterker nog, het is steeds Wallonië dat op de rem gaat staan en bijgevolg verhindert dat Vlaanderen, dat met minstens 60% van de bevolking nog steeds de meerderheid vormt, een eigen beleid kan ontwikkelen dat afgestemd is op de eigen noden en verzuchtingen.

Wie verwacht had dat er tijdens het formatieberaad van de afgelopen 53 dagen één knoop is doorgehakt inzake de knelpunten tussen Gemeenschappen en Gewesten, heeft het verkeerd voor. Dit regeerakkoord bulkt van de niet-doorgehakte knopen.

Alle belangrijke communautaire knelpunten schuift de regering voor zich uit. Ze worden bovendien verwezen naar een nieuw soort Costa, een soort driesterrendiepvriezer. Men noemt dat tegenwoordig een forum, maar iedereen weet dat dit een discussieforum wordt zonder enige garantie, of zoals Karel De Gucht het noemde "met een open agenda".

Van dat forum moet bovendien geen resultaat verwacht worden vóór de verkiezingen van 2004, als tegen dan natuurlijk het forum nog geen stille dood is gestorven. Wat betekent dat nu concreet, collega's? Wel, er komt geen splitsing van de sociale zekerheid, zelfs niet voor het programma minimum minimorum, zijnde de gezondheidszorg en de gezinstoelagen. Dat waren nochtans eisen waarover verscheidene Vlaamse partijen het tijdens de afgelopen verkiezingscampagne roerend eens waren. Er komt ook geen regionalisering van het werkgelegenheidsbeleid, geen regionalisering van het mobiliteitsbeleid en dus geen eigen beheer van de spoorwegen, er komt geen verdere fiscale autonomie voor de Gewesten, geen splitsing van het kiesarrondissement Brussel-Halle-Vilvoorde – daar is vandaag al verschillende keren naar verwezen – niettegenstaande het arrest van het Arbitragehof, geen regionalisering van Justitie, maar wel een blanco cheque van 25 miljoen euro, een extraatje voor het al overbedeelde Brussels Gewest zonder dat er ook maar één Vlaamse tegeneis is ingewilligd. Straffer nog, het tweetalig Brussels Gewest heeft ondertussen een Nederlandsonkundige minister-president. Men kan zich terecht afvragen waartoe al die resoluties inzake staatshervorming in het Vlaams Parlement hebben gediend en waarom alle partijen van de meerderheid en de oppositie die hebben goedgekeurd.

Ondertussen is natuurlijk de paritaire Senaat een verworven recht, zal er nog meer Vlaams geld naar de gezondheidszorg gaan, wordt de 60/40-verdeelsleutel van de spoorwegen behouden, wordt de tabaksreclame opnieuw ingevoerd teneinde Francorchamps in leven te kunnen houden, komt er nog een verdere versoepeling van de taalwetgeving voor de Nederlandsonkundigen in Brussel, de wapenleveringen worden geregionaliseerd, zodat de Vlamingen niet meer weten wat er daar allemaal gebeurt en ga zo maar verder.

Als Vlaamse volksnationalisten zijn wij dus van oordeel dat het de hoogste tijd wordt dat de Vlaamse partijen de politieke moed opbrengen om aan die schertsvertoning een einde te maken. Dat kan volgens ons maar op één manier en dat is door het oprichten of het uitroepen van een onafhankelijke Vlaamse staat. Al de rest is uitstel van executie. Zou er dan toch geen politieke wil te vinden zijn om voor één keer aan de Walen te zeggen dat wij deze federatie boycotten en dat wij ze alleen voortzetten op onze voorwaarden of dat we anders uit elkaar gaan? Zou een dergelijke strategie niet afgesproken kunnen worden tussen CD&V, het Vlaams Blok en de N-VA? Ook bij de ondernemers krijgt die onafhankelijkheidsoplossing meer en meer navolging.

Ter afronding. voorzitter. citeer ik nu kort even uit een artikel van 10 juli

jongstleden uit het financieel-economisch tijdschrift "Trends". Het is een artikel van de hand van Frans Krols, toch een integer man, gewezen hoofdredacteur van het weekblad, met een realistisch inzicht, zeker geen fatalist en nog minder een criticaster. Het betrokken artikel had als titel "Hoelang voor de regering tuimelt?" Ik zal het niet volledig citeren, het belangrijkste is het volgende: "Sedert 18 mei is de bagger in de Wetstraat en de Lambermont verdikt. Na twee maanden Verhofstadten" – hij heeft er een werkwoord van gemaakt – "is er een ratjetoe van luchtzakken omvlied met dunne cijfers. Uren en dagen wordt er gezwetst over kwesties die normaliter in één goed gesprek te regelen zijn. Bedremmeld verlaten de kandidaat-excellenties de Lambermont en urbi et orbi wordt er een regering verzonnen. Hoelang leeft zoiets? Dit land is doodziek. De Vlamingen en de Walen kunnen beter en meer zelf regeren. Dat de zuidelijke Belgen terugschrikken, is overkomelijk. De leider van een grote onderneming zei voor enkele dagen – en uiteraard onder vier ogen: ik word separatist. Hij is Vlaming en van nature zeer gematigd. De oud-leider van een grote bank, een Vlaming, spoorde Trends vorige jaar aan om een boek te schrijven over het einde van België. Zijn motivering: in mijn kringen gelooft men niet meer in dit land. Mijn kringen, dat is niet de bridgeclub van Zoetenaai, dat zijn wel de fijne lieden die werken voor de Nationale Bank, de financiële instellingen en de hoge cultuur". Dixit Frans Krols.

Zo gaat het nog een tijdje verder. Ik neem nog zijn besluit mee in overweging: "Je kan veel mensen een tijd belazeren maar je kan niet continu veel mensen de hele tijd belazeren. Van de verdoezelde lage economische verwachtingen voor 18 mei tot de potpourri van de Lambermont is misleiding de saus".

Ik denk, voorzitter, dat daarmee de waarheid niet echt geweld wordt aangedaan. Beknopter kon ik het toch niet zeggen. Bijgevolg, het minste wat de Vlaamse oppositiepartijen in dit halfroond als tegengewicht kunnen doen, is een front van het Vlaamse belang vormen, teneinde de VLD en sp.a-spirit er bij de volgende verkiezingen zwaar op af te rekenen.

De **voorzitter**: De Kamer doet het zichzelf natuurlijk aan: ik heb nog 26 collega's als spreker ingeschreven. Vanuit het Vlaams Blok heb ik vier vragen om morgen te spreken. Ik probeer dat correct te doen. Ik zal vanavond nog vier collega's laten spreken: de heer Gobert, de heer Borginon, mevrouw Van Gool et de heer Féret. Dan zijn er nog 22 sprekers morgen.

01.31 Daniel Féret (FN): Monsieur le président, je n'ai pas envie de parler ce soir alors que le premier ministre est absent.

Le **président**: Je veux bien vous inscrire pour demain. Est-ce que quelqu'un désire encore parler ce soir? Nous entendrons encore quatre membres: M. Gobert, mevrouw Van Gool, de heer Borginon et qui d'autre?

Nog mevrouw Van Themsche, dat had ik beloofd. Dat is juist, maar ik had het niet gezegd. U zult de hekkensluiser zijn vanavond. U wil niet als laatste spreken?

Monsieur Gobert, allez-y.

01.32 Gérard Gobert (ECOLO): Monsieur le président, monsieur le ministre, madame la secrétaire d'État, chers collègues qui me faites l'amitié d'être encore en séance, "l'accord entre libéraux et socialistes brise de nombreux tabous, de nombreux préjugés tenaces qui constituaient autant d'obstacles pour le développement social de notre pays": c'est ce qu'on peut lire notamment dans la déclaration du gouvernement. Malgré cette affirmation, il y a au moins un tabou qui semble rester très tenace, c'est celui de la répartition des charges fiscales entre les différentes catégories de revenus. En effet, rien n'est

01.32 Gérard Gobert (ECOLO): Ook al maakte het akkoord tussen liberalen en socialisten komaf met heel wat taboes, toch blijft er minstens één overeind: de spreiding van de belastingdruk over de verschillende inkomstencategorieën. Het behoud van de aunstaie belastingaregelina

prévu dans la déclaration pour rééquilibrer la fiscalité entre les revenus du travail et ceux du patrimoine. Drôle de Belgique solidaire qui maintient un statut fiscal aussi privilégié aux plus-values sur actions, aux plus-values immobilières, aux transactions financières alors que les revenus du travail génèrent l'essentiel des recettes fiscales.

Pas la moindre trace dans la déclaration gouvernementale d'une ébauche de cotisation sociale généralisée sur laquelle les socialistes avaient notamment fait campagne. C'est pourtant une question d'équité. Cette cotisation, prélevée sur une très large base composée de la globalisation de tous les revenus professionnels, mobiliers ou immobiliers, a l'avantage de prendre en compte la capacité contributive réelle de chacun. Mais certains tabous restent définitivement tenaces. C'est d'autant plus regrettable que le produit de cette CSG aurait permis d'assurer le financement de la liaison des prestations sociales au bien-être, de dégager un financement alternatif de la sécurité sociale ou d'alimenter structurellement le fonds argenté.

Nous déplorons aussi que tout le travail réalisé lors de la précédente législature, tant à la Chambre qu'au Sénat, pour que la Belgique prenne une position de pointe dans le dossier de la taxe de type Tobbin soit relégué aux oubliettes d'une commission interparlementaire simplement chargée d'examiner la question, comme si le tour de la question n'avait pas déjà été fait. Ici non plus, les socialistes n'ont pas fait le poids dans la négociation.

Par contre, un autre tabou n'a pas résisté longtemps à la pression, libérale cette fois. C'est le projet d'amnistie fiscale qui, très curieusement, trouve place dans le chapitre réservé aux indépendants. Il est prévu dans la déclaration que "dans des conditions qui restent à convenir et moyennant l'application d'une cotisation adéquate, les montants déclarés seront censés avoir subi le traitement fiscal qui leur est applicable". Voilà une phrase bien floue et bien sibylline. Le contribuable se posera à juste titre de nombreuses questions. Quelles seront ces conditions à convenir? A quel taux va-t-on fixer la contribution adéquate? Comment va-t-on distinguer les capitaux qui proviennent d'activités criminelles – blanchiment, carrousel TVA, etc. - de l'héritage que grand-papa avait placé au Luxembourg? Questions techniques, donc, mais au-delà de celles-ci, je voudrais soulever d'autres aspects.

Sur le plan symbolique d'abord. Le gouvernement arc-en-ciel avait mis un point d'honneur à régulariser les sans-papier, mettant fin à des dizaines de milliers de drames humains. Le gouvernement violet quant à lui s'empresse de régulariser des milliards d'euros soustraits au fisc; c'est une toute autre priorité. Sur le plan symbolique encore, en organisant cette opération, le gouvernement prend un très gros risque: celui de décrédibiliser l'État aux yeux de tous les contribuables qui ont toujours mis un point d'honneur à ne pas frauder le fisc. Sur le plan politique enfin, nous estimons que si cette opération se réalise, elle doit à tout le moins prévoir que les capitaux amnistiés soient obligatoirement réinvestis dans des projets ayant une haute valeur sociale ajoutée. On peut penser aux fonds éthiques, au financement des besoins sociaux ou encore aux services publics.

Un autre volet de la déclaration à avoir retenu notre attention est celui consacré aux entreprises publiques. Il est assez maigre et on ne peut qu'être frappé par le caractère laconique des engagements du gouvernement - je cite -: "l'assurance d'un service public de qualité et l'amélioration de l'efficacité des entreprises publiques autonomes sont des priorités du gouvernement". Un peu de qualité pour les socialistes, un peu d'efficacité pour les libéraux.

voor meerwaarden is een eigenaardig voorbeeld van Belgische solidariteit, wetend dat de inkomsten uit arbeid voor het leeuwendeel van de belastinginkomsten zorgen.

Ook geen spoor van enige algemene sociale bijdrage. Het gaat nochtans om een ethische aangelegenheid, aangezien een algemene sociale bijdrage rekening houdt met de draagkracht van eenieder. Die lacune valt te betreuren, want zo een bijdrage zou kunnen leiden naar een alternatieve financiering van de sociale zekerheid en van het Zilverfonds. We betreuren voorts dat het werk dat tijdens de vorige regeerperiode rond de Tobin-taks werd verzet, naar de vergeethoek wordt verwezen. De socialisten wogen hier te licht tijdens het formatieberaad.

Een ander taboe sneuvelde onder liberale druk: de fiscale amnestie, die slechts mogelijk is onder nog vast te leggen voorwaarden en waarbij de aangegeven bedragen geacht worden het voorwerp te hebben uitgemaakt van de fiscale behandeling die erop van toepassing is.

Dat is wel een erg vage en sibillijnse zin! De belastingbetaler zal zich terecht heel wat vragen stellen. Omwille van de symboolwaarde had de paarsgroene regering een erezaak gemaakt van de regularisatie van de toestand van de mensen zonder papieren. De paarse regering wil daarentegen miljarden zwart geld regulariseren. De regering neemt het risico de geloofwaardigheid van de overheid bij miljoenen belastingplichtigen die de fiscus nooit hebben bedrogen te ondermijnen.

Het luik over de overheidsbedrijven bevat weinig nieuws. Het schamele karakter van de verbintenissen van de regering stemt tot nadenken. Geen enkele nieuwe impuls dient zich aan, er zijn geen uitvoeringstermijnen vastgelegd, er is niets bepaald over het toezicht door het Rekenhof. De

On poursuit: "le gouvernement agira dans le respect du dialogue social et des règles de gouvernance d'entreprise". Autrement dit, le gouvernement va respecter la loi, c'est déjà ça!

Aucune impulsion nouvelle ne doit être attendue dans les entreprises publiques autonomes; aucun calendrier précis n'est proposé pour le développement; aucun engagement précis sur le contrôle futur par la Cour des comptes et aucun principe de gouvernance ne se dégage.

Oubliées aussi les recommandations formulées par la commission d'enquête sur la faillite de la Sabena en matière de charte des administrateurs ou de contrôles externes.

Bref, en l'absence de stratégie, la gestion va se faire au cas par cas et tout va passer par la négociation politique et ses aléas.

La SNCB voit sa dette reprise. Soit, mais ce n'est pas un fait nouveau. La décision avait été prise lors de la dernière loi-programme. Par contre, rien n'est précisé en termes de calendrier, rien de précis non plus sur la liste des actifs qui seraient vendus pour cette reprise. Mais, plus globalement, le principal signal négatif est la dissociation des compétences entre SNCB et mobilité.

Le ministre du Budget, également en charge de la SNCB et des autres entreprises publiques autonomes, va évidemment développer une approche économique et financière qui se heurtera de front à une politique de mobilité dont la SNCB aurait dû être le pivot.

Peu d'engagements précis pour Belgacom, peu d'engagements pour La Poste et rien sur BIAC, un oubli qui vient bien à point au vu des connotations communautaires du dossier.

On en conviendra, les projets du nouveau gouvernement restent assez flous dans de très nombreux domaines.

Il est par contre une décision prise par le gouvernement arc-en-ciel dont la mise en œuvre tarde de façon très inquiétante et je dirais même de plus en plus inquiétante. C'est celui des créances alimentaires; je ne suis pas le premier à évoquer ce dossier.

Pour rappel, la gestion des dossiers de créances alimentaires doit, à partir du 1^{er} septembre prochain, être assurée par une cellule du service public fédéral Finances. Or, à ce jour, le personnel supplémentaire prévu pour accomplir ces tâches n'est pas engagé, le budget destiné aux avances n'est pas dégagé, il n'y a pas de locaux prévus pour accueillir les personnes alors qu'une confidentialité des entretiens s'impose, il n'existe pas de logiciel pour gérer les nouveaux dossiers, très spécifiques. Bref, nous sommes très inquiets par rapport à la mise en œuvre de ce nouveau service à la date prévue. Cette inquiétude est évidemment partagée par le personnel des Finances ainsi que par le monde associatif qui est très impliqué dans cette importante avancée en termes d'égalité des chances. De plus, des informations récentes évoquent un report de la mise en œuvre en 2004, voire peut-être en 2005.

Malgré ces inquiétudes qui semblent se confirmer, nous adressons une demande expresse au ministre des Finances, à la ministre ayant l'Égalité des chances dans ses attributions et à la secrétaire d'État à la Famille pour tout mettre en œuvre afin que le service des créances alimentaires soit, comme le prévoit la loi, opérationnel à la date du 1^{er} septembre.

aanbevelingen van de onderzoekscommissie met betrekking tot het faillissement van Sabena zijn eveneens in de vergeethoek beland. Kortom, het beheer zal *ad hoc* gebeuren en onderhevig zijn aan de wisselvalligheden van politieke onderhandelingen.

De overname van de schuld van de NMBS is geen nieuw element, maar er wordt niets concreets verteld over het tijdschema of over de activa die zullen worden overgenomen. De minister van Begroting is tevens belast met de autonome overheidsbedrijven. Het is voorspelbaar dat financiële overwegingen zijn beslissingen zullen beïnvloeden en dat deze zullen botsen met de verbintenissen op het gebied van mobiliteit.

Men vindt weinig toezeggingen over De Post en niets over Biac, wat een goede zaak is in het licht van de communautaire geladenheid van dit dossier.

De uitvoering van een beslissing van de paarsgroene regering laat onrustbarend lang op zich wachten: het gaat om het dossier van de alimentatievorderingen. De cel van de overheidsdienst Financiën die op 1 september in werking moet treden staat nog nergens. Er is sprake van het verdagen van de uitvoering van deze wetgeving naar 2004 of zelfs 2005. Wij vragen uitdrukkelijk dat al het mogelijke wordt gedaan om de dienst alimentatievorderingen operationeel te maken tegen 1 september. Na het opgeven van de wet inzake de universele bevoegdheid zou het uitstel van dit dossier wel een triest begin betekenen.

Après la capitulation à propos de la loi sur la compétence universelle, le report de ces dossiers serait un bien triste départ de cette nouvelle majorité qui se prétend si solidaire.

01.33 Alfons Borginon (VLD): Mijnheer de voorzitter, geen paniek, ik zal niet al mijn bladzijden voorlezen.

Mijnheer de voorzitter, ik zie een klein foutje op het scherm. Een mens kan zijn verleden moeilijk van zich afschudden.

De **voorzitter**: De diensten van de Kamer hebben moeite om zich aan te passen. De heer Borginon behoort tot de VLD-fractie. Mijnheer Annemans, ik stelde daarstraks hetzelfde vast bij de heer Bourgeois. Dat komt wellicht, omdat de machines de technische fractie tot begin april in ere hebben gehouden.

01.34 Gerolf Annemans (VLAAMS BLOK): Zal ze dat in ere blijven houden?

De **voorzitter**: Neen, hoegenaamd niet. Ik verwacht binnen dit en enkele ogenblikken dat ook daar het licht op het scherm zal schijnen.

01.35 Gerolf Annemans (VLAAMS BLOK): Het kan niet blijven duren.

01.36 Alfons Borginon (VLD): Ik neem aan dat men wel zal zien wanneer het in orde is.

De **voorzitter**: Het zal worden aangepast, mijnheer Borginon.

01.37 Alfons Borginon (VLD): Mijnheer de voorzitter, ik zal proberen mijn betoog te beperken tot een aantal facetten.

01.38 Gerolf Annemans (VLAAMS BLOK): De heer Borginon heeft toch voldoende duidelijk afstand genomen van VU&ID door naar de VLD over te stappen om hem daarvan nu echt te bevrijden.

01.39 Alfons Borginon (VLD): Men zou toch op zijn minst de schermen kunnen aanpassen.

De **voorzitter**: Ik geef het woord aan de heer Borginon namens de VLD-fractie.

01.40 Alfons Borginon (VLD): Mijnheer de voorzitter, wanneer een nieuwe regering aantreedt, is dat zo iets als het overnemen van een restaurant. Wanneer een restaurant wordt overgenomen en er zijn nieuwe bazen, dan wordt de keuken veranderd, de chefs en de souschefs worden aangepast en de menukaart wordt een beetje herschreven met het oog op het bereiken van een nieuw publiek.

Welnu, een nieuwe regering is juist hetzelfde.

(...): (...)

01.41 Alfons Borginon (VLD): Ik heb niet zoveel ervaring met heel goede restaurants. Ik zou mij niet met u willen vergelijken.

Wanneer men de vergelijking wil doortrekken, zijn er ook wat personeelwissels, mensen verschuiven van het ene naar het andere niveau enzovoort. Belangrijker dan de personeelwissels is het feit dat die nieuwe eigenaars wel deels de vrijheid hebben om het menu aan

01.40 Alfons Borginon (VLD): L'entrée en fonction d'un nouveau gouvernement est comparable à un restaurant qui change de propriétaire. La cuisine, les chefs et les sous-chefs peuvent changer. Mais plus encore que le renouvellement du personnel, c'est la liberté pour les nouveaux exploitants de changer le menu qui importe.

01.41 Alfons Borginon (VLD): La poursuite de la réforme fiscale lancée en 2001 est un choix délibéré de la majorité. Nous sommes convaincus que nous devons poursuivre notre travail, non seulement en matière de réduction

te passen. Het is niet omdat daarvoor iets op die menukaart stond, dat het per definitie ook nadien op het menu voorkomt. Wanneer men dat politiek vertaalt, wil ik het voorbeeld geven van een vorige regeringsleider die ooit de verkiezingen is ingegaan met de belofte dat de belastingsschalen zouden worden geïndexeerd, maar desondanks heeft moeten vaststellen dat onderweg dat menu werd aangepast. Als men tijdens deze regeringsonderhandelingen ervoor heeft gekozen om de in 2001 goedgekeurde belastinghervorming integraal uit te voeren, is dat niet zomaar iets dat doorloopt. Het gaat niet zomaar om een wetje dat ooit is goedgekeurd. Neen, het is een keuze van deze meerderheid om met het evenwicht dat die meerderheid kenmerkt, effectief de belastingverlaging door te voeren, omdat zij ervan overtuigd is dat, naast de hervorming van de arbeidsmarkt, verdere verlagingen van de sociale bijdragen en allerlei andere vereenvoudigingen van de administratieve mallempelen, de personenbelasting omlaag moet. Men zal natuurlijk proberen te zeggen dat de VLD eigenlijk niets heeft binnengehaald terwijl de socialisten de stijging van het budget van de gezondheidszorg en nog een aantal andere zaken hebben binnengehaald. Dan vergeet men gemakkelijks dat het feit dat die belastingverlaging wordt doorgevoerd, helemaal niet evident was. Dat wil ik illustreren aan de hand van drie elementen.

Als u naar de voorbije verkiezingscampagne kijkt, zeker in Wallonië, dan is het duidelijk dat met name de PS er een speerpunt van heeft gemaakt om op die gedane belastinghervorming terug te komen. Welnu, het is duidelijk dat in dit regeerakkoord er niet wordt teruggekomen op de belastinghervorming van 2001.

Tweede element: als u naar de omvang van die personenbelastingverlaging kijkt en naar de budgettaire impact ervan in een compleet andere omgeving dan in de periode dat ze werd goedgekeurd, dan denk ik dat gelet op de moeilijke jaren van economische groei die we achter de rug hebben, het helemaal niet evident was dat men die hervorming verder ging zetten. Ik wil u toch wat cijfers geven. Als u de tabel bekijkt van de bespreking destijds, dan is die hervorming voor 2001 en 2002 samen goed voor ongeveer een half miljard euro belastingverlaging, aangevuld natuurlijk met de toenmalige afschaffing van de crisisbelasting. 2003 is op zichzelf goed voor een half miljard euro in de inkoheringen en nog eens een half miljard euro in de bedrijfsvoorheffingen. 2004 is goed voor ongeveer anderhalf miljard in de inkoheringen en nog een stuk in de voorheffingen. Samen is het bedrag waarover het in deze onderhandelingen eigenlijk ging een goede 3 miljard euro. Wij hebben allemaal moeite om te denken in euro. Ik wil toch even een vergelijking maken. 3 miljard euro is ongeveer 8% tot 9% van het totale bedrag dat de overheid binnenkrijgt aan directe belastingen, niet alleen de personenbelasting. Ik ga de vergelijking nu niet rechtstreeks ten aanzien van de CD&V-banken maken, maar men probeert daar altijd het beeld naar voren te brengen alsof men aan de ene kant een belastingverlaging heeft en aan de andere kant allerlei verhogingen. Ten laste van de gemeenten was het liedje uit de vorige legislatuur. Nu is het verhaal dat die belastingverlaging eigenlijk wordt gecompenseerd door de accijnsverhogingen. Welnu, dat verhaal is toch wel met een dikke korrel zout te nemen. Men moet gewoon maar eens kijken naar het bedrag dat in totaal aan accijnzen binnen wordt gehaald. Los van de huidige verhogingen is dat bedrag ongeveer 6 miljard euro. Met andere woorden, de totale som aan lastenverlagingen die in de loop van deze legislatuur gerealiseerd wordt, is 3 miljard euro, zijnde ongeveer de helft van het bedrag dat vandaag de dag al in totaal aan accijnzen wordt geïnd. Dus die kleine verhogingen in de accijnzen kunnen nooit dat bedrag ook maar in enigerlei mate compenseren.

Het derde element om te illustreren dat het voortzetten van die

des charges sociales et de simplification de l'appareil administratif, mais aussi de réduction des impôts. Cela n'a pas été chose aisée. Au cours de la campagne électorale, le PS a déclaré à plusieurs reprises qu'il s'interrogeait à propos de la poursuite de la réforme fiscale. Cette dernière n'est toutefois pas remise en cause. L'ampleur et l'incidence budgétaire de la réforme de l'impôt des personnes physiques ont également compliqué la décision. Globalement, la réduction porte sur 8 à 9 pour cent des recettes totales des impôts directs, soit quelque 3 milliards d'euros. Selon le CD&V, ce manque à gagner sera compensé par des majorations des accises. Cette interprétation doit toutefois être nuancée : aujourd'hui, les accises rapportent 6 milliards d'euros. Quelques modestes majorations ne permettront jamais de récolter 3 milliards d'euros supplémentaires. Les montants ne sont donc pas comparables.

Lors du débat à la Chambre en 2001, M. Leterme faisait observer que la réforme fiscale à proprement parler équivalait à 25,7 milliards de francs belges et qu'il fallait encore attendre tout le reste, en fonction de la croissance économique. Finalement, l'ensemble, correspondant à pas moins de 3,5 milliards d'euros, a été réalisé.

Notre régime fiscal est confronté à un problème fondamental. Il est axé sur une société industrialisée, alors que nous évoluons avec une rapidité fulgurante vers une société dans laquelle le développement économique de toute une série de secteurs de services doit être mis en place. Le facteur "travail" y occupe une place beaucoup plus importante. Il faut dès lors investir dans une meilleure formation, davantage d'organisation, une meilleure spécialisation, une meilleure répartition et un meilleur échange du travail. Il importe de réduire plus avant les charges sur le travail.

Quoi qu'il en soit, la directive européenne relative à l'éparane

belastingverlaging niet evident was, haal ik uit de besprekingen destijds van die hervorming in deze Kamer. Ik heb een boeiende passage ontdekt in de uiteenzetting van een overigens verstandig politicus en toenmalig fractieleider van CD&V, de heer Leterme. Als grootste argument, als hoofdargument, vermeldde hij destijds dat die belastinghervorming maar een loutere belofte was, dat het in de feiten over niet meer dan 25 miljard Belgische frank ging, een half miljard euro, en dat al de rest maar pure wind was. Ik citeer hem naar aanleiding van een aantal interviews die Johan Vande Lanotte in het tijdschrift Knack had gegeven. Ik citeer dus Yves Leterme in 2001: "Aangezien de legislatuur eindigt bij de verkiezingen, ten laatste halfweg 2003, gaat het in feite over een belastingverlaging van 25,7 miljard frank. De heer Vande Lanotte verklaart duidelijk dat dat het enige is waartoe hij zich heeft geëngageerd en dat het overige nog moet worden bekeken overeenkomstig de economische groei en omstandigheden". Einde citaat.

Men moet daarnaast het volgende plaatje bekijken. Men sprak toen over een half miljard euro. In deze legislatuur realiseert men uiteindelijk het volledige pakket van 3,5 miljard euro. Ik denk dat het in het licht van die uitspraken destijds helemaal niet evident was dat men in deze regeringsonderhandeling begonnen is.

Men kan zich natuurlijk de vraag stellen of dit eigenlijk wel zo belangrijk is. Is het niet iets dat louter ten bate komt van enkele individuen die hiervan profiteren, maar ten koste gaat van de gemeenschap die daardoor een geringere basis heeft om haar collectieve voorzieningen te financieren? Ik denk het niet. Ik ben ervan overtuigd dat wij een fundamenteel probleem hebben met ons belastingssysteem. Wij hebben een belastingssysteem dat eigenlijk gebaseerd is op een type van samenleving die helemaal industrieel is en waarin de productiviteitsstijgingen komen van betere productietechnieken en een grotere inzet van kapitaal. Als men in zo'n type van samenleving probeert om de overheidsuitgaven te financieren door belastingen op arbeid te heffen en dit heel zwaar te belasten, dan is dat natuurlijk jammer voor betrokkene, maar dan zet dat zelf niet zo'n grote domper op de economische ontwikkeling. Die arbeid is immers wel duur, maar de technische vooruitgang maakt het mogelijk om met minder arbeid meer te produceren. Hierdoor blijft het kostenplaatje uiteindelijk betaalbaar.

We zien nu dat we in sneltreinvaart aan het evolueren zijn naar een samenleving waarin de economische ontwikkeling van allerlei dienstensectoren moet komen. Het gaat dan over toerisme, over de zorg voor bejaarden of de pure zakelijke dienstverlening en consultancy. In elk van die nieuwe sectoren waar nu reeds 60% van onze mensen in werken, is die factor arbeid ongelooflijk veel belangrijker.

Men kan niet meer louter de economische ontwikkeling doen afhangen van enkele technische vooruitgangen in deze sector. Neen, hier kan men alleen maar vooruitgaan door betere opleiding, meer organisatie en vooral meer specialisatie. Wie specialisatie zegt, zegt grotere arbeidsverdeling en grotere arbeidsruil. Als men in zo'n systeem hele hoge transactiekosten heeft in arbeid – ik werk een uur en met mijn nettoloon moet ik het uur van iemand anders kopen – dan plaatst men een enorme rem op de economische ontwikkeling.

Daarom is het zo belangrijk dat wij in deze legislatuur die belastingshervorming ook effectief realiseren. Daarom is het ook in de toekomst noodzakelijk om verdere verlagingen van de belastingen op arbeid door te voeren. Ik weet wel dat er heel wat goederen moeten blijven geproduceerd worden om de collectieve voorzieningen te dekken.

nous poserait un problème pratique en 2005 en ce qui concerne les capitaux qui ont été transférés à l'étranger. Une déclaration libératoire unique permettrait de résoudre ce problème. Il va de soi que les fonds issus du blanchiment de capitaux criminels ne peuvent bénéficier de cette mesure.

Il y a un instant, le président du VLD était clair concernant les aspects communautaires de l'accord de gouvernement. Je ne peux pas garantir que ce sera possible. En politique, il n'existe que deux façons de s'y prendre: le volontarisme et la léthargie. La première manière constitue donc également la seule voie possible.

We zullen echter methodes moeten vinden om aan de ene kant een financiering te vinden om de zaken betaalbaar te houden en aan de andere kant technieken te vinden waarbij men collectieve voorzieningen kan dekken door allerlei systemen van verzekering en retributie en dergelijke meer. Dat moet dan gebeuren zonder steeds die omweg te moeten maken langs de belasting op arbeid.

Alleen als u dat project realiseert, leg u de basis voor een gezonde economie in de toekomst.

Mijnheer de voorzitter, ik had nog een aantal punctuele aspecten van de belastingen. Ik zal ze grotendeels overslaan. Ik denk dat ik daar iedereen hier een plezier mee doe, ofschoon het thema van de vennootschapsbelasting erg boeiend is.

Ik zal niet spreken over de discussie over de BTW-tarieven, waarvoor vooral op Europees vlak zal moeten worden geknokt om in diezelfde lijn de lasten op vooral de uitvoering van arbeid verder te verlagen. Ik stel tot mijn genoegen vast dat in de regeerverklaring ruimte voor voornoemde verlaging werd voorzien.

Ik zal het ook niet hebben over de eenmalige, bevrijdende aangifte. Ik wil echter in dit verband wel twee punten aanstippen. Ten eerste, er is een groot verschil tussen enerzijds de discussie over het repatriëren van een aantal kapitalen die om allerlei historische redenen in het buitenland zijn terechtgekomen en anderzijds allerlei kapitalen die van criminele oorsprong zijn en duidelijk kunnen worden gedefinieerd aan de hand van de witwaswetgeving. Deze laatste kapitalen moeten, wat ons betreft, natuurlijk uitgesloten worden van het systeem. Voor de kapitalen die historisch naar het buitenland werden getransfereerd, denk ik dat we in 2005 inderdaad met een praktisch probleem zitten. Dat is sowieso het geval omwille van de Europese spaarrichtlijn, die maakt dat heel wat mensen met het genoemde probleem zullen worden geconfronteerd. We kunnen dan twee zaken doen. We kunnen ons hoofd in het zand steken en niets doen. Daarvoor zal er misschien her en der iemand eens zwaar moeten boeten. De meesten zullen echter hun kapitaal elders in het buitenland, buiten Europa, plaatsen. We kunnen daarentegen ook zoals in andere Europese landen proberen om zonder taboes door een eenmalige, bevrijdende aangifte het probleem op te lossen. Ik denk dat de aangifte wel degelijk een succes zal worden, precies omdat u in 2005 met de Europese spaarrichtlijn een momentum hebt om het project te realiseren.

Tot slot wil ik het nog heel even hebben over een totaal andere problematiek, met name het communautaire aspect. Ik zal ook voor dit punt mijn tekst niet voordragen. Ik heb daarstraks immers goed geluisterd naar onze voorzitter Karel De Gucht. Ik denk dat hij de zaken heel duidelijk heeft gezegd.

Mijnheer De Crem, het is inderdaad mijn voorzitter. Hij heeft de zaken heel duidelijk gezegd. Ik wil er eigenlijk alleen aan toevoegen dat in het geheel van de tekst zoals hij voorligt men altijd liever kan hebben dat er een uitgewerkt, kant en klaar akkoord is. Laat ons echter eerlijk zijn. Het laatste, kant en klaar akkoord dat in een regeerakkoord is neergeschreven, is het akkoord van de fameuze 100-dagenregering van 1987. Zelfs daar is het belangrijke stuk van het akkoord uiteindelijk pas grotendeels gerealiseerd door het Sint-Michielsakkoord in een volgende legislatuur. De realisatie gebeurde zelfs helemaal niet bij de start van een regering. Ik denk dus dat we in een nieuw systeem van staatshervormingen zijn beland, waarbij over de legislatuur heen een aantal zaken kunnen worden gerealiseerd. Dat is ook het geval voor dit akkoord.

Zal de realisatie van het akkoord lukken? Ik weet het niet. Ik heb er geen garanties voor. Ik kan er enkel naar streven en op hopen. Er zijn in de politiek echter slechts twee manieren om de kwestie te bekijken. Dat is met voluntarisme of met lethargie. Vermits lethargie zeker en vast tot niets leidt, is de piste van het voluntarisme de enige piste die een reële kans biedt om zaken te realiseren in de loop van deze legislatuur. Op dat vlak ben ik er alleszins gerust in dat een aantal van de mensen die verantwoordelijkheid dragen in de kwestie wel degelijk hun best zullen doen om op een voluntaristische manier iets te realiseren.

Collega's, ik wil het op dit gevorderde uur hierbij laten. Ik dank u voor uw aandacht en wens u nog veel luistergenot bij de komende sprekers.

01.42 Greet van Gool (sp.a-spirit): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, mijnheer de minister, geachte collega's, het regeerakkoord bevat een belangrijke passage over de harmonisering van de statuten voor werknemers en zelfstandigen. Voor sp.a is dat een essentiële sociale verwezenlijking. In de moderne maatschappij kan het immers niet langer dat het niveau van sociale bescherming afhangt van het statuut waarin men werkt. Alle mensen, of zij nu ambtenaar, werknemer dan wel zelfstandige zijn, hebben recht op een goede sociale bescherming. Als we de huidige statuten van werknemer en zelfstandige vergelijken komt dat van de zelfstandige er duidelijk zwakker uit. De vorige minister van Sociale Zaken en Pensioenen, Frank Vandenbroucke, heeft een aantal belangrijke verbeteringen aangebracht inzake pensioenen en de regeling voor arbeidsongeschiktheid. Dat waren vooral punctuele ingrepen die inspeelden op de meest prangende noden. Het is de verdienste van de regeringsonderhandelaars dat nu meer fundamentele ingrepen vooropgesteld worden om eindelijk tot een volwaardig statuut te komen. Daarbij worden de belangrijkste knelpunten aangepakt, knelpunten die ook al in het verslag van de werkgroep-Cantillon opgenomen werden, knelpunten die ook voor alle zelfstandigen prioritair zijn.

In de eerste plaats is er de verbetering van de regeling inzake arbeidsongeschiktheid. De huidige uitkeringen zijn erg laag en zijn bovendien forfaitaire bedragen die enkel verschillen naargelang van de gezinstoestand. Er is dus geen enkele band tussen de betaalde bijdrage en de uitkering, wat wel het geval is in de regeling voor werknemers. Het is een goede zaak dat in de toekomst het verzekeringskarakter versterkt zal worden door bij de berekening van de uitkeringen rekening te houden met de inkomsten die gediend hebben voor de vaststelling van de bijdrage.

Een tweede knelpunt is de verzekering tegen de zogenaamde kleine risico's. Die is op dit moment niet verplicht met als gevolg dat ongeveer een vijfde van alle zelfstandigen geen terugbetaling krijgt van apothekerskosten, dokterskosten enzovoort. Een vijfde, dat zijn vele tienduizenden mensen die de belangrijke en vaak noodzakelijke kosten niet terugbetaald krijgen. Wij weten allemaal dat die facturen vaak hoog kunnen oplopen. Zeker gepensioneerden zijn de dupe van dat systeem. Voor sp.a is de integratie van die kleine risico's in de verplichte ziekteverzekering dan ook de enige sociale oplossing. Het verheugt ons dan ook dat in het regeerakkoord duidelijk voor die optie gekozen werd.

Het laatste knelpunt vormen de pensioenen van de zelfstandigen. Ondanks een maatregel van de vorige regering blijven die vaak erg laag. Niet iedereen kan een spaarpotje opzietten voor zijn oude dag. De invoering van een soort eerste pijler-bis met een verplichte.

01.42 Greet van Gool (sp.a-spirit): L'accord de gouvernement vise à harmoniser les statuts de salarié et d'indépendant. Dans une société moderne, il est essentiel que le niveau de protection sociale soit dissocié du statut.

Sous la précédente législature, le ministre Vandenbroucke avait déjà satisfait les besoins les plus pressants. A présent, un statut à part entière est envisagé pour les indépendants. Les indemnités pour incapacité de travail ne sont plus dissociées des cotisations versées, l'assurance contre les petits risques est rendue obligatoire et les pensions sont augmentées.

Le statut sera financé par le biais de cotisations des indépendants et de l'Etat, c'est-à-dire dans le cadre d'une solidarité interne et externe. La boucle est ainsi bouclée et tout citoyen de ce pays sera assuré contre les petits et les gros risques de la vie. C'est la preuve qu'un réel progrès social ne peut être réalisé que si les socialistes sont au gouvernement.

gekapitaliseerde bijlage, biedt de garantie dat de toekomstige gepensioneerden een degelijk en betaalbaar pensioen zullen krijgen. De verbetering van het sociaal statuut voor zelfstandigen moet natuurlijk ook gefinancierd worden. Ook daar blijkt dat het hier om een belangrijke sociale verwezenlijking gaat. Door de solidariteit tussen jongeren en ouderen, tussen minder en beter verdienenden te versterken, door niet alleen een inspanning te vragen van de zelfstandigen zelf maar ook door middelen ter beschikking te stellen vanwege de overheid.

Collega's, elk regeerakkoord bevat passages die op het moment zelf heel belangrijk lijken maar enkele jaren later al vergeten zijn. Omgekeerd zijn er ook maatregelen die in het begin minder aandacht krijgen maar die op termijn tot de belangrijkste verwezenlijkingen van de regering behoren. Onze fractie is ervan overtuigd dat dit het geval is voor het sociaal statuut van de zelfstandigen. Na de werknemers en de ambtenaren wordt eindelijk de sociale welvaartstaat realiteit voor de zelfstandigen.

Daarmee is de cirkel rond. Dankzij interne solidariteit van de zelfstandigen enerzijds en extra solidariteit van de samenleving anderzijds, hebben alle mensen in dit land nu recht op een goede sociale bescherming tegen de grote en kleine risico's van het leven. Hiermee wordt nog maar eens bewezen dat echte sociale vooruitgang alleen wordt geboekt met de socialisten in een regering. De sp.a-fractie zal hiervoor dan ook haar volle medewerking verlenen.

De **voorzitter**: Mevrouw Van Gool, ofschoon u geen groentje bent in de politiek, was dit uw maidenspeech in deze Kamer, proficiat. Last but not least – de laatsten zullen de eersten zijn, heb ik u gezegd – mag ik mevrouw Van Themsche vragen het woord te nemen op het einde van deze late avondzitting.

01.43 **Frieda Van Themsche** (VLAAMS BLOK): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, mevrouw de minister en moedige collega's, ik moet niet meer zeggen mijnheer de eerste minister – daar kijk ik ook niet van op – dat is zeker niet de man die zal luisteren naar de stem van het volk. Eigenlijk moet ik ook hier niet spreken, ik maal er niet om dat er niet veel volk meer is, maar het zet mij af en toe met mijn twee voeten terug op de grond. Ik ben namelijk gewoon geregeld eens te spreken voor onze duizenden kiezers op de twee- tot driejaarlijkse congressen die wij houden.

Het gezin vormt de hoeksteen van de samenleving. Deze zin is waarschijnlijk recht uit ons programma overgenomen. Het is de enige degelijke zin in dit 70 bladzijden tellende document. Ouders die dit regeerakkoord te lezen krijgen, weten echter dat ze zich helemaal geen illusies moeten maken om bij de moeilijke opvoedingstaak van de kinderen enige steun en hulp te krijgen van de overheid. Tijdens de vorige legislatuur mochten wij de drugswet slikken, die niet meer of niet minder dan een gedoogbeleid invoert en de jongeren gemakkelijker naar de jointjes leidt.

Terwijl wij verwoede inspanningen leveren om onze kinderen nog enige stijl en voornaamheid bij te brengen investeert de overheid in een promotiecampagne 'hoe leer ik schelden?', naar het goede voorbeeld van hen – partijvoorzitters onder andere – die ongegeneerd driekwart miljoen van de kiezers aanspreken met fascisten, wandluizen, verzuurden, mestkevers,... Zij kennen de scheldwoorden beter dan ik.

Zelf heb ik enkele spannende en inspannende weken achter de rug met 5 kinderen die examens hadden in het lager, middelbaar en hoger onderwijs. Toch kijk ik dan bezorgd naar de toekomst, want wat staat er onze ionde afaestudeerden te wachten? Steeds meer ionderen

01.43 **Frieda Van Themsche** (VLAAMS BLOK): Que le premier ministre soit lui aussi absent de cet hémicycle vide ne m'étonne aucunement: il demeure chroniquement sourd à la voix du citoyen. Ce vide ne me pose plus aucun problème lorsque je songe aux milliers de militants présents aux congrès du VB.

La phrase «la famille est la pierre angulaire de la civilisation», qui semble sortie tout droit de notre programme, est la seule phrase valable de l'accord de gouvernement. Les parents dans ce pays ne se font toutefois aucune illusion: l'Etat les laissera de nouveau tomber, tout comme il l'a fait avec la loi sur les drogues, qui apprend aux jeunes à utiliser les drogues. Ou leur enseigne le mépris en qualifiant trois quarts de million d'électeurs de fascistes, de vermine, de coprophages, autant de termes déjà entendus.

Moi aussi, en tant que mère de cinq enfants, je considère l'avenir avec inquiétude. La crème de nos

zeggen hun vaderland adieu, en het zijn de besten, zij zijn het kruim van onze samenleving en emigreren steeds in grotere getale naar nieuwe toekomstlanden, waar men hen met open armen ontvangt. Het zijn zowel hoger opgeleiden als vakmensen, zoals slagers, schilders, bakkers, kortom mensen met handen aan hun lijf. Waarom? Omdat er hier voor hen geen toekomst is.

Begin hier maar een nieuwe zaak, tracht hier maar binnen te geraken in een goed draaiende KMO. Mijnheer de minister weet zeer goed dat indien hij zijn beleid niet verandert en niet echt luistert naar de verzuchtingen van de ondernemerswereld, nog meer bedrijven zullen afslanken, stoppen of verhuizen. De fut is eruit. De flandriens van de bedrijfswereld zijn het beu. Hierbij citeer ik dan de woorden van een afgevaardigd bestuurder van de Kamer van Handel en Nijverheid in Kortrijk: "Jaren spreekt men al over de te zware last op arbeid. Wel, op enkele punten en komma's na is er helemaal niets veranderd. De belasting op ondernemingen is niet gedaald. Dat is de harde waarheid."

De heer Lambert ergert er zich mateloos aan. Welnu, ik en tienduizenden anderen ergeren zich ook mateloos aan het feit dat de eerste minister en de regering zich inmiddels bezighouden met zaken waar de mensen nauwelijks van wakker liggen: het homohuwelijk, het adoptierecht voor homo's, een identiteitskaart voor transseksuelen, een volwaardig statuut voor prostituees, hulp bij zelfdoding en euthanasie bij jongeren en niet te vergeten – ook belangrijk – het draagmoederschap in een wettelijk kader gieten en het al dan niet identificeerbaar maken van spermadonoren. Dit komt allemaal uit het 70 bladzijden tellende document.

01.44 Minister **Bert Anciaux** : Waar staat dat?

01.45 **Frieda Van Themsche** (VLAAMS BLOK): Ik zal u dat straks tonen. Ik heb het daaruit overgenomen.

Ik gun de eerste minister van harte zijn vakantie in Italië of in Oostenrijk, want dat mag ook terug, maar ik raad hem toch ook aan om eens de ronde van Vlaanderen met zijn fiets te rijden en in de dorpscafés te gaan luisteren wat de mensen echt bezighoudt. De bevolking vraagt veiligheid, werk en tijd om zich te kunnen ontspannen. Een volwaardig statuut voor zelfstandigen heeft wat ons betreft voorrang op dat voor prostituees, overigens met alle respect voor de dames. Wij, thuiswerkende ouders, vragen eindelijk ...

01.46 Minister **Bert Anciaux** : (...)

01.47 **Frieda Van Themsche** (VLAAMS BLOK): Ja, inderdaad, u zult het terugvinden bij de diepmenselijke problemen. Het is trouwens uw akkoord. Ik heb het niet onderhandeld. Ik heb maar enkele dagen om het te lezen, maar u hebt er 50 dagen over gedaan.

Wij, thuiswerkende ouders, vragen eindelijk een erkenning van onze ambitie om onze kinderen zelf op te voeden en een volledige financiële gelijkschakeling met die ouders die opteren voor een loopbaan buitenshuis, waar ze dan de nodige financiële tegemoetkomingen inzake kinderopvang krijgen. Tot op heden worden thuiswerkende ouders gediscrimineerd. Ik heb dus gelijk, mijnheer de minister.

Noa een diepmenselijk probleem is de hulp bij zelfdoding. In de plaats

diplômés troque ce pays pour un lieu de travail plus attrayant. Essayez seulement d'ouvrir un commerce dans ce pays ou d'y trouver un emploi intéressant! Le monde des affaires se morfond, se désintègre de plus en plus et a perdu toute énergie. En dépit de nombreuses promesses, la réduction des charges salariales et de la pression fiscale reste en grande partie lettre morte. Pendant ce temps, le gouvernement se préoccupe de choses qui n'intéressent pas le citoyen: le mariage des homosexuels, le droit d'adoption pour les homosexuels, un statut pour les prostituées et l'euthanasie pour les jeunes, sans oublier un cadre légal pour la question des mères porteuses et l'identification des donneurs de sperme.

01.45 **Frieda Van Themsche** (VLAAMS BLOK): Le premier ministre devrait troquer ses vacances en Toscane contre un séjour parmi ses concitoyens, pour qui la sécurité, le travail et la création d'un statut pour les indépendants priment l'aide aux prostituées, même si les inquiétudes de ces dernières sont justifiées. Il convient en outre de mettre définitivement un terme à la discrimination dont fait l'objet le parent qui travaille au foyer.

01.47 **Frieda Van Themsche** (VLAAMS BLOK): Au lieu de venir en aide aux personnes dépressives, on va mener une politique d'«assistance au suicide». Le premier ministre a perdu tout sens des réalités.

Le passage le plus cynique de l'accord de gouvernement concerne la nécessité de dissuader les travailleurs de recourir à la mise à la retraite anticipée. Ce passage

van te zorgen voor een samenleving waar iedereen zich thuis voelt, geeft u de depressieve mensen nog een duwtje in de rug om ze vlugger van de wereld af te helpen. Dat past waarschijnlijk in het utopische beeld waarin de eerste minister leeft. Hij heeft al lang geen voeling meer met de werkelijkheid. Hij belooft de mensen bergen en zodra de stemmen zijn geteld, zoekt hij nieuwe belastingen om vooral de man in de straat te treffen.

Het meest cynische hoofdstuk uit dit akkoord is wel dat rond de actieve senioren. De aanwezigheid van steeds meer senioren in onze samenleving is een rijkdom, staat er. Er moeten maatregelen worden genomen om vervroegde pensionering te ontmoedigen. De mensen moeten met andere woorden langer blijven werken. Daar kan ik ook inkomen. De mensen willen ook langer werken, als ze tenminste werk hebben en voldoende verdienen. Mijnheer de eerste minister, waar is de voorbeeldfunctie van u. U hebt zowat alle 50-plussers van de ene op de andere dag buitengekieperd. De familiefoto van de regering toont ons inderdaad jonge, goedogende ministers die stuk voor stuk de komende maanden verwacht worden, waarschijnlijk in de meest banale praatshows om ons te komen vertellen hoe hun hond of kat heet, hoe ze confituur maken – als ze dat tenminste nog kunnen – of waar ze hun eerste vakantielief leerden kennen. Maar wie van al die goedogende en mediagenieke excellenties weet eigenlijk hoe moeilijk het is om een stel pubers op te voeden?

Wie kent er de schrik van ouders die hun kinderen willen weghouden van drugs? Wie kan er meevoelen met ouders die weken in spanning leven met kinderen die examens afleggen? Wie voelt er de druk van die ouders die elke cent en elke euro twee en binnenkort wel drie keer zullen moeten omdraaien om de hoge studiekosten voor hun gasten te betalen? Wie voelt er de gelatenheid als zoon- of dochterlief voor de tweede of derde keer thuiskomt met de melding dat de fiets of de bromfiets nog maar eens beschadigd of gestolen is? Wie zal er hier komen vertellen hoe het is om te leven in een wak huis, in een buurt vol overlast zoals de Seefhoek, of om te moeten aanschuiven aan de loketten van het OCMW of van de Voedselbank om naar een basispakket te bedelen?

(...)

Zeg het maar aan uw eerste minister dat ik in elk geval niet verzuurd ben.

01.48 Bart Tommelein (VLD): (...)

01.49 Frieda Van Themsche (VLAAMS BLOK): Kijk, mijnheer Tommelein, als ú zou willen luisteren, dan kan u de boodschap overbrengen. Ik ben niet verzuurd. Ik ben niet gelaten. Ik ben niet pessimistisch. Ik leef in de dorpsstraat en ik hoor wat er dagelijks bij de mensen op hun lever ligt. Mijn ouders ...

01.50 Bart Tommelein (VLD): (...)

01.51 Frieda Van Themsche (VLAAMS BLOK): Úw partij in elk geval niet. Mijn ouders behoorden nog tot de oorlogsgeneratie, die het ongetwijfeld nog moeilijker had om ons land op te bouwen na vijf vreselijke oorlogsjaren. Maar zij zagen zich nadien ten minste beloond met een zekere welstand. En neen, ik ben ook niet fatalistisch. Ik leef tussen bedrijfsleiders die, nadat ze eerst weer een stuk van de gratis-politiek mee mogen betalen, toch degenen zullen zijn die echt voor werkgelegenheid zorgen.

est précisément de la main de quelqu'un qui a exclu tous les plus de cinquante ans de son parti. L'équipe est à ce point rajeunie que je frémis déjà à la perspective des talkshows ineptes qui nous attendent dans les semaines à venir. Les jeunes mandataires connaissent-ils l'angoisse qu'inspire aux parents la consommation de drogue? Savent-ils ce qu'il en coûte de faire faire des études à ses enfants? Quel est le prix d'un vélo d'enfant volé pour la énième fois ? Ce que ressent celui qui fait la queue dans un CPAS?

01.49 Frieda Van Themsche (VLAAMS BLOK): Je ne suis ni aigrie ni pessimiste, je suis à l'écoute du peuple.

01.51 Frieda Van Themsche (VLAAMS BLOK): La génération de la guerre a sans aucun doute éprouvé bien plus de difficultés pour reconstruire le pays mais elle fut au moins récompensée par un certain bien-être.

Dat doet de regering immers niet. Die bedrijfsleiders zullen zich met de moed der wanhoop door deze vier paarse jaren slaan. Iedereen mag weten dat ik ook tot die 48-plussers behoor en ik ben nog lang niet uitgeblust. Ik zal al mijn gewicht – u ziet dat ik heel wat gewicht in de schaal kan leggen – mee in de schaal leggen om deze regering te dwingen eindelijk de echte problemen van de bevolking aan te pakken en op te lossen.

Ik richt mij nu tot de francofone landgenoten van het andere planetenstelsel, die hier echter niet meer zijn. Voor hen heb ik ook nog een boodschap. Enkel minister Laruelle is hier nog aanwezig. Het gaat echter vooral om de linkerkant van het halfroond die zo vroeg victorie had gekraaid, omdat de echte Vlaamse verzuchtingen weer voor vier jaar de diepvriezer ingaan. Ze moeten zich geen illusies maken.

Het cordon sanitaire dat zij zo graag koesteren, bestaat bij de gewone Vlaming in de straat al lang niet meer, ook niet in de ondernemerswereld, want daar beseft men dat Vlaanderen hoe langer hoe meer maar één kans heeft om te overleven, namelijk door alle bevoegdheden over te hevelen naar de deelstaten. Met elke nieuwe verkiezing groeit onze aanhang en staan wij een stap dicht bij echte Vlaamse onafhankelijkheid. Wat zij ook proberen om het tegen te houden, het zal niet lukken. Mijn kinderen zullen mijn kleinkinderen grootbrengen in een onafhankelijk Vlaanderen.

(...)

(Op vraag van de voorzitter werden deze woorden geschrapt)
(A la demande du président, ces mots ont été supprimés)

Ik dank vooral het personeel dat zo moedig lang is gebleven.

De **voorzitter**: Collega's, dit was de maidenspeech van mevrouw Van Themsche.

Collega's, wij zijn nog niet aan het einde van onze werkzaamheden want er zijn nog 22 collega's die morgen in de loop van de dag het woord zullen krijgen. Ik zal zoals voorzien proberen om het antwoord van de regering rond 17.00, 17.30 uur te krijgen. Daarna kunnen dan de eventuele replieken aan bod komen zodat de stemming rond 18.00, 18.30 uur kan plaatsvinden. Ik probeer, maar of ik dit kan waarmaken is iets anders. Het is veel beter om vanavond wat later te vergaderen zodat wij morgenavond wat vroeger kunnen eindigen op voorwaarde dat de Kamer daarmee akkoord gaat.

Ik wens u een veilige terugkeer en een goede nacht.

De vergadering is gesloten.
La séance est levée.

De vergadering wordt gesloten om 23.29 uur. Volgende vergadering woensdag 16 juli om 10.15 uur.
La séance est levée à 23.29 heures. Prochaine séance le mercredi 16 juillet à 10.15 heures.

Je ne suis pas non plus fataliste mais je connais nombre de dirigeants d'entreprises qui ont d'abord dû contribuer à financer la politique de la gratuité et qui sont quand-même à nouveau sollicités pour créer de l'emploi. Et même si j'appartiens au groupe des plus de 48 ans, je n'ai rien perdu de ma vivacité et je contraindrai le gouvernement à se préoccuper des véritables problèmes de la population.

Nos compatriotes francophones se sont évidemment réjouis lorsque les aspirations flamandes sont une fois de plus passées à la trappe pour quatre ans. Néanmoins, pour le Flamand de la rue, le cordon sanitaire n'existe plus et les entrepreneurs ont conscience que la survie de la Flandre dépend du transfert de toutes les compétences vers les entités fédérées. Chaque nouvelle élection voit le nombre de nos partisans croître et nous rapproche de l'indépendance flamande. Mes enfants élèveront mes petits-enfants dans une Flandre indépendante.